



SCINDER LES BANQUES LE VERBATIM

130 personnalités recommandent la scission des
banques pour sécuriser notre système bancaire



En cette fin 2012, le gouvernement français prépare une réforme de la structure de son système bancaire. C'est en effet un facteur essentiel pour remettre le secteur financier au service du secteur non financier.

Avec 5 banques figurant sur la liste internationale des 29 banques à risque systémique dressée par le G20, la France souffre d'une hypertrophie de ses mégabancues, phénomène amplifié par son choix résolu de promouvoir un modèle de banque soi-disant "universelle", mettant l'ensemble du système bancaire à la merci de pertes spéculatives dans les banques d'investissement.

La solution la plus simple et la plus sûre consisterait à scinder ces banques dans des groupes distincts, pour protéger les comptes bancaires des clients et les finances des contribuables. Ce modèle de banques spécialisées a prévalu en France et dans le monde pendant des décennies, sans aucune crise bancaire sérieuse.

Pourtant, la France, fortement influencée par le lobbying de ses mégabancues, a refusé d'ouvrir un débat sérieux sur ce point, et s'est précipitée sans transparence dans une réforme édulcorée, sans même attendre les résultats des réflexions européennes en cours.

Ce document a été rédigé par l'association Diacrisis, qui vise, entre autres, à promouvoir plus de prudence dans le domaine financier. Regroupant les déclarations de 130 personnalités internationales, son but est de montrer que le soutien à une scission des banques est en fait la règle, y compris chez les financiers, et que le soutien au modèle de banque soi-disant universelle est l'exception...

Après le choc financier de 2008, les États-Unis puis l'Angleterre ont été les premiers pays à se lancer dans une réforme de leur secteur bancaire.

Malheureusement, comme l'a rappelé Ted Kaufman, le président de l'Autorité parlementaire américaine de contrôle des marchés financiers durant l'élaboration de la réforme financière américaine « 93 % de ceux qui ont visité les [organismes de régulation] à propos de l'amendement Volcker étaient des institutions [...] qui représentaient les institutions financières. Le reste, 7 %, représentaient l'intérêt public. » En effet, si les contribuables (comme la plupart des acteurs) ont un important intérêt à une scission bancaire, il y a très peu de structures pouvant faire prévaloir leurs vues.

Face à un tel lobbying, les réformes proposées ont été très fortement édulcorées. Ainsi, les réformes proposées aux États-Unis ("règle Volcker") ou en Angleterre ("règle Vickers") ont atteint une telle complexité (30 000 pages attendues pour la première, probablement presque autant pour la seconde) qu'il apparaît désormais clairement que leur application sera, au mieux, très imparfaite, et sécurisera mal le système financier. Comme l'a indiqué Andrew Haldane, le Directeur de la Stabilité Financière de la Banque centrale d'Angleterre : « *La régulation de la finance moderne est complexe, certainement trop complexe. [...] Parce que la complexité génère de l'incertitude, [...] il faut une réponse réglementaire fondée sur la simplicité, pas sur la complexité.* » et « *Le Glass-Steagall était simple dans ses objectifs et son exécution.* »

Face à toutes ces difficultés, et à l'aune des nouveaux scandales survenus en 2012 (pertes de JP Morgan, scandale du Libor...), de très nombreuses voix s'élèvent désormais pour exiger une véritable séparation des activités bancaires, à savoir une scission des banques en des structures différentes appartenant à des groupes différents :

Sandy Weill, ancien PDG de Citigroup ;
surnommé le « tombeur du Glass-Steagall Act » en raison
de son rôle de principal artisan de son abrogation :

*« Je pense que nous devrions probablement séparer la banque
d'investissement des autres activités bancaires, [...] elles devraient être entièrement indépendantes, comme il y a 25 ans. »*
[Sandy Weill, 25 juillet 2012, CNBC]

John Reed, ancien PDG de Citigroup :

*« L'intégration [des banques de détail et d'investissement]
ne présente aucun avantage pour la société. »*
[John Reed, décembre 2011, Financial World]

David Komansky, ancien DG de Merrill Lynch :

*« Malheureusement, j'ai été l'un de ceux qui ont mené la charge
pour obtenir l'abrogation du Glass-Steagall Act [...] Je le regrette,
nous n'aurions pas dû faire cela. »*
[David Komansky, 5 mai 2010, Bloomberg]

Stanislas Yassukovich, ancien président de Merrill Lynch Europe :

« Le modèle de banque universelle est indéfendable. »
[Stanislas Yassukovich, 24 novembre 2011,
CSFI "Views on Vickers"]

Sir Brian Pitman, ancien président du Lloyds :

*« Les arguments en faveur [d'un Glass-Steagall Act]
sont irréfutables. »*
[Sir Brian Pitman, 24 octobre 2009, Daily Telegraph]

Sir Martin Taylor, ancien PDG de Barclays :

*« Il n'est pas raisonnable de conserver des activités
de trading au sein d'un groupe de banque commerciale. »*
[Sir Martin Taylor, 8 juillet 2012, Financial Times]

Des messages d'une telle force, venant de personnalités financières aussi éminentes, devraient nous inciter à réfléchir très sérieusement à une telle option pour notre pays.

Bien au contraire, force est de constater qu'en France, le débat a été préempté non seulement par le secteur bancaire, mais surtout par les seules banques universelles. Leur argument le plus fréquent – et le plus extravagant – étant d'expliquer que leur modèle aurait soi-disant mieux résisté à la crise que les autres, ce qui ne manque pas de sel quand on songe au plan d'urgence de 360 Md€ de garanties annoncé par le gouvernement en octobre 2008, et aux 180 Md€ de prêts à 3 ans accordés par la Banque de France à ces banques en 2011-2012, dans les deux cas pour empêcher leur écroulement quasi certain.

Ainsi les banques Too big to fail se targuent-elles désormais cyniquement de leur non-faillite pour tenter de démontrer leur solidité, un peu comme si on avait essayé de démontrer la solidité de la centrale de Fukushima par le fait qu'elle ait bien résisté au séisme de Kobé en 1995...

L'Angleterre a confié la réflexion sur ce sujet majeur à la Commission Vickers, qui était indépendante, comprenait une majorité de membres non issus de la finance, et ne comprenait aucun financier ni aucun régulateur en activité. Elle a travaillé de façon transparente.

La France a choisi, au contraire, de confier, dans la plus totale opacité, la réflexion à son secteur financier via le Conseil de régulation financière et du risque systémique (Coréfris), composé de cinq régulateurs en activité et de trois personnes qualifiées, dont un administrateur de BNP Paribas et un ancien conseiller de BNP Paribas.

Sans surprise, le résultat d'un tel aréopage a été une proposition plus qu'édulcorée, ne tenant aucun compte des échecs déjà vécus à l'étranger. Le tout jouant sur le mot "séparation", alors qu'une seule séparation est simple et sûre à 100 % : une scission dans des groupes différents.

Illustrons par un exemple : si, après la réforme, le groupe BNP Paribas n'est pas scindé en deux, en une banque de dépôt, BNP, et en une banque d'investissement, Paribas, (comme il l'était avant 2000, sans dommage majeur pour l'économie semble-t-il ...) il est évident que les activités bancaires n'auront en rien été séparées.

L'absence de débats contradictoires sérieux, avec pragmatisme et sans idéologie, devient préoccupante, et est une des causes des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons actuellement.

Outre l'exemple caricatural des financiers du Coréfris cherchant à réguler la finance, on observe fréquemment dans les débats une absence de défenseurs "de poids" de la scission bancaire, hors le recours fréquent à l'ONG Finance Watch pour défendre ce point de vue : par exemple sur France 3, au Sénat ou dans des colloques. À croire qu'il n'existe ni Crédit Mutuel ou Banque Postale, ni Jean Peyrelevade ou Jérôme Cazes...

Finance Watch réalise un remarquable travail, mais cette manière systématique de présenter le débat aboutit à ce que les banques universelles apparaissent comme étant les représentantes de toutes les banques, et que la vision contraire semble être uniquement celle d'une ONG. La réalité est que :

- la majorité des Français soutient la scission (84 %, sondage Ifop 23/07/2012) ;
- la plupart des financiers soutiennent la scission (63 %, sondage Agefi Hebdo 8/12/2011) ;
- dans le monde, la plupart des banques non universelles soutiennent évidemment la scission, qui serait à leur avantage ;
- de plus en plus d'anciens patrons de banques universelles défendent de façon courageuse la scission ;
- la plupart des économistes soutiennent une telle scission ;
- très peu de voix s'élèvent pour défendre le modèle de banque universelle. Ce sont essentiellement les banquiers universels en activité et une minorité d'économistes, généralement en affaires avec le secteur financier...

Mais peu importe, on continue à écouter religieusement les seuls dirigeants de BNP Paribas et de la Société Générale, alors que nous venons, par exemple, de décider (enfin) l'exclusion des industries pharmaceutiques des commissions de réglementation du médicament...

Le but de ce document est ainsi de rétablir les faits, en recensant les multiples déclarations de 130 personnalités internationales, de tous horizons professionnels et politiques, soutenant une vraie scission du secteur bancaire, afin que ce dernier puisse se concentrer sur son indispensable rôle : le financement de l'économie réelle, sans mettre l'ensemble du système économique et des finances publiques en danger, comme il l'a fait en 2008.

Olivier Berruyer
Président de *DiaCrisis*
Décembre 2012



DiaCrisis est une association apolitique regroupant 800 adhérents. Elle a pour but la recherche et l'information du public à propos des crises auxquelles est ou sera confrontée notre Société, et promeut en particulier une prise en compte adéquate des intérêts de long terme. Elle attache une importance fondamentale à une meilleure régulation financière, raisonnable mais simple et résolue.

DiaCrisis
ASSOCIATION

PROLOGUE

Benoît Huet Avocat.....	13
Jérôme Cazes Ancien DG de Coface.....	15

LES BANQUIERS

Sandy Weill ancien PDG de Citigroup.....	18
David Komansky ancien DG de Merrill Lynch.....	18
John Reed ancien PDG de Citigroup.....	19
Richard Parsons ancien PDG de Citigroup.....	19
Sir Brian Pitman ancien président de Lloyds TSB.....	20
Philip Purcell ancien PDG de Morgan Stanley.....	20
Sir Martin Taylor ancien PDG de Barclays.....	20
Gene Rotberg ancien vice-président de la Banque Mondiale et de Merrill Lynch.....	21
Stanislas Yassukovich ancien président de Merrill Lynch Europe.....	21
Scott A. Shay fondateur et président de Signature Bank à New York.....	21
Olivier Marquet directeur général de la Banque Triodos en Belgique.....	22
Uwe Fröhlich président de l'Association des banques mutualistes allemandes.....	22
Jean Peyrelevade ancien président de l'UAP et du Crédit Lyonnais, président de Banco Leonardo.....	23
Daniel Deguen ancien PDG du Crédit Commercial de France.....	25
Thierry Philipponat ancien banquier d'investissement, Secrétaire Général de Finance Watch.....	25
Aline Fares ancien banquier d'investissement, conseiller auprès de Finance Watch.....	26
Charles-Henri Filippi président de Citigroup France.....	26

James Rickards économiste et banquier d'investissement.....	27
Mikael Sperry ancien Directeur des opérations de crédit de plusieurs banques.....	28
Andrea Leadsom parlementaire britannique et ancienne banquière senior chez Barclays.....	28
Larry Doyle ancien responsable du trading chez Bear Stearns puis UBS.....	29
Felix Rohatyn ancien associé de la banque Lazard et ex-ambassadeur des États-Unis en France.....	29
Eric De Keuleneer ancien directeur du Corporate and Investment Banking de Fortis.....	30

LES BANQUIERS CENTRAUX

Mervyn King gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre.....	32
Paul Volcker ancien président de la Fed, 1979-1987.....	34
Alan Greenspan ancien président de la Fed, 1987-2006.....	38
Jean-Claude Trichet ancien président de la BCE.....	38
Andrew Haldane directeur de la Stabilité Financière de la Banque centrale d'Angleterre.....	39
Thomas Hoenig ancien président de la Banque Centrale de Kansas City (une des 12 banques centrales formant la Fed).....	42
Richard W. Fisher président (très conservateur) de la Fed de Dallas (une des 12 banques centrales formant la Fed).....	42

LES FINANCIERS

Nikolaus von Bomhard directeur général du réassureur Munich Re.....	45
Warren Buffett homme d'affaires, 3 ^e fortune mondiale.....	45
Terry Smith directeur général de Tullett Prebon, l'un des leaders mondiaux des activités de courtage.....	46

Gérard de la Martinière ancien président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances	47
Colette Neuville présidente de l'ADAM (Association de défense des actionnaires minoritaires)	47
Didier Le Menestrel président de La Financière de l'Échiquier	48
Michel Gabrysiak président de la Finance Foundation	48
Olivier Delamarche associé gérant de Platinum Gestion	48
Peter Hambro président du groupe minier Petropavlosk	49
Thomas Minder président du conseil d'administration de la société de cosmétiques Trybol AG	49
Gerald J. Ford milliardaire propriétaire de Hiltop Holdings Inc. (765 ^e fortune mondiale)	50

LES POLITIQUES

Michel Rocard ancien Premier ministre français 1988-1991	52
Christine Lagarde directrice générale du FMI	53
Elio di Rupo premier ministre belge	53
Vince Cable ministre britannique du commerce depuis 2010	54
Lord (Nigel) Lawson ministre des Finances de Margaret Thatcher entre 1983 et 1989	54
Helmut Schmidt ancien chancelier allemand	55
Le Parlement Belge recommandation de la commission parlementaire spéciale belge de suivi chargée d'examiner la crise financière	56
Giulio Tremonti ministre des Finances italien 2008-2011	56
Philippe Maystadt ancien ministre des Finances de la Belgique 1988-1995, ancien président de la Banque Européenne d'Investissement 2000-2011	57
Lord (Paul) Myners ancien ministre travailliste des services financiers britannique 2008-2010	57

James Baker ancien ministre des Finances de Ronald Reagan de 1983 à 1988	58
Bill Clinton ancien président américain 1992-2000	58
Newt Gingrich ancien leader de l'opposition à Bill Clinton en 1999	58
Jean-Pierre Chevènement ancien ministre de l'Industrie, de la Défense et de l'Intérieur	59
Henri Weber député européen	59
Pascal Canfin ministre français du Développement	59
John McCain sénateur américain, candidat républicain à la présidentielle en 2008	60
Robert Reich économiste, ministre du Travail américain entre 1992 et 1997	60
Daisuke Kotegawa ancien représentant japonais au FMI	61
David Stockman ancien directeur du Bureau du Budget américain 1981-1985	61
Eliot Spitzer ancien procureur général puis gouverneur de l'État de New York	62
Philippe Lamberts député européen	63
John McFall ancien président de la Commission des finances du parlement britannique	64

LES RÉGULATEURS

Ted Kaufman président de l'Autorité parlementaire américaine de contrôle des marchés financiers	66
Sheila Bair présidente de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)	67
Neil Barofsky ancien inspecteur général du TARP (plan de soutien bancaire américain de 700 Md€)	68
Elizabeth Warren ancienne présidente du conseil de surveillance du TARP	68
Arthur Levitt ancien président de l'Autorité des marchés financiers américaine (SEC) 1993-2001	69
Jean-Pierre Jouyet ancien président de l'Autorité des Marchés Financiers	70

LES ÉCONOMISTES

Maurice Allais économiste, Prix Nobel d'économie 1988	72
Joseph Stiglitz économiste, Prix Nobel d'économie 2001	72
Kenneth Rogoff ancien chef-économiste du FMI	74
Nouriel Roubini économiste, qualifié par le New York Times du « sage qui a vu venir la crise »	75
John Kay "un des plus grands économistes britanniques", conseiller économique de plusieurs gouvernements dans le monde	76
Roger Bootle économiste et éditorialiste au Daily Telegraph, "un des économistes leaders de la City"	79
Luigi Zingales professeur à la Booth School of Business de l'université de Chicago	80
Nicolas Baverez économiste	81
Jacques Attali économiste, ancien président de la BERD	81
Daniel Cohen économiste	82
Jean-Paul Pollin économiste	82
André Orléan économiste, ancien membre du conseil scientifique de la COB	83
Laurence Scialom économiste	84
Pierre-Noël Giraud économiste	84
Henri Sterdyniak économiste, Directeur du Département économie de la mondialisation de l'OFCE	85
Frédéric Lordon, économiste, directeur de recherche au CNRS	86
Gaël Giraud économiste	88
Alain Grandjean économiste	88
Eric Verhaeghe économiste, ancien président de l'Association Pour l'Emploi des Cadres	89
Charles Gave économiste libéral et financier	89
Arnoud Boot conseiller auprès du gouvernement et de la Banque centrale néerlandaise	90

Lev Ratnovski économiste au FMI	90
Paul De Grauwe économiste, professeur à la London School of Economics	91
Liam Halligan économiste, éditorialiste économique au Daily Telegraph	92
Laurence Kotlikoff économiste, ancien membre du Conseil économique du président US	93
James S. Henry ancien chef économiste de McKinsey	94
James K. Galbraith économiste	94
Edmund Phelps prix Nobel d'économie 2006	95

LES ANALYSTES

Pierre-Henri Leroy président de Proxinvest	97
Christophe Nijdam ancien DG d'une banque française aux États-Unis, analyste senior	97
Mike Mayo célèbre analyste du secteur bancaire chez CLSA (groupe Crédit Agricole) à New-York	98
Harlan Ullman ancien conseiller du gouvernement américain	98
Sy Harding président de Asset Management Research Corp.	98
David Treece analyste et courtier en valeurs mobilières	99

LES JOURNALISTES
ÉCONOMIQUES

Patrick Jenkins rédacteur en chef de la rubrique Secteur bancaire du Financial Times	101
Georg Mascolo rédacteur en chef du Spiegel	101
Margareta Pagano une des principales journalistes économiques anglaises	102
Michael Hiltzik journaliste financier, prix Pulitzer 1999	102

Martin Wolf <i>journaliste économique, ancien membre de la Commission Vickers</i>	103
Robert Kuttner <i>co-fondateur et co-auteur du magazine The American Prospect</i>	104
Paul Greenberg <i>un des commentateurs les plus respectés d'Amérique", prix Pulitzer 1969</i>	105
Barry Ritholtz <i>journaliste économique</i>	105
John Gapper <i>journaliste, élu "meilleur éditorialiste" 2011 et 2012 par la SABE</i>	106
Chris Farrel <i>journaliste économique</i>	106
Financial Times <i>(éditorial, après la révélation du scandale de la manipulation du LIBOR)</i>	107
The New York Times <i>(éditorial, après les propos de Sandy Weil)</i>	108
Los Angeles Times <i>(éditorial, après les propos de Sandy Weil)</i>	108

LES AUTRES...

Rowan Bosworth-Davies <i>expert en crimes financiers, ancien détective de Scotland Yard</i>	110
John W. Moscow <i>ancien chef du Bureau des Fraudes puis de la Division des enquêtes du Bureau du Procureur de New-York de 1986 à 2004, ancien conseiller de la Fed de New-York (dont il a été licencié après son article de 1995 défendant le Glass-Steagall Act)</i>	110
Henri de Bodinat <i>HEC, entrepreneur et manager</i>	111

François Morin <i>professeur émérite – Toulouse I,</i>	
Gabriel Colletis <i>professeur de Sciences économiques à l'Université de Toulouse 1-Capitole</i>	
Jean de Maillard <i>vice-président du TGI de Paris, spécialiste en criminalité financière,</i>	
Claude Champaud <i>président honoraire de l'Université de Rennes, président du conseil scientifique de la Fondation pour la recherche sur la doctrine de l'entreprise,</i>	
André Vianès <i>économiste, ancien professeur à l'IEP de Lyon,</i>	
Gérard Faure-Kapper <i>écrivain et président de l'APLOMB (Ass. Pour la Légalité des Opérations et Mouvements Bancaires)</i>	
Jean-Pierre Aubin <i>professeur Émérite à l'Université Paris-Dauphine,</i>	
Denis Dubois <i>professeur des universités, directeur du département Economie Finance Assurance Banque au Conservatoire National des Arts et Métiers</i>	
Jean-Louis Perrault <i>économiste - Maître de conférence à l'Université de Rennes I,</i>	
Guillermo Saavedra <i>président de la Chambre de commerce chilienne,</i>	
Fouad Nohra <i>économiste - chargé de conférences auprès de l'Université Lille II,</i>	
Jean Claude Malaguti <i>économiste - Président de Delta International,</i>	
Chris Zanda <i>professeur de Finance - CEFAM Lyon</i>	

ÉPILOGUE

Pierre-Henri Leroy <i>Président de Proxinvest</i>	114
Jérôme Cazes <i>Ancien DG de Coface</i>	116
Thierry Philipponat <i>Ancien banquier d'investissement</i>	116

PROLOGUE

BENOIT HUET

Avocat

« Trois ans après la faillite de la banque Lehman Brothers le 15 septembre 2008, aucune mesure significative n'a été prise pour réguler le système financier ou pour démettre de leurs fonctions les personnes à l'origine de cette déconfiture. La mesure phare de l'administration Obama, le Dodd-Frank Wall Street Reform Act du 21 juillet 2010, a été largement amendé, et soumis à un nombre si important de décrets d'application, que beaucoup l'estiment inopérant. Les réformes envisagées en septembre 2011 au Royaume Uni par la Independent Commission on Banking, ne seront applicables qu'en 2019. Les accords internationaux de Bâle III, sur les seuils de fonds propres détenus par les banques, ne sont également

pleinement applicables qu'en 2019. La loi de régulation bancaire et financière adoptée en France le 22 octobre 2010 est encore très timide. La pratique quotidienne dans les salles de marché à New York, à Londres, à Hong Kong, ou à Paris est donc restée relativement inchangée.

Les dirigeants des banques américaines ont pourtant été interrogés par le Congrès. Mais les enquêteurs ont peine à rassembler des preuves pour que des sanctions pénales soient prononcées. Too big to fail clamaient les banques en 2007, Too big to jail observent les manifestants en 2011. À part quelques cas spectaculaires comme celui de Bernard Madoff, les responsables de la faillite du système sont donc pour la plupart toujours aux commandes. En France aucune commission parlementaire n'a entendu les dirigeants des banques ; leur responsabilité n'a jamais été véritablement mise en cause. [...]

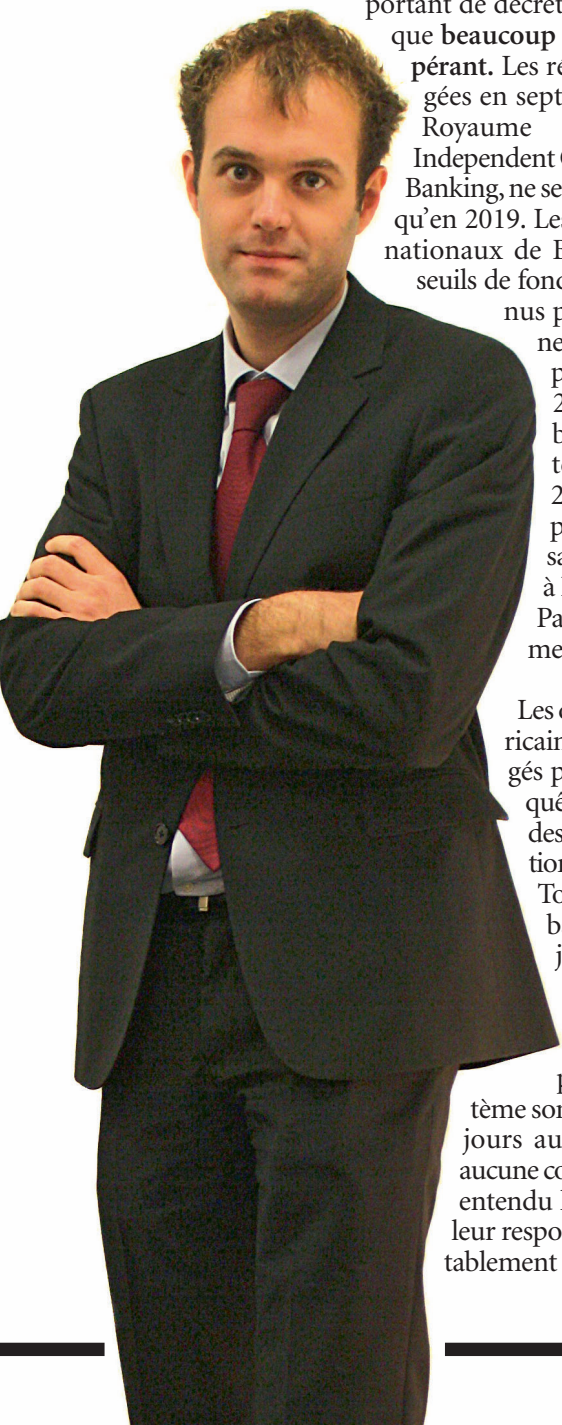
**Trois ans après
la faillite
de la banque
Lehman
Brothers
le 15 septembre
2008, aucune
mesure
significative
n'a été prise
pour réguler
le système
financier**

Trois ans se sont ainsi déjà écoulés depuis la chute des marchés sans que les mentalités n'évoluent. Il n'est pas pour autant trop tard pour changer les choses. Rappelons-nous qu'après le krach du jeudi 24 octobre 1929, les banques avaient déjà réussi à s'opposer aux réformes pendant un temps. La commission dite Fletcher-Pecora mise en place par le Sénat américain en 1932-33, pour entendre les dirigeants des banques s'était déjà heurtée à de multiples difficultés. Il fallut attendre une élection présidentielle, celle de novembre 1932, pour que le républicain Herbert Hoover cède sa place au démocrate Franklin Delano Roosevelt, et que ce dernier propose au Congrès le Glass-Steagall Act (ou Banking Act) du 16 juin 1933.

Cette célèbre loi, votée quatre ans après le début du krach, obligeait les banques à la prudence, notamment en leur interdisant de cumuler des activités de banques de dépôt et de banque d'investissement. Les banques de dépôt étaient les seules qui pouvaient recevoir l'épargne du public. Elles ne devaient utiliser cet argent que pour financer l'économie, en prêtant aux entreprises et aux particuliers. En aucun cas elles ne pouvaient être impliquées dans des activités spéculatives telles que les marchés des changes, des actions, ou des matières premières, activités réservées aux banques dites d'investissement. Ainsi une banque ne pouvait pas utiliser l'argent déposé par les épargnants pour effectuer des placements risqués sur des marchés financiers. Sur un marché le bénéfice n'est que la rémunération du risque. Certains individus chercheront toujours à prendre un risque plus important pour accroître leur profit. Autant qu'ils ne le fassent pas avec l'argent des déposants.

Ce principe simple a été introduit en Europe après la fin de la guerre. Il a vraisemblablement permis d'éviter toute crise bancaire majeure pendant près de soixante ans. La règle a cependant été supprimée par le mouvement de dérégulation du système bancaire entamé au début des années 1980 sous les gouvernements Reagan aux Etats Unis (Garn-St. Germain Depository Institutions Act - 1982) et Thatcher au Royaume Uni (Big Bang Day - 27 Octobre 1986). Des règles similaires étaient adoptées en France entre 1983 et 1988, notamment parce que cette dérégulation était à l'époque vue comme un progrès, un élément de modernité associé à l'avènement de l'informatique.

Le concept de « banque universelle » est né de ce mouvement de dérégulation. Le cumul



▶ des activités de dépôt, d'investissement et même d'assurance est devenu la norme. Ce concept est pourtant plus récent qu'il n'y paraît. Il n'a été autorisé aux États Unis que par le Gramm-Leach-Bliley Act de 1999 après un intense lobbying de la banque Citigroup. La même année, en 1999, la BNP (historiquement une banque de dépôt) lançait une offre hostile sur la banque d'investissement Paribas, devenant ainsi la plus grande banque française. En une décennie les banques acquéraient une taille et un pouvoir qu'elles n'avaient jamais eu auparavant.

La priorité est aujourd'hui d'interdire aux banques de cumuler toutes les activités. Un tel agrégat permet le « cross selling » et est très rentable pour les banques. Mais il crée mécaniquement des conflits d'intérêts, et n'apporte rien au bien public. Une scission des banques enverrait un signal très fort aux marchés, diluerait le pouvoir des institutions financières, et permettrait de mieux contrôler chaque établissement. Ce que le Glass-Steagall Act a permis en 1933, est plus que jamais d'actualité.

La seconde priorité est de combattre les conflits d'intérêts qui se cachent derrière les activités de banques d'investissement, c'est-à-dire les activités de marché. Les cas de conflits d'intérêts sont classiques et connus. La personne d'un département A, qui conseille une société pour ses opérations de fusions-acquisitions, ou pour son introduction en Bourse dispose d'informations privilégiées. Elle n'a pas le droit de chercher à influencer une personne d'un département B, qui publie des prévisions sur le cours de Bourse de cette même société. De tels conflits sont aujourd'hui laissés à la libre appréciation des banques, qui doivent ériger des "murailles

de Chine", afin que deux départements d'une même banque qui défendent des intérêts opposés ne puissent communiquer.

Mais dans la pratique, ces personnes qui ne doivent théoriquement pas se parler travaillent souvent dans des bureaux physiquement mitoyens, prennent leur pause à la même machine à café, et fréquentent les mêmes cercles. Les délits d'initiés et les délits de manipulation de cours sont donc le quotidien des marchés financiers. Ils sont très difficiles à détecter et encore plus à sanctionner. Comment établir devant un Tribunal que telle personne connaissait telle information privilégiée au moment où elle a conseillé à un fond d'investissement de passer un ordre d'achat ? La preuve est tellement difficile à apporter que les sanctions pénales sont extrêmement rares. [...]

Il est urgent d'agir et d'assainir notre système financier. Imposer des ratios prudentiels drastiques, scinder les banques et combattre les conflits d'intérêts semble constituer une base de réformes qui provoquerait une onde de choc. Ces changements impliqueraient une baisse de la rentabilité des banques et seront donc combattus, bec et ongles, par le lobby bancaire. Il ne faut pas s'arrêter pour autant. Occupons Wall Street si c'est nécessaire, mais surtout occupons Wall Street à autre chose qu'à fragiliser ou même à ruiner l'économie réelle ; à la financer par exemple. Et n'oublions pas que la Grande Dépression de 1929 compte des prémices de la seconde guerre mondiale. »

Ce que le Glass-Steagall Act a permis en 1933, est plus que jamais d'actualité.

Benoît Huet, 28 octobre 2011, *La Tribune*
<http://bit.ly/QeXgMC>

JÉRÔME CAZES

Ancien DG de Coface

Outre cette fonction chez l'assureur-crédit, il est membre du comité de direction générale de Natixis, consultant en gestion des grands risques financiers et enseignant à HEC

« La clé essentielle de l'assainissement est d'en finir avec la banque universelle. L'appellation "banque universelle" est sous son air sympathique tout à fait tartuffe. Car comment pourrait-on être contre quelque chose d'universel ! Mais ne nous y trompons pas. Derrière le mot il y a la réalité : réaliser sous le couvert de l'activité de banque de détail des opérations de spéculation. Dans tous les autres secteurs d'activité, on dit qu'il vaut mieux être sur un seul métier.

Or cette règle serait fausse – mais alors pour quelle raison ? – dans la finance. J'attends toujours des arguments convaincants en faveur des synergies entre la banque de marché et la banque de détail ! En réalité, ces deux univers n'ont rien à voir entre eux, que ce soit en

**L'appellation
"banque
universelle"
est sous
son air
sympathique
tout à fait
tartuffe.**

termes de gestion du temps, de motivations, de rémunérations. Entre le banquier de marché et le banquier de détail, c'est, bien plus que de l'incompréhension, du mépris. Seul le management supérieur peut avoir un intérêt personnel à cette coexistence mais en faisant prendre un grand risque aux parties tant il est vrai qu'une dynamique de marché ne se gère pas comme une clientèle. Mettre ces deux logiques ensemble implique la recherche d'un équilibre impossible à tenir. Il n'y a qu'en France où le modèle de la banque universelle continue à s'imposer.

Alors qu'en Angleterre ou aux États-Unis le débat fait rage, rien de tel chez nous où alors en catimini. Comme avec l'exemple du nucléaire, la France montre qu'elle reste le pays des consensus atypiques. Ces

derniers étant forgés sans discussion, ils sont fondamentalement fragiles et réversibles car les modes changent tout aussi vite. Pour l'heure, le statu quo bancaire va perdurer encore longtemps dans la banque si personne ne prend les évolutions en main. Les salles de marché sont toujours là et le débat s'enlise sur le bon niveau des ratios prudentiels entre 8 et 9 %. L'on feint d'oublier que Dexia, qui a fait faillite en moins de deux mois, avait pourtant un ratio de 13. C'est un peu comme si, pour résoudre le problème de la sécurité routière, l'essentiel des efforts

portait sur la taille des pare-chocs et non sur les règles de conduite. »

Jérôme Cazes, 2 février 2012,
Le Nouvel Economiste
<http://bit.ly/V1Xvx0>

« Je défends le métier bancaire, qui est un métier de service public, car on y accepte de gagner peu – le taux d'intérêt –, en échange d'un gros risque – que le débiteur ne vous rembourse pas. Alors que tout le monde rêve désormais de la loterie : je paye un tout petit peu en échange d'un gros pactole, c'est la *casino society*. Mais nous avons besoin dans une économie d'avoir des entités qui se contentent de l'autre partie du jeu, "Je touche un tout petit peu, et je risque beaucoup". C'est cette noblesse du métier de la banque qui fait qu'on lui a consenti un certain nombre d'avantages.

Et il ne faudrait pas que les banquiers, eux aussi, se positionnent sur la *casino society*. Or, et c'est là que le modèle de la banque universelle déraile, il est normal que, quand vous avez le choix entre, d'une part, le métier de couillon "Je gagne peu en échange d'un très grand risque", et le métier sexy, "Je paye un peu et je gagne un pactole", évi-



demment, les directeurs généraux arbitrent en fonction du second métier contre le premier. [...]

Les banquiers ont été très bons avec la trouvaille sémantique de "banque universelle", car quand on veut présenter de façon positive un produit, on le qualifie d'universel. Or, c'est dénaturer ce mot que de l'appliquer à une banque qui abrite simplement le casino dans les soutes d'une banque de réseau.

Ils ont également été très bons en parlant d'un "modèle français de banque universelle", afin de créer des réflexes pavloviens nationalistes : "Faisons le carré, car l'intérêt de BNP, c'est l'intérêt de la France". [...] Or, partout dans le monde, des banquiers ont naturellement été tentés de jouer au casino en s'appuyant sur l'argent des épargnants – Royal Bank of Scotland a même quasiment fait faillite. [...] La grande différence c'est que partout ailleurs, on a ouvert un débat sur la banque universelle, et vous avez UN pays dans le monde qui, lui, n'a pas ouvert le débat, c'est la France. Mais M. Pébereau finira par avoir raison, car partout ailleurs on aura fini par démanteler les banques universelles, pour des raisons égoïstes de sécurité de la communauté nationale, sauf en France... [...]

Nous sommes extrêmement nombreux à penser qu'un tel système de privatisation des profits et de nationalisation des pertes n'est pas normal. Comment se fait-il que dans des démocraties, des gens très nombreux, et dont c'est l'argent qui est mis en danger, n'arrivent pas à obtenir gain de cause ?

Jérôme Cazes, « *Démanteler d'urgence les grandes banques françaises* », 12 mars 2012, Xerfi
<http://bit.ly/UX0rFz>

« Le débat sur les banques n'est pas un débat principalement technique, c'est un débat politique. Il s'agit de réconcilier une collectivité nationale avec ses banques. [...] En France, tous ceux qui ne pensent pas comme le lobby bancaire sont tournés en ridicule. [...]

En Angleterre, une commission ne sert pas à enterrer les choses. Là-bas, la méthode est intelligente. Premièrement, il faut un mandat extrêmement carré : "On n'est pas là pour réfléchir, on est là pour trouver des solutions pour protéger le contribu-

ble." Deuxièmement, la composition de la commission est habile et lui permet de fonctionner. La commission Vickers ne comprenait que 5 membres, dont aucun banquier en activité, ni aucun régulateur bancaire en activité, et Sir John Vickers est un économiste distingué qui n'avait rien à voir avec la banque, s'étant occupé de la défense du consommateur. Il y avait à ses côtés une économiste chef d'entreprise, un économiste journaliste, un chef d'entreprise et enfin un très jeune banquier retraité, forte tête qui avant d'être viré avait traité ses collègues banquiers de "Cupidés et Stupides". Bref, cinq personnes dotées d'un solide bon sens, dont la carrière est derrière eux, et qui ne doivent rien au lobby bancaire.

Si au lieu de prendre les membres de la commission dans le milieu financier, on les prend dans l'économie réelle, statistiquement vous avez 9 chances sur 10 de tomber sur des partisans de la séparation.

Imaginez le choc que créerait en France une commission sur la finance dans laquelle il n'y aurait ni Michel Pébereau, ni Christian Noyer ni Jean-Pierre Jouyet ni aucun banquier en activité : ce serait un coup de tonnerre.

C'est un message extrêmement fort. En créant la commission Vickers, les autorités britanniques ont affirmé que, oui, la gestion des banques est bien sûr l'affaire des banquiers, mais non, le cadre d'action des banques n'est pas l'affaire des banquiers.

Ce serait un message proprement révolutionnaire en France pour la finance, et nous sommes peut-être mûrs, comme le montre le récent débat sur le médicament. On vient de sortir tous les industriels pharmaceutiques des commissions de réglementation du médicament, et désormais, tous les spécialistes rémunérés de près ou de loin par ces industriels n'ont plus voix au chapitre.

Je vous invite à rêver à ce qui se passerait si on appliquait exactement les mêmes règles au monde de la finance...

Jérôme Cazes, "*Réformer et taxer les banques, deux recommandations à François Hollande*", 30 mai 2012, Xerfi
<http://bit.ly/U2cPp3>

**Nous sommes
extrêmement
nombreux
à penser qu'un
tel système
de privatisation
des profits et de
nationalisation
des pertes
n'est pas
normal.**

PAROLES DE BANQUIERS

SANDY WEILL**Ancien PDG de Citigroup**

*Surnommé le « tombeur
du Glass-Steagall Act » en raison
de son rôle de principal artisan
de son abrogation*

« Le système bancaire est vraiment très, très important. Je pense que le problème a été créé par une trop grande concentration des investissements dans le système bancaire, de trop d'effet de levier, de trop peu de transparence avec de nombreux engagements hors-bilan qui n'étaient pas vraiment pris en compte. Et je pense que beaucoup de ces choses doivent changer.

Je pense que nous devrions probablement séparer la banque d'investissement des autres activités bancaires, et faire en sorte que les banques collectent des dépôts, fassent des prêts aux entreprises et du crédit immobilier. Qu'elles fassent des activités qui ne risquent pas de coûter de l'argent aux contribuables. Et qu'elles ne soient pas trop grosses pour faire faillite.

Si des banques veulent couvrir leurs investissements, laissons-les faire d'une manière comptabilisée en valeur de marché, de sorte qu'elles ne seront jamais déstabilisées. [...]

Nous ne resterons pas un leader si nous continuons à saccager nos institutions. Ce que je suggère est donc de scinder ces banques de telle sorte que le contribuable ne soit jamais en danger, que les déposants ne

soient pas en danger, que l'effet de levier des banques reste raisonnable. [...]

L'idée est de scinder les activités dans deux institutions distinctes, en retirant les banques d'investissement et en les laissant investir comme elles le souhaitent. Mais elles devraient être entièrement indépendantes, comme il y a 25 ans. [...]

Je voudrais voir les banques redevenir de simples institutions de dépôt qui consentent des prêts à des individus et à des entreprises, qui fonctionnent avec un levier de douze ou quinze fois leurs fonds propres, qui ont tous leurs engagements dans leur bilan – et



qu'on bannisse le hors-bilan. Et si une banque couvre ses positions, qu'elle le fasse en valeur de marché et à travers des chambres de compensation, de sorte qu'il ne soit pas possible de se couvrir vingt fois, ce qui a fini par arriver avec beaucoup de ces produits dérivés. [...]

C'est ce que font les banques régionales, et tout le monde dit « Achetez des actions des banques régionales ! ». Il y aurait simplement ainsi des banques régionales plus grosses. [...]

Je pense que le monde change et que le monde dans lequel nous vivons est différent de celui dans lequel nous vivions il y a 10 ans. [...] Les bonnes choses sont simples. [...] Il y a trop de pages à lire dans la réglementation Dodd-Frank ; je pense que nous pouvons faire une telle réforme en deux ou trois pages. Cela changerait beaucoup de choses. »

Sandy Weill, 25 juillet 2012, CNBC
<http://bit.ly/10Hf7On>

DAVID KOMANSKY Ancien DG de Merrill Lynch

« Malheureusement, j'ai été l'un de ceux qui ont mené la charge pour obtenir l'abrogation du Glass-Steagall Act [...]. Je le regrette, nous n'aurions pas dû faire cela. »



David Komansky, 5 mai 2010, Bloomberg
<http://bloom.bg/gQo5zA>

JOHN REED**Ancien PDG de Citigroup***Il a négocié avec Sandy Weil
la fusion ayant nécessité l'abrogation
du Glass-Steagall en 1999*

« Un nouveau Glass-Steagall serait le début d'un long chemin vers un secteur financier plus robuste. »

John Reed, 31 octobre 2009, *The Telegraph*
<http://bit.ly/T2CcWj>

« L'intégration [des banques de détail et d'investissement] ne présente aucun avantage pour la société. »

John Reed,
décembre 2011,
Financial World

« Sandy Weill avait comme seul but dans la vie d'accumuler de l'argent. Et il m'a dit: "John, nous pourrions être si riches !" Être riche ne m'a jamais traversé l'esprit en tant que valeur objective. J'étais presque gêné que quelqu'un le dise à haute voix. [...] »

Le plus gros bonus que j'ai jamais reçu quand j'étais chez Citi était de 3 millions de dollars. La première année où j'ai travaillé avec Sandy, il était de 15. J'ai dit au conseil d'administration: "Je suis la même personne qui fait le même travail dans la même entreprise. Il y a deux dirigeants. L'entreprise est plus grosse, mais nous sommes deux. Qu'est-ce qui se passe?" "Oh, vous ne comprenez pas..." Et c'était juste une culture totalement différente. Et regardez, Wall Street a développé cette culture. [...]

Un consensus s'est dégagé pour abroger le Glass-

Steagall. Le fait que nous l'ayons supprimé était un sous-produit de cette croyance erronée dans ce système financier moderne qui était, je cite, "plus efficace", et plus lucratif pour l'économie américaine.

Et qui était censé mieux gérer les risques. En fait, il a géré les risques bien plus mal. Les faits sont tels parce qu'il y avait une concentration beaucoup plus élevée de risques créés. Et ainsi, nous nous sommes trompés. [...]

Wall Street a trop de poids. Et on l'écoute certainement encore. Je trouve cela incroyable. J'aurais supposé que la société, dans son ensemble, aurait dit: "Hé, nous avons fait une erreur. Remettons certaines règles." [...]

J'aimerais qu'on remette en vigueur le Glass-Steagall. Je pense qu'il vaut mieux que nous ayons cette barrière. Elle permet de s'assurer que la garantie du FDIC ne fournit pas une base de financement pour des activités de trading pour compte propre. Le gouvernement garantit nos comptes courants à la banque. Et, à juste titre, nous ne voulons pas que la garantie du gouvernement pour ces comptes devienne une base de financement pour quelqu'un qui spéculer sur le marché. Et c'est pourquoi il faut aboutir à une telle séparation.

C'est une barrière prudente. Et je suis stupéfait que des personnes soient contre elle. Et souvenez-vous que je suis quelqu'un du secteur privé. Je ne demande pas l'intervention du gouvernement. Mais il faut des règles. [...] Mais si la communauté financière peut acheter les règles qu'elle désire, on aboutit à une situation instable, qui est évidemment intolérable. »

John Reed, dans une interview
passionnante de Bill Moyers,
16 mars 2012, *billmoyers.com*
<http://bit.ly/10Hkf53>

**RICHARD PARSONS****Ancien Président de Citigroup***« Dans une certaine mesure, ce que nous avons subi
durant la crise de 2007-2008 a été le résultat
de l'abrogation du Glass Steagall Act. »*

Richard Parsons, 19 avril 2010, *Rockefeller Foundation*
<http://bloom.bg/10r8XTc>



SIR BRIAN PITMAN Ancien président de Lloyds TSB

« Probablement le banquier le plus respecté
des vingt dernières années » selon The Telegraph

« Les arguments en faveur
[d'un Glass-Steagall Act] sont irréfutables. »

Sir Brian Pitman, 24 octobre 2009, *Daily Telegraph*
<http://bit.ly/R5OnpP>

**PHILIP
PURCELL**

Ancien PDG
de Morgan Stanley

« On entend généralement plusieurs raisons pour scinder les institutions financières qui sont "Too big to fail". Cela permettrait de réduire leur complexité, ce qui rend moins probable

leur faillite. Et la suppression des subventions implicites du gouvernement à ces mastodontes signifie qu'ils ne bénéficient plus d'une baisse du coût de leur financement - un avantage concurrentiel qui les conduit à grossir encore plus.

Mais il y a un avantage à la scission qui n'a pas reçu beaucoup de publicité : les actionnaires obtiendraient davantage de valeur de leurs investissements. [...]



Le fait de diviser ces grands groupes en une série d'activités séparées permettrait de doubler, voire de tripler leur capitalisation boursière. »

Philip Purcell,
"Les actionnaires peuvent
guérir le Too big to fail",

25 juin 2012,
The Wall Street Journal
<http://on.wsj.com/TTENAT>

**SIR MARTIN
TAYLOR**

Ancien PDG de Barclays

« J'avais déjà assisté à ce genre de choses dans d'autres sociétés, et j'ai décidé qu'il n'était pas raisonnable de conserver des activités de trading au sein d'un groupe de banques commerciales. Depuis lors, de très nombreux faits sont venus étayer cette analyse. Il s'est avéré impossible d'aligner les intérêts privés sur l'intérêt général, si bien que la crise a frappé de plein fouet les contribuables, et pas seulement les actionnaires - c'est précisément le problème auquel s'attaque le rapport Vickers.

En octobre 1998, j'ai soumis au conseil d'administration de Barclays plusieurs pistes de travail visant à séparer ces deux activités. Apparemment les administrateurs ne voulaient



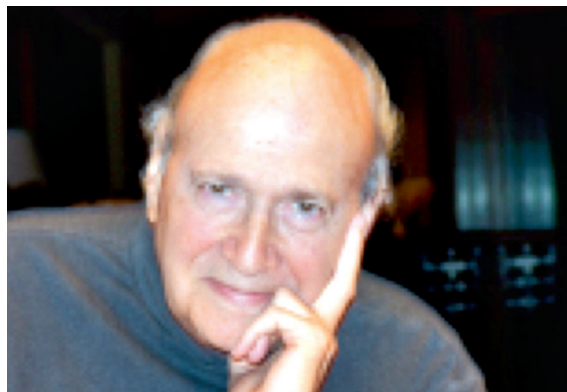
même pas en entendre parler. Dans ce contexte, j'ai annoncé au président, Andrew Buxton, que je ne pourrais pas rester à la direction générale. »

Sir Martin Taylor, 8 juillet 2012,
The Financial Times
<http://on.ft.com/TkJBmA>

GENE ROTBERG**Ancien vice-président
de la Banque Mondiale
et de Merrill Lynch**

« Il a toujours été dangereux d'avoir un système où les déposants dans les banques, qui étaient assurés par une garantie d'État (donc par le contribuable), financent les produits les plus risqués et les activités des banques d'investissement.

En somme, nous avons privatisé l'actif de leurs bilans et nationalisé le passif – ce qui est une politique dangereuse et imprudente. »



Gene Rotberg,
Réaction au rapport Vickers,
octobre 2011, www.generotberg.com
<http://bit.ly/UBjO8N>

**STANISLAS YASSUKOVICH****Ancien président de Merrill Lynch Europe**

« Le modèle de banque universelle est indéfendable. »

Stanislas
Yassukovich,
24 novembre 2011,
CSFI "Views on Vickers"
<http://bit.ly/10uWZ1b>

**SCOTT A. SHAY****Fondateur et président
de Signature Bank
à New York :**

« Clairement, les activités de banque d'investissement ne sont pas nécessaires au management réussi d'une banque ni même d'une grande banque. US Bank est un exemple d'une grande banque qui a bien fait avec très peu de courtage ou de trading.

Certains lobbyistes soutiennent aussi que les banques *Too big to fail* créent de la valeur pour l'économie, ce qui est vrai, bien sûr. La question est de savoir si un système bancaire mieux structuré ne créerait pas beaucoup plus de valeur et d'emplois grâce à la lubrification financière efficace de l'économie. Les petites et moyennes banques sont plus efficaces pour faire des prêts aux petites et moyennes entreprises, qui sont les principaux créateurs d'emplois. Les grandes banques ont besoin d'homogénéiser leur approche pour les petites entreprises, ce qui est compréhensible et plus efficace pour les grandes banques. Mais ce qui est bon pour les grandes banques n'est pas nécessairement bon pour l'économie et l'emploi. [...]

Quand l'élection sera terminée et que le Congrès se remettra au travail, le renforcement du système bancaire et le rétablissement du Glass-Steagall devraient être ses deux plus grandes priorités. »

Scott A. Shay, 20 septembre 2012,
American Banker <http://bit.ly/S6YLaF>

OLIVIER MARQUET**Directeur général de la
Banque Triodos en Belgique**

« Le travail d'une banque consiste à recueillir l'épargne et à réinvestir dans l'économie cet argent dont les épargnants peuvent momentanément se passer. Elle doit également prêter aux entrepreneurs des crédits suffisants pour stimuler la dynamique économique. Dans le même temps, l'épargnant souhaite obtenir la garantie que ses économies seront protégées et assurées. Enfin, il faut protéger les banquiers contre eux-mêmes, afin d'éviter qu'ils ne prennent des risques inconsidérés en vue de faire du rendement.

Pendant la crise des années 30, le président Roosevelt avait introduit le Glass-Steagall Act, qui interdisait aux banques de spéculer en Bourse avec les économies des citoyens. Il me paraît urgent que le législateur belge – sans at-

tendre l'Europe ou les régulateurs – impose une scission entre les banques de dépôt et les banques d'investissement ou "banques casino". Les deux activités doivent être distinctes, car l'épargne est une activité à forte intensité de capital, mais moins rentable, et les grandes banques auront, sinon, systématiquement recours à des produits risqués pour

augmenter leur rendement. Nombre de chefs d'entreprise sont d'ailleurs favorables à une nouvelle application du Glass-Steagall Act.

On ne peut pas restaurer la confiance des épargnants, des entreprises et même des pouvoirs publics en maintenant en vie, de gré ou de force, des banques dinosaures. Les banques doivent changer radicalement, tant en termes de dimension que de modèle d'entreprise. Les monstres internationaux sont voués à disparaître en raison de leur taille et de la montagne de règles complexes nécessaires pour tenter de les surveiller. On a besoin d'un modèle bancaire du type "small enough to fail", dont la dimension contraint à une bonne gestion. »

Olivier Marquet,
novembre 2011, *Forward*
<http://bit.ly/ThSbR1>

**Le travail
d'une banque
consiste
à recueillir
l'épargne
et à réinvestir
dans
l'économie.**

UWE FRÖHLICH
**président de l'Association
des banques mutualistes et
des caisses d'épargne allemandes :**

« Les contribuables n'ont pas à assumer les risques générés par des transactions spéculatives sur les marchés financiers.

À cet égard, il est utile d'ouvrir le débat sur la séparation des activités de banque d'investissement et de banque de détail. »

Uwe Fröhlich, 17 octobre 2011, *Die Welt*
<http://bit.ly/qUuhbH>



JEAN PEYRELEVADÉ

**Ancien président de l'UAP
et du Crédit Lyonnais**

*Actuellement président
de Banco Leonardo en France*

« Le bonus des traders, si fortement vilipendé, est une diversion. La question n'est pas de savoir si les croupiers du casino sont trop payés (oui, ils le sont) mais pourquoi la banque de dépôt abrite un casino en son sein. »

Le système bancaire est le cœur du réacteur. Il doit être invulnérable. Pour ce faire, pas d'autre solution que de le ramener dans les strictes limites de sa fonction collective : toute prise de risque excessive, et en particulier toute spéculation, doit lui être interdite. Le casino doit être extérieur à la banque. »

Jean Peyrelevade, 14 novembre 2009,
Le Figaro <http://bit.ly/SgZue5>

« Je l'ai dit et écrit à plusieurs reprises : il faut séparer complètement le système bancaire de dépôts et le système financier à risques spéculatifs. Cela est

ma thèse principale qui revient à réinventer une forme modernisée du Glass-Steagall Act. »

Jean Peyrelevade, 17 février 2010, *L'Express.fr*
<http://bit.ly/TpuEkm>

« La régulation du système financier mondial est en panne. [...] Cependant l'urgence d'une réforme structurelle ne cesse d'augmenter, sous peine de voir l'économie réelle continuer de souffrir des instabilités de la finance. »

Le diagnostic est simple. Le système bancaire vit d'une **contradiction irréductible**. Il porte à l'actif de son bilan des crédits aux entreprises et aux ménages et prend à ce titre des risques de caractère privé sur la multitude décentralisée des acteurs de la vie économique. Il émet au passif, en contrepartie de ces concours, ce bien public qu'est la monnaie. Le maintien de la confiance dans la monnaie, élément essentiel du lien social, implique que le système bancaire ne soit jamais menacé de défaillance. Les banques de dépôt doivent financer l'économie réelle, tout en gardant un niveau faible de risque. Ce qui implique à la fois que les banques soient prudentes dans leur politique de prêts et davantage capitalisées qu'elles ne le sont aujourd'hui, afin de pouvoir absorber sur leurs fonds propres les conséquences de leurs éventuelles erreurs d'appréciation.

Les crédits les moins risqués sont, comme il est normal, moins rémunérateurs. Marges



▶ limitées, capitaux propres plus importants, la rentabilité du métier de base, celui d'un financement en « bon père de famille » de l'économie, sera demain plus modérée. Or les banques commerciales sont des organismes à but lucratif, la plupart du temps cotées en Bourse.

Le désir d'enrichissement est à la fois puissant et naturel pour des institutions dont l'actionnariat est privé. Les marges suivent le risque : qui veut gagner plus d'argent doit être plus audacieux. Ainsi le système bancaire, régulé à moitié et davantage dans son métier de base qu'ailleurs, va-t-il se déplacer à nouveau, spontanément, vers des activités plus risquées, très rentables si tout va bien, fort dangereuses quand les choses tournent mal et dont l'utilité sociale est en raison inverse de leur volatilité : financement de structures à fort effet de levier ou à composante spéculative importante (fonds spéculatifs et produits dérivés, sans oublier le trading pour compte propre). La banque d'investissement, à peine ramenée à la vie, va à nouveau croître et embellir.

On voit bien ce que devrait être la conclusion logique d'une telle analyse : **la séparation des activités financières en deux catégories distinctes. D'un côté celles qui ont une réelle utilité sociale, de l'autre celles qui en sont dépourvues.** »

Jean Peyrelevade, 1^{er} septembre 2010, *Le Figaro* <http://bit.ly/TkVyJZ>

« Cette idée de *ring fencing* [cantonement des risques financiers ; *NDLR*] est excellente s'il s'agit d'une étape intermédiaire. À terme, je plaide pour une séparation complète des activités de détail des activités d'investissement. »

Pour une activité de banque d'investissement, qui n'a pas de dépôts et donc pas de sources propres de liquidité, la tentation sera grande de trouver des tunnels, des viaducs, pour accéder à la liquidité de la banque de détail présente au sein du même groupe bancaire.

Si on s'interdit d'aller plus loin (que le cantonnement), on s'expose à la réapparition, sous une forme inattendue, des problèmes de contagion des risques entre banque d'investissement et banque de détail.

Certains font observer qu'il n'est plus possible de servir la clientèle des entreprises sans combiner une offre de financement et une offre de marché, mais les synergies entre les deux métiers sont très faibles. »

On voit bien ce que devrait être la conclusion logique d'une telle analyse : la séparation des activités financières en deux catégories distinctes. D'un côté celles qui ont une réelle utilité sociale, de l'autre celles qui en sont dépourvues.

Jean Peyrelevade, 11 janvier 2012, *La Tribune* <http://bit.ly/xPTSfV>

« Les banques continuent allègrement à faire n'importe quoi ! »

Dans l'analyse de la séparation entre banque d'investissement, ou pour être plus exact entre banque de marché et banque de financement de l'économie réelle, l'acception était jusqu'à présent la séparation qui permet d'isoler la banque de financement de l'économie réelle par rapport au risque stupide pris par la banque de marché et de vérifier que les risques ne remettent pas en cause la monnaie. Cela reste vrai.

Mais dans l'autre sens aussi.

S'il y avait une séparation, le banquier central aurait au moins un moyen de vérifier où va sa liquidité et éventuellement d'empêcher qu'elle aille ailleurs qu'au financement de l'économie réelle ! Il n'y a pas de séparation. Comment savoir quelle est la partie de liquidité générale de la BNP qui est attribuée au financement des activités de marché ? Personne ne sait et je ne suis pas sûr que les dirigeants de BNP eux-mêmes le sachent, parce que c'est un ensemble et que la totalité est entièrement fongible.

Personne ne regarde et personne ne se pose la question vu que c'est un seul pot de trésorerie centrale. D'un côté, il n'y a personne pour surveiller et donc pour empêcher la contamination ; d'un autre côté, il n'y a personne pour vérifier la destination des liquidités. Et tant que cette séparation, cette frontière, n'est pas faite, vous ne savez pas ce qui se passe. »

Jean Peyrelevade, 24 février 2012, *www.les-crises.fr* <http://bit.ly/xr4Mnj>



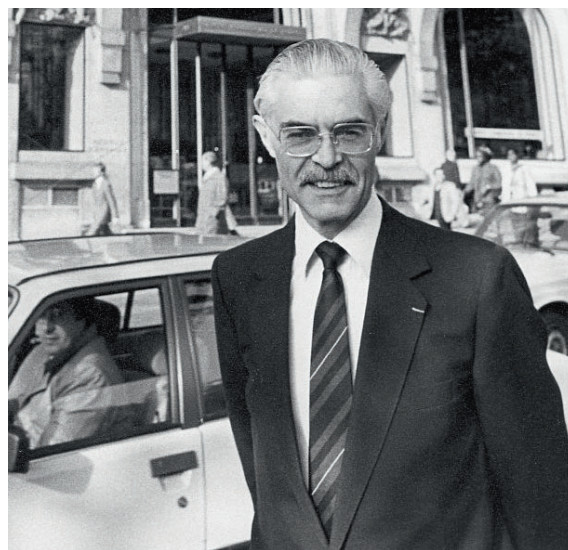
DANIEL DEGUEN

Ancien PDG du Crédit Commercial de France

*Également président
d'honneur du Centre
des Professions Financières*

« Les banques de dépôts étaient, jusque dans les années 1970, d'une prudence de Sioux. Leur dogme était : je ne suis pas là pour faire prendre des risques. S'il y a un risque, je m'éloigne. Mon but n'est pas de gagner des sommes folles, il est de pouvoir à tout instant rembourser le déposant qui voudra venir chercher son dépôt à la banque.

Mais il est apparu toute une génération animée des meilleurs sentiments qui a déclaré que les banquiers étaient faits pour prendre des risques, qu'ils étaient là pour spéculer sur l'avenir. Mais ce n'est pas le rôle du banquier de dépôts, c'est celui du banquier d'affaires qui joue avec ses fonds propres et éventuelle-



ment avec la crédulité des gens qui veulent bien lui prêter de l'argent mais qui, théoriquement, sont des capitalistes avertis. »

Daniel Deguen, juin 2012

THIERRY PHILIPPONAT

**Ancien banquier
d'investissement**

*Il est actuellement le Secrétaire
Général de Finance Watch*

« Le diagnostic réalisé par le rapport Liikanen est bon, mais le remède risque de ne pas être suffisamment fort. [...] Nous félicitons le Groupe d'experts de haut niveau pour son étude complète sur l'aléa moral dans le système bancaire européen, et les distorsions qu'il entraîne dans l'économie. Mais bien que nous partagions pleinement son analyse, nous craignons que les recommandations ne suffisent pas à atteindre l'objectif fixé par le Groupe : mettre en place un système bancaire stable et efficace. [...]

Il est absolument essentiel **que les décideurs politiques ne diluent pas ces propositions** sous la pression du lobby bancaire. Ils doivent introduire une lé-



gislation capable d'atteindre les objectifs fixés. [...]

L'Union bancaire ne comprend que deux des trois éléments du Glass-Steagall Act : un mécanisme unique pour la résolution des banques et un superviseur unique.

Si le troisième élément, la réforme de la structure des banques, n'est pas parallèlement mis en place, les propositions d'Union bancaire risquent d'accroître le dommage provoqué par l'aléa moral dans le système bancaire européen. [...]

Réduire la domination des opérateurs subventionnés actuellement en place permettrait d'insuffler une nouvelle vie dans le secteur bancaire européen en réduisant les barrières à l'entrée et en favorisant la diversité et la concurrence.

Il ressort clairement de la propre analyse du Groupe Liikanen, ainsi que de celle du Fonds Monétaire International, de la Banque des Règlements Internationaux, de la Banque d'Angleterre et d'autres, **qu'une approche plus ferme de la réforme de la structure des banques** profiterait aux contribuables, aux investisseurs, et à l'économie. »

Thierry Philipponat,
14 novembre 2012, CP
<http://bit.ly/10M0w47>

**ALINE FARES****Ancienne banquière
d'investissement***Elle est actuellement conseillère
auprès de Finance Watch*

« L'aléa moral déforme l'essence même de la banque, et l'éloigne des activités économiquement utiles.

La banque d'investissement et la banque commerciale sont des activités fondamentalement

différentes. Quand on autorise le processus de création monétaire, inhérent à la banque commerciale, au sein de la banque d'investissement, cela a pour conséquence de drainer des quantités importantes de monnaie nouvelle vers des activités spéculatives et de créer des bulles financières.

En un mot, la façon dont les banques sont structurées aujourd'hui est **un handicap pour la stabilité financière et la croissance de l'UE.** »

Aline Fares,
14 novembre 2012, CP
<http://bit.ly/10M0w47>

**CHARLES-HENRI
FILIPPI****président
de Citigroup France**

« La bonne solution, ce n'est pas de déplacer la spéculation des banques vers des entités non régulées, mais tout simplement de maîtriser la spéculation en évitant qu'elle soit, comme elle le fut à l'excès et avec les risques que l'on connaît, une activité massivement plus profitable que le financement de l'économie productive.

Pour atteindre cet objectif, deux grands modèles émergent : le modèle anglais dit Vickers qui prône une stricte séparation des activités bancaires ; le modèle américain dit Volcker qui vise de manière plus pragmatique au contrôle et à la limitation des activités spéculatives et qui a ma préférence. »

Charles-Henri Filippi, 29 août 2012,
Var Matin <http://bit.ly/YcErNm>



JAMES RICKARDS

Économiste et banquier d'investissement

« La plus ancienne technique de propagande est de répéter un mensonge, souvent et avec insistance, jusqu'à ce qu'il soit pris pour la vérité. Il se passe actuellement quelque chose comme cela en ce qui concerne les banques et la crise financière. Les grandes banques et certains analystes peu compétents répètent inlassablement le mensonge comme quoi l'abrogation du Glass-Steagall n'aurait rien à voir avec la panique de 2008.

En fait, la crise financière aurait très bien pu ne jamais se produire sans l'abrogation du Glass-Steagall Act en 1999, qui séparait la banque commerciale et la banque d'investissement depuis sept décennies. S'il nous reste un espoir d'éviter un nouvel effondrement, il est essentiel de comprendre pourquoi l'abrogation du Glass-Steagall a contribué à provoquer la crise. Sans un retour à une réglementation proche du Glass-Steagall, la survenance d'une autre grande catastrophe est juste une question de temps. [...]

Certains apologistes disent que le fait qu'aucune des grandes banques n'ait sombré dans la crise prouve qu'elles n'étaient pas la cause du problème. C'est ridicule. Si les grandes banques n'ont pas coulé, c'est parce qu'elles ont été renflouées par le gouvernement. Il est évident que les banques auraient fait faillite sans les opérations de sauvetage. Les bilans des banques étaient plombés jusqu'au cou par les mauvais prêts et les lignes de crédit hypothécaire. Le fait que les banques n'aient pas fait faillite ne prouve rien si ce n'est qu'elles étaient trop grosses pour faire faillite...

Un autre porte-parole des grandes banques indique que les banques non universelles telles que Lehman Brothers et Bear Stearns étaient les plus à blâmer pour la crise. C'est ignorer le fait que ces institutions obtiennent leur financement auprès des banques universelles sous forme de prêts hypothécaires, d'opérations de pension et de lignes de crédit. Sans les grandes banques universelles offrant des facilités de crédit sur de mauvaises garanties, comme les produits structurés, les institutions non

universelles n'auraient pas été capables d'augmenter leur effet de levier. [...]

Il est vrai qu'il est possible de faire des reproches à beaucoup de monde pour la crise financière. Les emprunteurs ont été imprudents, les courtiers étaient cupides, les agences de notation ont été négligentes, les clients étaient naïfs, et le gouvernement a encouragé le fiasco avec des objectifs immobiliers irréalistes et des lignes de crédit illimitées à Fannie Mae et Freddie Mac.

Pourtant, le fait qu'il y avait tant de parties à blâmer ne devrait pas être utilisé pour détourner le blâme de la partie la plus responsable de toutes : les grandes banques.

Sans les banques fournissant du financement pour les courtiers en prêts hypothécaires et à Wall Street alors qu'elles rachetaient leurs propres actifs toxiques, ce système pyramidal n'aurait jamais vu le jour. C'était le Glass-Steagall qui empêchait les banques d'utiliser les dépôts assurés pour souscrire des titres et les répandre sur leurs propres clients. Cette capacité, avec le financement fourni à tous les autres joueurs, a été ce qui a maintenu en vie si longtemps la machine à faire des bulles.

Maintenant, alors que les mémoires sont fraîches, il est temps de rétablir le Glass-Steagall pour éviter un troisième cycle de fraude sur les clients des banques. [NDR : après les années 1920 et 2000]

Sans la séparation des activités bancaires commerciales et d'investissement, c'est juste une question de temps avant que les banques ne répètent leur pratique bien rôdée de création de prêts pourris dont elles gavent la gorge de leurs clients. Le Congrès a su trouver la réponse en 1933. Le Congrès s'est égaré en 1999. Maintenant, il a l'occasion de revenir sur la bonne voie. »



Les grandes banques et certains analystes peu compétents répètent inlassablement le mensonge comme quoi l'abrogation du Glass-Steagall n'aurait rien à voir avec la panique de 2008.

James Rickards,
"L'abrogation du Glass-Steagall
a causé la crise financière",
27 août 2012, US News
<http://bit.ly/NsmSoZ>

MIKAEL SPERRY

**Ancien directeur
des opérations de crédit
de plusieurs banques**

*Il publie cette lettre ouverte
à ses confrères*

« J'ai pris ma retraite en 2008, après une carrière de 35 ans dans le secteur bancaire commercial.

Notre système bancaire est en difficulté. [...] Pour ceux d'entre nous qui n'ont pas oublié la nature de notre rôle en tant que banquiers, la solution à ce dilemme va, ou devrait, aller de soi. [...]

Avons-nous oublié que l'argent n'est qu'un outil pour faciliter la réalisation des objectifs de notre Nation ? A-t-il échappé à notre mémoire collective que nous sommes ceux qui créent la monnaie ? Avons-nous perdu de vue le fait que **notre devoir est de veiller à ce que l'argent que nous créons facilite un commerce sain et fasse avancer le bien public ?**

En raison de notre silence, de notre échec à nous élever contre ceux qui se font passer pour des banquiers, mais qui ne sont, en réalité, que de simples bureaux de change, la réponse à ces questions semble être oui. **Il semble que nous ayons perdu nos amarres, notre ancrage dans les principes qui avaient fait de banquier une noble profession.** Il est temps de renouer avec les idéaux

légus par les concepteurs de notre système bancaire. [...]

Une nation dont le but est de promouvoir le bien-être général de tous ses citoyens et d'assurer les bienfaits de la liberté pour les générations futures a besoin d'un système bancaire sain. [...]

Il s'ensuit que la première étape sur la voie de la reprise économique est de modifier notre système bancaire. Il doit être réorienté, de retour à la poursuite des fins pour lesquelles il a été créé. Et pour réaliser cette transformation, **nous devons remettre en vigueur la loi Glass-Steagall.** [...]



Renflouer les grandes banques d'investissement, qui n'ont de banques que le nom, est une tentative pour sauver les spéculateurs au détriment du reste de la population. Mais, comme c'est désormais une évidence, cette stratégie est vouée à l'échec.

Les océans d'argent fabriqués par notre gouvernement n'ont servi qu'à maintenir temporairement l'illusion que la valeur réelle des actifs en papier engendrés par ces paroles abondantes, ressemble même à leur valeur nominale. [...]

Nous n'avons pas à sauver ces institutions des conséquences de leur folie, afin de sauver le système bancaire. Nous n'avons qu'à séparer la banque réelle du casino, des pyramides de Ponzi, du fiasco des jeux de change qui approchent désormais à grands pas de leur fin inévitable et méritée. »

Mikael Sperry,
15 juin 2011

ANDREA LEADSOM

Ancienne banquière senior chez Barclays

*Reconvertie dans la politique et parlementaire britannique,
membre du Parti Conservateur*

« Il est temps de remettre à l'ordre du jour la question de la **séparation de la banque de détail et de la banque d'investissement.** Il est normal que l'État soit l'assureur en dernier ressort des dépôts des particuliers, mais cette garantie ne doit pas bénéficier aux activités à haut risque. Si une banque d'investissement fait faillite, les pertes devraient être assumées par ceux qui étaient heureux de prendre les profits en des temps meilleurs. »

Andrea Leadsom, 20 juillet 2012,
www.andrealeadsom.com <http://bit.ly/WKiq8d>



LARRY DOYLE

**Ancien responsable
du trading chez
Bear Stearns puis UBS**

« Le gouvernement a très clairement appuyé les plus grandes institutions bancaires compte tenu de leur sta-

tut de *Too big to fail*. En raison de ce soutien, les dépôts de base ont été transférés des institutions plus petites aux plus grandes institutions. L'argent a coulé à flots en raison de ce filet de sécurité public. Pendant ce temps, l'argent a fui les petites banques régionales et communautaires et a laissé les économies locales sans crédit. Aucun crédit. Aucune source de carburant. Pas de croissance. Aucune offre d'emploi.



Ce que devrait faire Washington ? Rompre les oligopoles financiers des grandes banques. Comment cela pourrait-il être fait ? En rétablissant le Glass-Steagall Act.



Larry Doyle,

4 décembre 2009,
senseoncents.com
<http://bit.ly/6oeOd7>

FELIX ROHATYN

**Ancien associé
de la banque Lazard**

*Il fut également ambassadeur
des États-Unis en France*



« Ce sera difficile de revenir au régime de séparation des activités bancaires du Glass-Steagall Act, comme Paul Volcker l'a évoqué, mais ce n'est pas une position irréaliste. Je pense depuis longtemps que nous devrions avoir un nouveau Bretton Woods et qu'il faut revenir au Glass-Steagall Act. Le climat politique après l'affaire AIG impose en tout cas une forme de re-régulation. Timothy Geithner a d'ailleurs déjà formulé des propositions très fortes en ce sens. Il est crucial de contraindre les institutions "*Too big to manage*" (trop importantes pour être gérables) à revoir leur organisation.



Felix Rohatyn, 30 mars 2009,
Les Échos <http://bit.ly/UYF3jq>

« Je crois que le débat sur les bonus est un vrai débat. Il touche à la question cruciale de la redistribution des richesses nationales. Il porte sur la nature du capitalisme que l'on veut promouvoir. C'est un sujet qui va rester central. Mais l'administration et le Congrès essaieront de ne pas aller trop loin. Car, au bout du compte, je crains que l'on n'ose pas imposer des solutions trop dirigistes en ce domaine. Je crois qu'une forme de pragmatisme va prévaloir sur ce sujet. [...]

Force est de reconnaître que la finance est devenue une sorte de danger public. On essaie de trouver des formules d'encadrement. Mais, jusqu'à présent, le nouveau plan de régulation financière de l'administration Obama a déçu les attentes. [...] À cet égard, Franklin Roosevelt avait sans doute plus de poids et de confiance en soi sur le terrain économique.



Felix Rohatyn, 25 août 2009,
Les Échos <http://bit.ly/xxWFGJ>



ERIC DE KEULENEER
Ancien directeur du
Corporate and Investment
Banking de Fortis

« Le système actuel, tel qu'il est caricaturé et déformé par la sphère financière, ne peut pas survivre. C'est un système qui est en train de détruire beaucoup de valeur. C'est fondamentalement le système atlantique qui est en cause, donc le modèle occidental. On constate heureusement que beaucoup de pays émergents sont beaucoup plus restrictifs par rapport aux activités financières et se concentrent sur leurs activités commerciales et industrielles. Par conséquent, ils échapperont très probablement à cette décrépitude économique.

Malheureusement, tant que l'Occident reste prisonnier de ces financiers et de leurs pratiques mafieuses, il continuera à perdre de sa substance économique tout en multipliant les bonus gigantesques pour quelques dirigeants et employés de salles de marché. Ces bonus ont également pour effet d'attirer vers les activités financières les meilleurs cerveaux occidentaux ; les meilleurs étudiants font des études financières, d'économie et mathématiques pour faire de l'argent dans les salles de marché. Mais puisque ce n'est pas très productif, cela nuit et nuira de plus en plus à l'activité scientifique, industrielle et commerciale. [...]

Je pense que le « simple » Glass-Steagall tel qu'on le connaissait encore dans les années 1980-90, c'est-à-dire la séparation entre activités de dépôt et activités de banques d'affaires, n'est pas suffisant. Il faut aller plus loin et imposer une autre séparation qui avait été appliquée dans les années 1930, c'est-à-dire la séparation entre le montage des opérations de marché et le courtage. Les opérations de marché représentent aujourd'hui, directement et indirectement, une grande partie du financement des entreprises et une grande partie de la canalisation des flux financiers et des flux d'épargne. Il n'est pas du tout normal que les mêmes banques soient autorisées à monter les opérations et à les distribuer auprès des investisseurs. Parce qu'elles peuvent en même temps conseiller les émetteurs et conseiller les investisseurs. [...]

Ceci forme un conflit d'intérêts gigantesque, qui a particulièrement éclaté dans les opérations dites de titrisation subprime, CDO et autres. C'est pourquoi je crois qu'il faut au moins un « double Glass-Steagall », c'est-à-dire complètement séparer les banques de dépôt et de crédit d'un côté, et les banques de prise de risque de marché de l'autre. De plus, les banques ayant des risques de marché, que ce soit le montage d'opérations sur le marché primaire et même des prises de risque sur les marchés secondaires, ne devraient pas avoir l'autorisation de conseiller ni leurs clients ni les investisseurs. Parce que l'on ne peut pas conseiller des clients et des investisseurs et avoir soi-même des titres en risque ; parce qu'on a monté les opérations ou parce qu'on a spéculé soi-même. On ne peut être autorisé à spéculer sur l'or et conseiller de façon désintéressée à ses clients d'acheter de l'or. Ce n'est pas possible.

Il faudrait recréer de véritables fonctions de courtier (*broker*), comme c'était encore le cas dans les années 1980 où il en existait des dizaines, voire des centaines aux États-Unis, et comme c'était la règle en Belgique également : les banques ne pouvaient pas faire du courtage. Il faut revenir à la séparation des métiers et les améliorer pour éviter ces conflits d'intérêts. Donc, le Glass-Steagall Act, dans le sens de la séparation des activités, tout à fait, j'y souscris entièrement ! Je plaiderais fortement pour qu'on sépare les activités le plus correctement possible. Il y a plusieurs grandes lignes de séparation, pas une seule, et je dirais qu'il en existe d'autres à explorer. »

Eric De Keuleneer,
17 avril 2011

LES BANQUIERS CENTRAUX



MERVYN KING

Gouverneur de la Banque centrale d'Angleterre

« L'ampleur de l'aide au secteur bancaire est à couper le souffle. Au Royaume-Uni, sous la forme de prêts directs ou garantis et d'investissement en capital, elle n'est pas loin d'un **trillion** (c'est-à-dire mille milliards) de livres, près des deux tiers de la production annuelle de l'ensemble de l'économie. Pour paraphraser un grand chef de guerre, jamais dans le domaine de l'entreprise financière tellement d'argent n'a été dû par si peu à tant de personnes. Et, pourrait-on ajouter, à ce jour sans réelle réforme.

Il est difficile de comprendre comment l'existence d'institutions qui sont "trop importantes pour faire faillite" pourrait être compatible avec leur présence dans le secteur privé. Encourager les banques à prendre des risques qui procurent un dividende élevé et le paiement de rémunérations lorsque les choses vont bien, et des pertes pour les contribuables quand elles vont mal, fausse l'allocation des ressources et la gestion des risques.

C'est ce que les économistes entendent par "risque moral". Le soutien massif accordé au secteur bancaire dans le monde entier, bien que nécessaire pour éviter la catastrophe économique, a probablement créé le **plus grand risque moral** dans l'histoire. Le problème du *Too big to fail* est trop important pour être ignoré. [...]

Il n'est pas raisonnable de permettre aux grandes banques de combiner la banque de détail avec la banque d'investissements ou de financements à risques, et de leur fournir une garantie implicite de l'État contre la faillite.

Il faut changer les choses. Soit la garantie des dépôts doit être limitée aux banques qui ne réalisent qu'une palette étroite d'opérations, soit les banques qui présentent des risques plus élevés pour les contribuables et l'économie en cas de faillite devraient se voir imposer des exigences en capital plus élevées, soit nous devons développer des procédures telles que ces énormes et complexes institutions financières pourront être liquidées d'une manière ordonnée. Ou peut-être un mélange des trois. [...]

Les banques doivent se rendre compte qu'elles paient le prix pour avoir mis en place





► des politiques de rémunération prétendument incitatives mais qui ne s'inscrivent pas dans l'intérêt de la banque sur le long terme. [...]

Certain prétendent que de telles propositions [de séparation des activités] sont irréalistes. Il est difficile de voir pourquoi.

La réglementation prudentielle existante établit des distinctions entre les différents types d'activités bancaires pour la détermination des exigences de fonds propres. Ce qui semble irréaliste, cependant, ce sont les dispositions actuelles. Toute personne qui aurait proposé d'accorder des garanties publiques aux petits épargnants et aux autres créanciers, et aurait ensuite suggéré que ces fonds puissent être utilisés pour financer des activités hautement risquées et spéculatives, aurait été pris pour un hurluberlu. Mais c'est bien là que nous en sommes désormais. ►►

Mervyn King, 20 octobre 2009,
Discours à Edimbourg <http://bit.ly/Tcy1HF>

◀ Plutôt qu'un cantonnement [comme avancé par la commission Vickers], je pense que la séparation totale aurait pu être une bonne façon de procéder. Mon instinct aurait été d'aller plus dans cette direction.

J'exprime en tous cas une préférence personnelle pour que les propositions de la commission Vickers ne soient pas affaiblies par la pression qu'exercent actuellement les banques. [...]

Ce que nous avons à faire est simple, nous devons changer la manière dont les banques se financent. Elles ne reçoivent pas l'argent de la part d'actionnaires comme les entreprises le font, elles se financent par des emprunts. Il est important que nous imposions des limites sur les montants que les banques peuvent emprunter pour se financer par le biais de tels emprunts. ►►

Mervyn King,
21 septembre 2012, Channel 4
<http://bit.ly/PQCuhI>

PAUL VOLCKER**Ancien président de la FED****1979-1987**

« Peut-être que nous devrions avoir une sorte de système financier à deux vitesses. [...] D'un côté des banques commerciales fournissant aux clients des services de dépôt et d'accès au crédit, qui seraient très réglementées, et d'un autre, les banques d'investissement, qui auraient la liberté de prendre plus de risques et de réaliser du trading, relativement à l'abri de la réglementation.

Celles qui étaient autrefois des banques d'investissement traditionnelles, Morgan Stanley, Goldman Sachs, etc., qui faisaient de la couverture et des fusions et acquisitions, sont dominées par d'autres activités qu'il nous faudrait exclure – un très lourd trading pour compte propre, les *hedge funds*... Il y a donc une certaine séparation à faire. [...] Je ne pense pas que cela soit juste un problème technique, c'est un problème de société.

Paul Volcker, 6 mars 2009, *Bloomberg*
<http://bloom.bg/oWeC>

« La réglementation actuelle ne fonctionnera pas. Tôt ou tard, les banques géantes, courant après les profits, vont avoir des ennuis. L'administration doit l'accepter et protéger la banque commerciale des manières sauvages de Wall Street.

Il faut que les banques cessent le trading spéculatif. Ce trading affecte la culture de l'institution toute entière. Et il crée des conflits d'intérêts entre la banque et ses clients. [...]

Les banques sont là pour servir le public, et c'est sur quoi elles devraient se concentrer. Les autres activités créent des conflits d'intérêts. Elles créent des risques, et si vous essayez de contrôler les risques par la supervision, cela crée simplement des frottements et des difficultés, et finalement cela échoue.

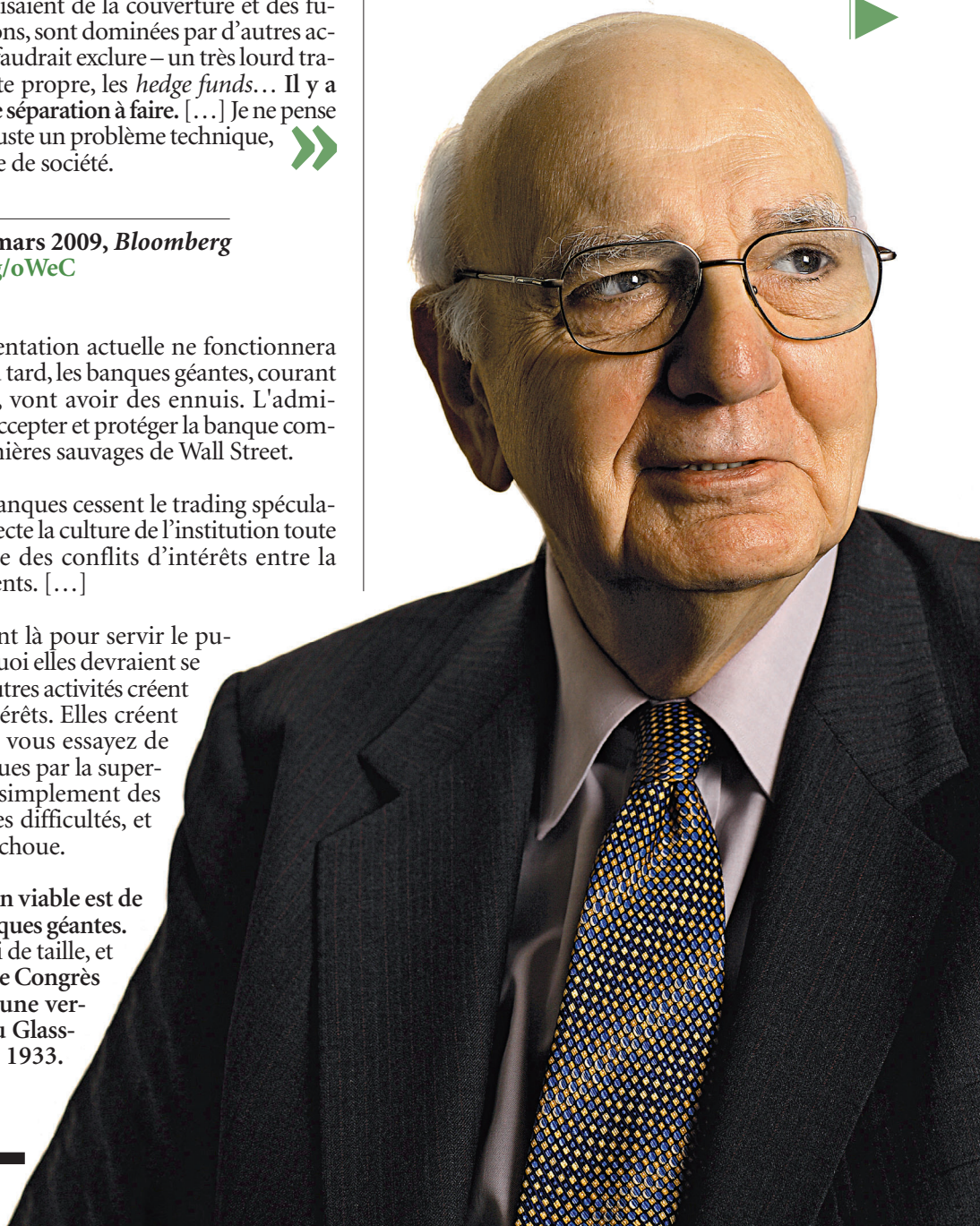
La seule solution viable est de découper les banques géantes. [...] C'est un défi de taille, et pour y parvenir, le Congrès devrait adopter une version moderne du Glass-Steagall Act de 1933. [...]

Certains disent de moi que je suis vieux jeu et que les banques ne peuvent plus être séparées de l'activité non-bancaire. Mais cet argument nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui. »

Paul Volcker, 20 octobre 2009,
The New-York Times <http://nyti.ms/UGkmKD>

« J'entends parfois les banquiers expliquer que la nouvelle réglementation ne doit surtout pas étouffer l'innovation.

Pourtant, la plus grande innovation dans l'industrie financière au cours des 20 dernières années a été le distributeur de billets – et c'est la seule à avoir prouvé son utilité.



► Je voudrais que quelqu'un me donne la moindre preuve neutre que l'innovation financière a conduit à la croissance économique - la moindre preuve. ►►

Paul Volcker, 9 décembre 2009,
Discours dans le Sussex
<http://bit.ly/WN0pGh>

◀◀ Maintenant que les pressions financières se sont apaisées et qu'il y a des signes de reprise économique, certains à "Wall Street" voudraient revenir au "business as usual". Après tout, pour un temps et pour certains, ce système a été extrêmement rémunérateur. Cependant, il a mis en danger non seulement l'économie américaine, mais aussi une grande partie de l'économie mondiale. Le défi n'est pas de dissimuler la poussière sous le tapis ou de bricoler à la marge le système cassé. Nous avons besoin de minimiser le danger avant que les incertitudes et les risques inhérents au fonctionnement d'un système fondé sur le marché financier ne mettent de nouveau en péril le fonctionnement et les fondations de notre économie.

Il y a des éléments-clés dans l'approche de l'administration qui, je crois, méritent votre soutien. Je salue en particulier la réaffirmation forte d'un principe de longue date - la séparation de la banque commerciale et d'investissement - qui a longtemps caractérisé l'approche américaine de la réglementation financière. En pratique, au fil du temps cette approche a été érodée par des lacunes dans le cadre

juridique et par les changements technologiques dans les instruments financiers et dans la nature des opérations bancaires. [...]

Tout ce qui a été fait à ce jour résulte en une extension imprévue et inattendue du "filet de sécurité" public, un dispositif conçu il y a plusieurs décennies pour protéger la stabilité du système bancaire de dépôt. Le danger évident est que, au fil du temps, la prise de risque sera encouragée et les efforts de modération prudentielle seront combattus. **En fin de compte, la possibilité de nouvelles crises – et même de crises encore plus fortes – va augmenter.** ►►

Paul Volcker, 24 septembre 2010,
Audition au Congrès
<http://1.usa.gov/QI3baF>

« Le risque de faillite de grosses entreprises interconnectées doit être résolu en réduisant leur taille, en restreignant leurs interconnexions ou en limitant leurs activités. »

Paul Volcker, "Trois ans après,
la réforme financière inachevée",
23 décembre 2011, WTM Lecture
<http://bit.ly/Sm90eu>

◀◀ Sur la base de l'expérience américaine, l'idée que les différentes filiales d'une organisation bancaire unique puissent maintenir une totale indépendance dans la pratique ou dans la perception du public est difficile à soutenir. [...] Si vous voulez vraiment séparer certaines opérations très clairement et de façon décisive, vous les mettez dans différentes organisations. D'après mon expérience, vous ne mettez pas deux fonctions dans la même organisation en disant qu'elles ne peuvent pas se parler ou interagir.

Une clôture tend à devenir perméable au fil du temps. [...] Vickers et Liikanen disent : "Nous allons créer un cordon sanitaire, mais nous allons avoir des exceptions." Et c'est là que le problème commence. Je comprends la nécessité d'exceptions, mais ce genre de chose donne des opportunités. Je pense, sans aucun doute, qu'une fois que vous aurez fait cela, si vous avez des exceptions, les banques vont dire: "cette exception doit être un peu plus grande. C'est un peu maladroit, et il faut le faire pour des raisons d'efficacité ou pour aider le client." Cela dépend de comment vous le faites, mais vous pourriez certainement avoir le même client dans les deux parties de la même organisation. Penser qu'aucune partie de l'organisation ne va prendre ceci en compte en traitant avec ce client semble être un peu tiré par les cheveux. [...] ►





▶ Je ne sais pas ce que cela signifie d'avoir un conseil d'administration indépendant qui est une filiale d'un autre conseil d'administration. Je suppose que vous pouvez le dire, en droit ou quelque chose d'autre, mais ce sera toujours le conseil de la *holding* qui décidera comment allouer le capital. [...]

John Reed, qui a été président de Citibank a dit quelque chose comme : "*Mea culpa*". Nous avons mis ces deux types d'organisations ensemble et cela n'a pas fonctionné. C'est un problème culturel. Ce n'est pas seulement un fait qui entraîne des pertes ou n'entraîne pas de pertes sur le secteur spéculatif. Cela a créé une tension au sein de la banque qui était très malsaine." Il est très éloquent à ce sujet. Je pense qu'il a raison. [...]

Il y a un problème structurel ici. Je suis absolument d'accord avec Vickers et Liikanen. Ils sont à la recherche de changements structurels. Ils mettent la frontière à des endroits différents, mais ils sont inquiets à propos de la même chose que moi. Ces activités spéculatives, impersonnelles, qui sont les mieux rémunérées devraient être retirées des fonctions bancaires de base. Nous avons la même vision, après c'est juste une question de savoir comment on le fait. [...]

Selon mon expérience, le cantonnement n'est pas très efficace. Il ne fonctionne que dans les beaux jours. Mais il ne fonctionne pas par mauvais temps. Ceux qui se seront déjà rués dans des problèmes au-

ront tendance à se jeter dans de nouvelles difficultés.

J'ai les mêmes préoccupations à l'esprit que John Vickers, mais la logique serait de séparer les deux parties de la banque, de ne pas les garder au sein de la même institution. Je trouve étonnant de penser que dans une seule organisation vous pouvez avoir une filiale qui soit totalement indépendante d'une autre filiale, avec l'assurance que jamais les deux ne se croiseront.

Il est difficile de savoir comment les deux parties de la banque pourraient être tout à fait indépendantes quand, avec le cantonnement, elles seraient subordonnées à la société holding.

Je pense que la commission Vickers s'est inclinée par pragmatisme. Mais Vickers devra désormais définir ce qui est permis dans les relations entre les deux filiales.

En fin de compte, il y a un instinct naturel poussant à avoir des relations étroites au sein d'une banque. Et cela est particulièrement vrai lorsque la banque est sous pression. Lorsque les banques regarderont "Vickers", elles penseront que "Volcker" est plus joli. [...]

J'ai travaillé dans une grande banque de New-York il y a 60 ans, c'était une grande banque internationale. Cela aurait été une abomination dans cette banque de donner aux individus des ▶



► bonus. Ils pensaient en effet que cela donnerait de mauvaises incitations aux responsables des prêts bancaires ou aux chargés de clientèle, parce qu'ils devaient travailler pour la banque dans son ensemble et travailler pour le client, plutôt que de chercher des bénéfices extraordinaires pour eux-mêmes. Cela contraste avec ce qui se passe maintenant, où une partie considérable de la rémunération est non seulement constituée de bonus, mais de bonus incroyablement élevés par rapport à ce qu'ils étaient il y a seulement 20 ou 25 ans, voire 10 ans. Quel genre de climat culturel est-ce que cela crée dans l'entreprise ? Je pense que cela crée un climat tout à fait différent. ►►

Paul Volcker, 17 octobre 2012,
Audition au Parlement britannique
<http://bit.ly/UW1PL5>

◀◀ C'est une période très difficile dans l'Histoire, peut-être une des plus difficiles.

La période récente a été beaucoup plus difficile que le Président Obama ne l'avait prévu, que je ne l'avais prévu, ou que quiconque ne l'avait prévu. La division qui règne dans notre système politique, au Congrès, ainsi que les affrontements idéologiques ont rendu impossible l'obtention d'un consensus sur quoi que ce soit.

Mais le pire à Washington, c'est l'argent. Je suis vraiment troublé par la puissance de l'argent là-bas. À la fin de cette élection, plus d'un milliard de dollars aura été dépensé par chaque candidat. Nous courons le risque de nous retrouver à un moment où le gouvernement américain sera à vendre. C'est une inquiétude légitime.

Je ne comprends pas tous ces produits structurés. Mais ce que je crains, c'est que les dirigeants de ces grandes banques ou leurs équipes de gestion ne les comprennent pas non plus. Maintenant, c'est un problème très dangereux.

Par exemple, les swaps sur défaillance de crédit (CDS) qui sont utilisés comme un type non réglementé d'assurance contre la dette, n'existaient pas avant 1996. Or, en 2006, il y avait 60 trillions de dollars de CDS pour couvrir seulement 6 trillions de dette. Cela n'a pas de sens... [...]

Au fil des années, les banques sont devenues beaucoup plus obsédées par la recherche de gain financier grâce au trading entre elles. La masse d'intelligence qui est investie dans des instruments structurés complexes est juste un gaspillage d'énergie. Des équipes entières de personnes développent, dans les coulisses, de nouveaux produits complexes à vendre aux clients et promettent de les protéger contre les pertes sur le marché boursier au cours des millions d'années à venir, mais, bien sûr, elles ne le feront jamais. [...]

L'idée que le monde va s'effondrer parce que les banques de détail ne pourraient plus spéculer est absurde. Elles peuvent encore animer les marchés.

Les lobbyistes et les avocats nous disent que nous devons tout étiqueter entre ce qui est autorisé et interdit, mais c'est n'importe quoi. [...]

Je suis préoccupé par la lenteur avec laquelle nous nous occupons de l'industrie des services financiers. Les marchés monétaires, les organismes de crédit, les normes comptables et les produits dérivés demeurent dans l'ensemble épargnés par la réforme.

Il y a beaucoup de personnes dans le monde bancaire, en particulier dans les grandes banques, qui disent qu'il ne faut plus y penser, que nous sommes revenus à la normale. Qu'il nous faut les laisser tranquilles.

Mais il nous faut reconnaître que le travail est incomplet. Ceci, après tout, n'est pas une récession ordinaire. C'est une récession qui suit une panne complète du système financier et il nous faudra beaucoup, beaucoup de temps pour nous en remettre. » ►►

Paul Volcker, 23 septembre 2012,
The Telegraph
<http://bit.ly/P0r1AM>



**ALAN GREENSPAN****Ancien président de la Fed 1987-2006**

« Si des banques sont trop grosses pour faire faillite, c'est qu'elles sont trop grosses.

En 1911, nous avons démantelé Standard Oil. Eh bien, qu'est-il arrivé ? Les parties ont eu plus de valeur que le tout.

Peut-être que c'est ce que nous devons faire. »

Alan Greenspan, 15 octobre 2009, Bloomberg <http://bloom.bg/1qAP86>

JEAN-CLAUDE TRICHET**Ancien président de la BCE**

« Je crois que la question [de "réduire la taille des banques, les couper en deux entre banque de dépôt et d'investissement"] se pose au niveau mondial, en Amérique, en Europe, en Angleterre, et qu'elle doit viser à permettre au système d'être beaucoup plus solide ; nous ne pouvons pas avoir un système fragile. [...] Nous avons un problème éthique. [...]

Il reste beaucoup à faire [au niveau de la prudence bancaire], et le problème actuel est celui de la séparation. »

Jean-Claude Trichet, 8 octobre 2012,
Le monde d'après, France 3





ANDREW HALDANE

**Directeur de la Stabilité
Financière de la Banque
centrale d'Angleterre**

« Rattraper un *frisbee* est difficile. [...] Si on demandait à un physicien de résoudre ce problème de contrôle optimal, il aurait besoin d'appliquer la loi de la gravitation de Newton.

Pourtant, malgré cette complexité, attraper un *frisbee* est extrêmement fréquent. L'empirisme révèle que ce n'est pas une activité seulement entreprise par ceux qui ont un doctorat en physique. Même un chien moyen peut y arriver, et certains, comme les border-collies, attrapent le *frisbee* mieux que les humains.

Alors, quel est le secret de la réussite du chien ? La réponse, comme dans de nombreux autres domaines de la prise de décision complexe, est simple. Ou plutôt, c'est de **garder les choses simples**. Des études ont montré qu'un chien rattrapant un *frisbee* suit la plus simple des règles de base : courir à une vitesse telle que l'angle de vision vers le *frisbee* reste à peu près constant. Les humains suivent la même règle empirique.

Rattraper une crise, comme rattraper un *frisbee*, est difficile. [...] Si on demandait à un économiste de résoudre ce problème de contrôle optimal, il aurait probablement besoin de demander de l'aide à un physicien.

Pourtant, malgré cette complexité, les efforts pour attraper le *frisbee*-crise ont continué d'augmenter. On a vu surgir un nombre sans cesse croissant d'organismes de régulation, dont certains avaient un doctorat en physique. À l'évidence, tout ce fouillis sans cesse croissant n'a cependant pas amélioré les capacités de capture du *frisbee* par les régulateurs. [...]

La plus importante réponse législative à la Grande Dépression a été le Glass-Steagall Act de 1933. C'est

peut-être bien la pièce la plus importante de la législation financière du XX^e siècle. Et pourtant, il tenait en seulement 37 pages [NDR : la disposition de séparation tient en seulement 3 pages].

La réponse législative à la crise cette fois, culminant avec la loi Dodd-Frank de 2010, n'aurait pas pu être plus différente. A elle seule, la loi fait 848 pages - plus de 20 Glass-Steagall. Et ce n'est que le point de départ. Pour sa mise en œuvre, la loi Dodd-Frank exige l'élaboration par divers organismes de réglementation américains d'environ 400 autres pièces de règles détaillées.

En juillet de cette année, deux ans après la promulgation de la loi Dodd-Frank, un tiers des règles nécessaires avaient été rédigées. Elles ont ajouté 8 843 nouvelles pages à la réglementation. À ce rythme, une fois terminée sa mise en œuvre, la loi Dodd-Frank pourrait comprendre environ 30 000 pages de réglementation. C'est à peu près mille fois plus grand que son plus proche cousin législatif, le Glass-Steagall. [...]

La situation en Europe, bien que différente dans le détail, est en substance similaire. Depuis la crise, plus d'une douzaine de directives ou de règlements européens de régulation ont été initiés, ou examinés, couvrant les exigences de capitaux, la gestion de crise, la garantie des dépôts, la vente à découvert, les abus de marché, les fonds d'investissement, les placements alternatifs, le capital-risque, les dérivés OTC, les marchés des instruments financiers, les assurances et la notation de crédit.

Ceux-ci sont à divers stades d'avancement. Jusqu'à présent, ils couvrent plus de 2 000 pages. Ce total est appelé à augmenter de façon dramatique lorsque la législation primaire sera traduite en règles détaillées. Par exemple, si la production de règles se produisait sur la même échelle qu'aux États-Unis, la réglementation européenne pourrait atteindre plus de 60 000 pages. Il ferait ainsi passer la loi Dodd-Frank pour une loi d'échauffement. [...]

Aux États-Unis, la règle Volcker est une réglementation basée sur la règle : "Tu ne feras pas du trading pour ton propre compte". Au Royaume-Uni, la Commission indépendante sur les banques ("Vickers") a également proposé des réformes structurelles, basées sur la règle : "Tu ne mélangeras pas la banque de détail gérant les dépôts avec la banque d'investissement".

Pourtant, même ces propositions structurelles théoriquement simples, courent le risque d'être dépassées par la complexité des détails de leur mise en œuvre. Par exemple, le rapport de la commission Volcker contient déjà 298 pages. Si ces propositions venaient à s'embourber dans les détails, elles risqueraient alors de s'effondrer, comme la tour de

► Babel. Ce n'est pas parce que ces propositions vont trop loin, mais c'est parce qu'elles pourraient ne pas aller assez loin. Ces efforts de réforme ont trop de virgules, de points-virgules et de sous-clauses. Elles gagneraient à avoir plus de points. [...]

Alors, quel est le secret de l'échec des régulateurs ? La réponse est simple. Ou plutôt, c'est la complexité. [...] Le type de régulation complexe développé au cours des dernières décennies pourrait ne pas être seulement coûteux et lourd, mais surtout sous-optimal pour le contrôle des crises. En matière de réglementation financière, plus c'est simple, mieux ça marche. [...]

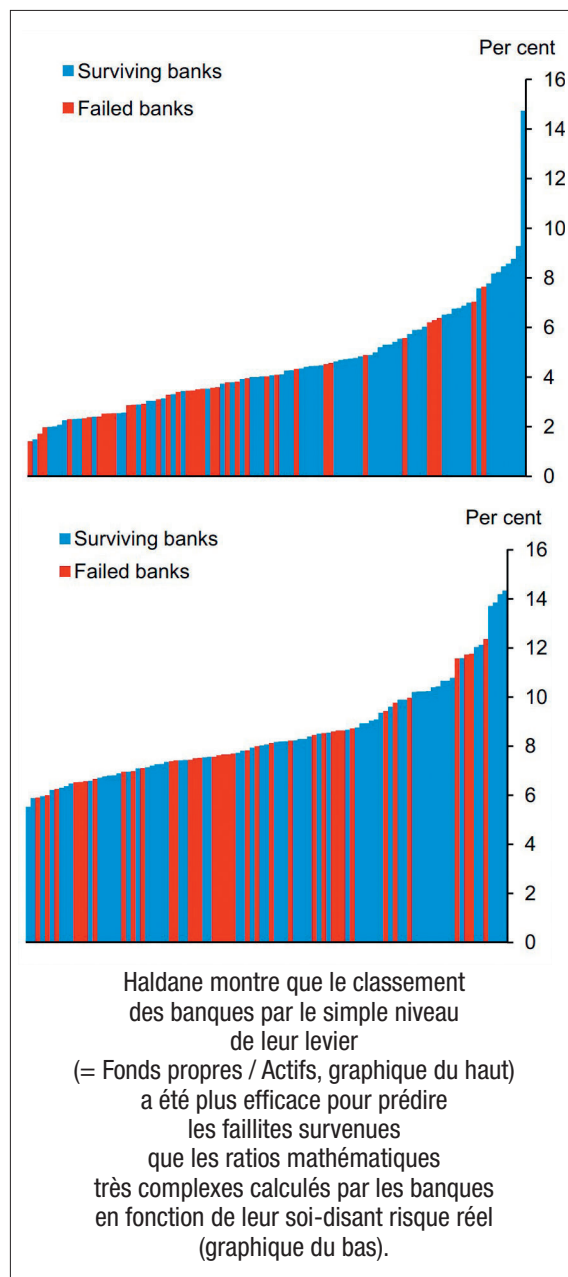
La logique suggère de trouver des solutions plus appropriées que celles qui sont actuellement mises en œuvre, ou même seulement envisagées. De strictes limites de taille et la séparation forcée de la banque commerciale et de la banque d'investissement sont deux de ces options fréquemment citées. [...]

La finance moderne est complexe, peut-être trop complexe. La régulation de la finance moderne est complexe, certainement trop complexe. Cette configuration génère des problèmes. Comme on ne combat pas le feu par le feu, on ne combat pas la complexité par la complexité. Parce que la complexité génère de l'incertitude, pas du risque, il faut une réponse réglementaire fondée sur la simplicité, pas sur la complexité.

Fournir une telle réponse exigerait une volte-face de la collectivité des régulateurs par rapport à la voie suivie durant la plus grande partie des 50 dernières années. Si une crise qui ne se produit qu'une fois dans une vie n'est pas capable d'entraîner un tel changement, on se demande ce qui pourrait le faire. Demander aux régulateurs actuels de nous sauver de la crise de demain avec la boîte à outils d'hier revient à demander à un border-collie d'attraper un frisbee en appliquant d'abord la loi de la gravitation de Newton. »

Andrew Haldane, 31 août 2012, "Le chien et le frisbee", Discours à la réunion annuelle des banquiers centraux de Jackson Hole <http://bit.ly/TEFr6h>

◀ Le Glass-Steagall était simple dans ses objectifs et son exécution. La loi elle-même tenait en seulement 37 pages. Ses objectifs ont été façonnés par un événement extrême (La Grande Dépression) et étaient explicitement "minimax" (i.e. visant à minimiser la probabilité que le pire arrive, pour éviter une répétition des problèmes). Elle a cherché à atteindre cet objectif en agissant directement sur la structure du système financier, la mise



en quarantaine des banques commerciales et des activités de courtage à travers une ligne rouge réglementaire. En d'autres termes, le Glass-Steagall satisfait aux trois critères de robustesse : simple, structurelle et visant à éviter les événements catastrophiques rares. Et cela s'est vérifié, durant plus d'un demi-siècle sans un seul événement d'importance systémique aux États-Unis. »

Andrew Haldane, mars 2010, "La question à 100 milliards de dollars", BOE <http://bit.ly/To7lGB>

« Une loi Glass-Steagall des temps modernes, imposant une séparation structurelle complète des banques d'investissement et des banques commerciales, obtient de plus en plus de soutiens. Le principal avantage que cela entraînerait, par rapport à un cantonnement structurel, c'est que cela permettrait d'éliminer les failles du cantonnement et de mieux veiller à ce que les différentes cultures de la banque de détail et d'investissement ne se contaminent pas. Cela permettrait de réduire le risque que les activités bancaires de base ne se retrouvent sous-alimentées en moyens humains ou en capital financier, à la fois avant et pendant une crise. La séparation complète peut également être opérationnellement plus simple à mettre en œuvre que les propositions structurelles existantes. [...]

Au cœur des crises financières, le risque de contamination croisée [entre la banque de détail et la banque d'investissement] est devenu un risque majeur. [...] Les propositions Volcker, Vickers et Liikanen demandent la séparation juridique, financière et opérationnelle des activités. Donc, en principe, chacune vise à éviter la contamination croisée au moment de la crise. Le fait de savoir si elles peuvent y arriver dans la pratique dépend des failles et des omissions dans la clôture. Et chacune de ces propositions laisse des questions ouvertes sur ce point.

Par exemple, la règle Volcker sépare seulement une gamme relativement limitée des activités potentiellement risquées des banques d'investissement, à savoir le trading pour compte propre. La proposition Vickers ne rend obligatoire le cantonnement que d'une gamme limitée d'activités bancaires de base, à savoir les dépôts et les découverts. Et les propositions Liikanen permettent à un large éventail d'opérations sur instruments dérivés de se situer en dehors de la banque d'investissement cloisonnée.

On pourrait faire valoir que ces lacunes sont modestes. Mais comme l'histoire de la loi Glass-Steagall le démontre, la faille d'aujourd'hui peut devenir le refuge de demain, la clôture d'aujourd'hui être le hall de gare de demain.

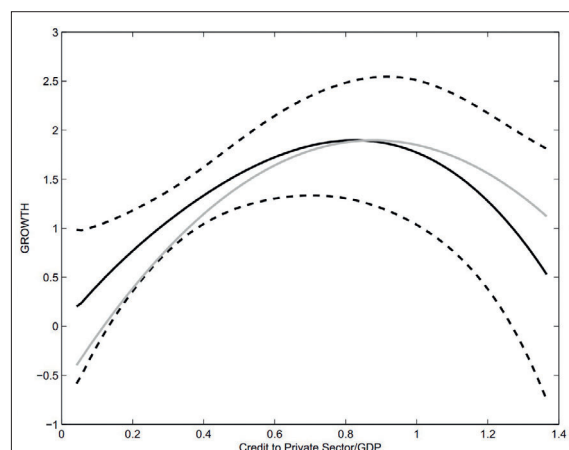
Un grand point d'interrogation subsiste quant à savoir si ces propositions aboutiront à un profond changement dans l'allocation des ressources à la banque de détail et à la banque d'investissement. »

Andrew Haldane, 25 octobre 2012,
"Avoir la bonne taille",
Discours à l'Institute of Economic Affairs
<http://bit.ly/Wqkj54>



« Être *Too big to fail*, c'est être trop gros pour exister. Un des moyens possibles pour résoudre ce problème pourrait être de mettre en place un Glass-Steagall Act moderne. [...]

Un autre pourrait être de limiter la taille des bilans des banques. [...] Un fait très intéressant a été démontré par une étude du FMI plus tôt cette année, qui s'est penchée sur la relation entre la taille du système bancaire et la croissance de l'économie.



Le lien évoqué entre la distribution de crédits et la croissance. Extrait de l'étude du FMI "Trop de Finance ?" (Arcand, Berkes and Panizza 2012)
<http://bit.ly/MLWvmQ>

Le résultat de cette étude était très important, car il a renversé une partie de l'orthodoxie qui existait depuis 20 ou 30 ans, qui était que « plus c'est grand, mieux c'est » : plus grande est la taille du système bancaire et plus étendu est le système financier, plus il y a de croissance. L'étude montre que cela n'est vrai que dans certaines limites. Grosso modo, en fonction de ces chiffres, dès que le crédit au secteur privé dépasse quelque chose comme 100% du PIB, ces bénéfices commencent à s'estomper. En fait, ils deviennent même néfastes. Une des raisons en est qu'on observe qu'à la fois les personnes et les capitaux, des ressources humaines et des ressources financières, sont aspirés par la finance et mis à l'écart de la partie non financière de l'éco-

► nomie d'une manière qui retarde et ralentit la croissance de la productivité dans ces secteurs non-financiers de l'économie. [...]

Cette étude suggère donc que, loin qu'il y ait un certain coût à limiter la taille des banques, il pourrait bien y avoir un plus large avantage pour l'économie non financière à voir ces limites mises en place. [...] Des limitations de la taille des bilans des banques pourraient en fait représenter un bénéfice net pour l'ensemble de l'économie, grâce aux ressources rejoignant le secteur non financier, et en particulier, les secteurs qui sont tributaires de la main-d'œuvre qualifiée.

L'étude suggère que les industries à forte intensité de Recherche et Développement sont particulièrement pénalisées par ce phénomène des physiciens, des mathématiciens et des scientifiques se jetant dans la finance, qui a représenté un réel déferlement au cours des 20 ou 30 dernières années. ►►

Andrew Haldane, 7 novembre 2012, Audition au Parlement britannique
<http://bit.ly/UX1Uvf>
 Voir aussi l'ensemble des auditions ici
<http://bit.ly/Uuhazt>

THOMAS HOENIG

Ancien président
de la Banque Centrale
de Kansas City

(Une des 12 banques centrales formant la Fed)

◀ La remise en vigueur de la loi Glass-Steagall est absolument nécessaire pour protéger le système financier.

Utiliser les possibilités de la loi Dodd-Frank pour diviser les banques une par une est une mauvaise approche pour supprimer la menace que le trading dangereux ne déclenche une répétition de la crise du crédit de 2008. Cela revient à choisir les gagnants et les perdants en fonction de ce qu'ils vous déclarent, et j'estime que ceci est dangereux. Prendre cette mesure reviendrait à [...] relancer l'industrie américaine de banque d'investissement.

Scinder les opérations d'investissement de manière plus totale que la loi Dodd-Frank (règle Volcker d'interdiction du trading pour compte propre) en les extrayant créerait un environnement plus innovant.

Si nous ne réalisons pas ces changements, nous sommes condamnés à répéter les erreurs du passé. Quand vous mélangez la banque commerciale avec les activités de courtage à haut risque, vous augmentez le risque global et, par conséquent, vous suscitez de nouveaux problèmes. Poursuivre l'assainissement des grandes banques est un problème structurel de long terme pour le secteur bancaire américain.

Le Parlement va devoir étudier l'idée de restaurer quelque chose de proche du Glass-Steagall afin d'éviter une nouvelle catastrophe. ►►

Thomas Hoenig, 26 juin 2012, Bloomberg
<http://bloom.bg/QdQrHM>
 Lire aussi ses propositions réalisées à la Fed du Kansas en 2011
<http://bit.ly/mAt2eB>



RICHARD W. FISHER

Président (conservateur)
de la Banque
Centrale de Dallas

◀ La loi Dodd-Frank n'a pas éradiqué le *Too big to fail* (TBTF). En effet, notre point de vue à la Fed de Dallas est qu'elle peut en fait perpétuer une tendance déjà dangereuse de concentration croissante de l'industrie bancaire. [...] Il y a des signes que la complexité et l'opacité entérinées par la loi Dodd-Frank pourraient nuire à la reprise économique. En plus de demeurer une menace persistante pour la stabilité financière, ces mégabankes entravent de manière significative ►►

► la capacité de la Réserve fédérale à mener à bien sa politique monétaire. [...]

Peut-être que l'effet le plus dommageable du *Too big to fail* est l'érosion de la foi dans le capitalisme américain. Divers groupes allant du mouvement *Occupy Wall Street* au *Tea Party* soutiennent que le sauvetage public des institutions financières imprudentes est sociologiquement et politiquement choquant. D'un point de vue économique, ces sauvetages sont certainement dangereux pour le fonctionnement efficace du marché. [...]

Le capitalisme oblige le gouvernement à faire respecter la primauté du droit. Cela nécessite que tous les opérateurs soient sur un pied d'égalité. La privatisation des profits et la socialisation des pertes sont complètement inacceptables. Le TBTF compromet l'égalité de traitement, ce qui renforce la perception d'un système favorisant les riches et les puissants.

Le capitalisme exige que les entreprises et les individus soient tenus pour responsables des conséquences de leurs actes. La responsabilité est un élément clé pour maintenir la confiance du public dans le système économique. La perception - et la réalité - est que pratiquement personne n'a été puni ou tenu pour responsable de son rôle dans la crise financière.

L'idée que certaines institutions sont *Too big to fail* érode inexorablement les fondations de notre système d'économie capitaliste de marché. ►►

Rapport annuel 2011 de la Fed de Dallas
<http://bit.ly/GFXFPf>

◀◀ Je défends l'idée que le maintien de banques *Too big to fail* est contre-productif, coûteux et socialement contestable. [...]

La loi Dodd-Frank, qui tient en plus de 2 000 pages, contient 16 titres, 38 sous-titres et un total de 541 sections, est le document le plus complexe jamais écrit dans l'histoire des efforts visant à changer le paysage de la réglementation financière.

Un historien effronté se souviendra peut-être de la réaction du Premier ministre français Georges Clemenceau au plan en 14 points proposé par Woodrow Wilson pour la sauvegarde de la paix mondiale après la Première Guerre mondiale : Clemenceau a répondu qu'il pensait que Dieu avait fait un très bon travail avec seulement 10. [...] Le diable est dans les détails d'application de la loi. [...]

Le chef de l'une des grandes institutions financières américaines a qualifié d'"anti-américaines" les nou-



velles réglementations. Jeudi dernier, le *Wall Street Journal* a écrit à propos des "banquiers bouillonnant sur l'augmentation des besoins en capital". Telle est l'intensité d'émotion pour résister aux travaux de la Fed et d'autres régulateurs qui cherchent à protéger le système contre les risques pernicieux inhérents à l'existence de mégabanques. Nous ne pouvons pas laisser cette résistance prévaloir. [...]

En résumé, des progrès ont été accomplis visant à traiter la pathologie des banques Too Big to fail. [...] Pourtant, à mon avis, il n'y a qu'une seule façon de traiter avec certitude ce problème. J'estime que les banques trop grosses pour faire faillite sont trop dangereuses pour être autorisées. [...]

Je suis favorable à un accord international qui scinderait ces institutions pour les ramener à une taille plus gérable. Plus gérable non seulement pour les régulateurs, mais aussi pour les dirigeants de ces institutions. Car il y a peu de chance que les gestionnaires d'entreprises bancaires de 1 ou 2 milliards de dollars puissent "connaître leur client", suivant le principe bancaire consacré, ni que les modèles à la mode de management du risque soient fiables pour les organisations aussi complexes que sont devenues ces mégabanques.

Suis-je trop radical ? Je ne le crois pas. À mon avis, la réduction de la taille de ces monstres à celle d'institutions qui peuvent être gérées avec prudence et réglementées à travers les frontières est la réponse politique appropriée. ►►

Richard W. Fisher, 15 novembre 2011,
Discours à l'Université de Columbia
<http://bit.ly/ucxYG5>

PAROLES DE FINANCIERS



NIKOLAUS VON BOMHARD

**Directeur général
du réassureur Munich
Re, plus gros
réassureur mondial**

« Nous avons besoin de changements fondamentaux dans les marchés financiers. [...] »

Je suis partisan de la séparation des activités bancaires. [...]

La combinaison désastreuse des gouvernements et des banques doit être brisée. Des banques en faillite ne peuvent pas être renflouées en permanence avec l'argent des contribuables. Le "Too big to fail" doit cesser. »

Nikolaus von Bomhard,
17 juillet 2012,
Der Spiegel
<http://bit.ly/SEsZEY>

WARREN BUFFETT

Homme d'affaires

3^e fortune mondiale

« Je n'étais pas malheureux quand le Glass-Steagall était encore en vigueur. Je n'ai jamais défendu son abrogation. Mais parfois, il est difficile de refaire entrer le génie dans sa lampe. [...] »

Une des réponses possibles est de faire en sorte que le PDG de l'institution qui fait faillite ou qui va demander l'aide du gouvernement soit réellement détruit lui-même financièrement. Je veux dire, pourquoi devrait-il mieux s'en sortir que quelqu'un qui est licencié en tant que travailleur dans le secteur automobile ? Si je dirigeais les choses, et qu'une banque appelle à l'aide le gouvernement, je ferais en sorte que le PDG et sa femme perdent toute leur fortune. Et cela s'appliquerait à tout PDG qui aurait été là dans les deux années précédentes. [...]

J'estime qu'il nous faut changer les incitations financières. [...] Il est bon d'avoir des carottes, mais il faut aussi des bâtons. Et le bâton qui voudrait qu'on laisse 50 M\$ à quelqu'un qui possédait 500 M\$ n'est pas un vrai bâton pour moi. Je pense vraiment qu'il devrait y avoir d'énormes inconvénients parce que le PDG doit être le directeur des risques d'une grande banque. »

Warren Buffett, 21 janvier 2010, *Fox*
<http://bit.ly/U5N6Mn>



**TERRY SMITH****Directeur général
de Tullett Prebon***(Un des leaders mondiaux
des activités de courtage)*

« Les arguments contre la séparation des banques de détail et d'investissement ont toujours été maigres. Maintenant, ils sont insignifiants. »

Il est bien évident que chaque fois que nous autorisons les traders des banques d'investissement à opérer près des opérations bancaires de détail qui

sont au cœur des fonctions essentielles de l'économie de l'octroi de crédits et des systèmes de paiement, les traders vont submerger les banquiers de détail et les résultats seront dommageables pour les opérations vitales de la banque de détail. Nous l'avons vu dans les causes de la crise du crédit lorsque les banques d'investissement ont mis au point une soupe alphabétique de produits toxiques - les CDO, CLO, CDO² - et les ont vendus aux clients des banques. Nous l'avons vu à nouveau avec les dirigeants participant à la manipulation du LIBOR orchestrée par leurs traders.

Que faut-il faire ? Le Royaume-Uni et les États-Unis doivent voter une Loi Glass-Steagall, et séparer banques de détail et banques d'investissement. Le cantonnement proposé par la Commission Vickers ne marchera pas. [...] Comme l'illustre le scandale du Libor, on trouvera des moyens pour passer par-dessus, se faufiler dessous ou contourner la clôture. Les seuls à faire du lobbying contre une telle séparation sont des banquiers. **Mais en vertu de quoi les écoutons-nous ?** Ici, le gouvernement a échoué - son affinité naturelle avec les entreprises l'a conduit à être convaincu par l'exceptionnelle plaidoirie des banquiers d'investissement qui dirigent maintenant beaucoup de nos banques. [...]

De plus, il est nécessaire de tirer une importante leçon concernant ceux qui devraient être autorisés à diriger des banques. On ne devrait jamais laisser les traders diriger les banques. Ils ne pensent qu'au court terme et leur myopie les amène à faire des choses pour le profit à court terme qui risquent de provoquer la ruine à long terme. À mon sens, toute banque qui nomme un trader pour la diriger risque la ruine. Il n'y a qu'à observer les cas de Salomon Brothers, Bear Stearns et Lehman. »

Terry Smith, "Les traders sont la ruine de la banque de détail", 1^{er} juillet 2012, *The Guardian*
<http://bit.ly/O8xlUe>





GÉRARD DE LA MARTINIÈRE

**Ancien président
de la Fédération
Française des Sociétés
d'Assurances**

« À partir du moment où on demande au Ministre des Finances de garantir les dépôts des banques, la logique absolue c'est de dire immédiatement qu'on sépare la partie garantie, et

qu'on laisse les investisseurs se débrouiller avec le reste, c'est évident.

Je ne vois pas comment on peut faire coexister la garantie publique avec le maintien d'activités qui sont des activités génératrices de risques.

Pour moi, en 2008, cela ne faisait pas l'ombre d'un doute : la conséquence logique de ce qui s'est passé sur la mise en cause de la garantie des États sur les dépôts, c'était la scission bancaire. Il a fallu un lobbying d'enfer des banques pour y échapper - pour l'instant... »

Gérard de la Martinière,
novembre 2012



COLETTE NEUVILLE

Présidente de l'ADAM

*(Association de défense
des actionnaires minoritaires)*

« La réforme la plus importante à engager est celle du métier bancaire, avec pour objectif de limiter le périmètre des risques pris par les banques, et de les faire supporter surtout par ceux qui les prennent.

C'est pourquoi il conviendrait de séparer les banques de dépôt des banques d'affaires, de manière à ce que celles-ci soient seules à supporter les risques qu'elles prennent. Il serait également nécessaire de ne pas permettre aux banquiers d'échapper à la sanction suprême que constitue la faillite ou la nationalisation, à moins de payer des primes d'assurances à l'État-assureur. Ensuite, il faudrait exiger des ratios prudentiels plus élevés. Et enfin, calculer les rémunérations variables des dirigeants des banques sur une période longue, afin de tenir compte des conséquences des risques qu'ils auraient pris plusieurs années auparavant. »

Colette Neuville,
25 septembre 2009,
La Tribune
<http://bit.ly/TbhraR>





DIDIER LE MENESTREL

Président de La Financière de l'Échiquier

« La typologie à mettre en place est de véritablement séparer les sociétés de gestion d'actifs des banques, car les préoccupations des 27 sociétés de gestion filiales de grandes banques diffèrent totalement de celles des autres sociétés dont l'unique métier est la gestion d'actifs.

On peut rappeler en effet que deux *business models* existent aujourd'hui



dans le monde de la gestion : d'une part les banques, qui raisonnent en termes de recherche de PNB par client et interviennent dans ce domaine sans systématiquement disposer des savoir-faire adéquats ; et d'autre part les sociétés de gestion, dont l'objectif est d'offrir au client le meilleur service possible via l'intervention d'experts de ce métier.

Je plaide donc pour que nous sortions d'une situation de monopole de fait, ce qui permettrait à la gestion d'actifs de devenir un métier réellement reconnu et véritablement spécialisé. »

Didier Le Menestrel, "Il faut séparer les sociétés de gestion d'actifs des banques", janvier 2011, LFDLE <http://bit.ly/eamPC0>

MICHEL GABRYSIK

Président de la Finance Foundation

« Rien ne change, tout se répète. [...] Ces écarts de conduite à répétition signifient que les réglementations ne sont pas assez précises et surtout ne sont pas bien appliquées. Le gendarme peut constater mais s'il n'a pas une troupe solide à ses côtés, il ne fait que parler dans le désert. Le pouvoir politique est seul à

même de créer, voter des lois et de les faire appliquer.

Or il me semble bien que ce pouvoir-là est mou, cède trop souvent aux pressions de la masse d'argent considérable qui circule. Il est vrai que le politique dépend de plus en plus de la dette et donc de la finance, toutes institutions confondues, et pas toujours les plus claires. Le pouvoir politique paraît ligoté. Et ce ne sont pas les postures prises un peu partout, en Europe ou aux États Unis, qui y changent quelque chose. Il est ligoté.

Que faire ? Avancer non pas par des déclarations mais par une action précise et

limitée. Par exemple Londres et Washington paraissent d'accord pour séparer les activités de détail des banques, des activités d'investissement. Les Européens évitent de se prononcer. Ils ont tort.

Si cette spécialisation des banques était acquise, les trois-quarts des catastrophes seraient évitées. Faisons-le. »

Michel Gabrysiak, "Séparer les activités de détail des activités d'investissement dans toutes les institutions financières", 17 juillet 2012, *AbcBourse.com* <http://bit.ly/S5pgk3>

OLIVIER DELAMARCHE

Associé gérant de Platinum Gestion

« Les banquiers ont toujours été en mauvaise situation. Ils disent que non, avec une arrogance extrême. [...] »

J'espère que ça se finira mal pour [un PDG bancaire bien connu], quand je le vois la veille de l'accord, qui dit "Moi,



je n'en ai rien à faire je continuerai à payer des dividendes et à me payer des primes..." J'espère que sa banque sera nationalisée et qu'il sera viré avec perte et fracas. Parce que c'est indécent ! C'est lui qui nous a conduit là où on est, lui et les banquiers en général, avec leurs effets de levier déliants. Et maintenant, ils jouent les gros bras...

Il faut rétablir au plus vite le Glass-Steagall Act, nationaliser les banques et virer ces banquiers. »

Olivier Delamarche, 1^{er} novembre 2011, *BFM Business* <http://bit.ly/TmrvyA>



PETER HAMBRO

**Président du groupe
minier Petropavlosk**

*Descendant de la famille
fondatrice de la banque Hambros*

« Il n'y a que deux sortes de banquiers, et ils ne devraient jamais se mélanger. Les premiers sont les banquiers de détail qui acceptent des dépôts de l'homme de la rue et prêtent de l'argent aux fa-

bricants d'acier pour financer leurs activités, en prenant une petite marge d'intérêt pour leur peine. Les seconds sont les banquiers d'affaires qui doivent vivre de leur intelligence ; qui gagnent ou perdent des fortunes en prenant des risques, et devraient diriger leurs banques ou leurs opérations commerciales avec une responsabilité illimitée afin qu'ils partagent la douleur éventuelle.

C'est cette **responsabilité illimitée** qui a rendu les banquiers d'affaires – ou d'investissement – plus circonspects dans le passé, parce qu'ils mettaient leurs roupettes sur le billot.

Mais la plupart des problèmes financiers d'aujourd'hui sont causés par le fait que les banquiers d'investissement, en utilisant les bilans des banques de détail, ne partagent pas la douleur. Ils ne perdent rien - et leur culture a infecté la banque de détail. Ils n'auraient jamais dû être rassemblés et aujourd'hui il faut les séparer, complètement. »

Peter Hambro, 6 juillet 2012,
Evening Standard <http://bit.ly/M3HkFB>

THOMAS MINDER

**Président du conseil
d'administration
de la société
de cosmétiques
Trybol AG**

« Il nous faut une régulation plus performante. Cela nécessiterait l'introduction d'une politique de séparation bancaire à la Glass-Steagall Act. [...] Après avoir fonctionné pendant 66 ans, le Glass-Steagall Act – introduit par deux élus – a été abandonné en 1999. Nous en connaissons les conséquences : la crise financière.

Pour ma part, j'irai encore plus loin. Dans mon modèle, j'envisage la séparation de trois activités et pas seulement deux : la banque d'investissement, la banque commerciale et la banque pri-



vée. Évidemment, ces trois unités doivent être indépendantes et gérées séparément sans qu'une société *holding* ou parente puisse être tenue responsable de leurs actions. Cette approche représenterait l'avantage de répartir les risques sur trois épaules. En cas d'insolvabilité

d'un secteur, les conséquences en seraient prévisibles et supportables pour l'économie suisse.

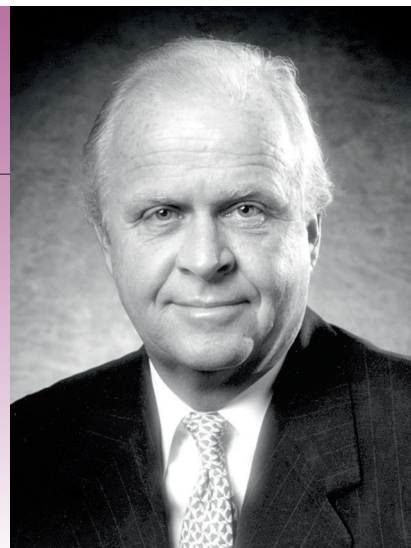
Les experts chargés d'établir le rapport « *Too big to fail* » (banques trop grandes pour être mises en faillite) n'ont pas creusé l'option d'un système bancaire différencié parce qu'ils estiment qu'un tel système constituerait une intrusion excessive dans la sphère bancaire. Ils se bornent à proposer un relèvement des fonds propres et des liquidités des banques, ce qui est de toute évidence insuffisant si on veut contenir les risques liés aux activités bancaires. Au regard des intérêts de l'État et de l'économie, on ne saurait se contenter de telles mesures. Il convient donc d'examiner les conditions de la mise en place d'un système bancaire différencié tel que les États-Unis l'ont connu jusqu'en 1999. On étudiera les différents modèles envisageables qui feront ensuite l'objet d'un projet de loi.

Thomas Minder,
28 septembre 2012

GERALD J. FORD**Milliardaire propriétaire
de Hiltop Holdings Inc.***(765^e fortune mondiale)*

*« Nous n'aurions jamais dû abroger
le Glass-Steagall. [...] Le concept
de banques Too big to fail n'est pas acceptable.
Il faut scinder ces organisations. »*

Gerald J. Ford, 14 août 2012, *Bloomberg*
<http://bloom.bg/MXd463>



PAROLES DE POLITIQUES

MICHEL ROCARD**Ancien Premier ministre
français (1988-1991)**

« Il y a sérieusement le feu, mais nous ne comprenons ni pourquoi ni comment. Il n'y a pas de consensus international chez les gouvernants sur l'analyse de ce qui se passe et de ce qu'il faut faire. Or, aucun traitement n'est possible, si on ne pose pas d'abord un bon diagnostic. Je vis cette crise comme un danger inouï. Si on ne la traite pas, c'est le déclin du Bas-Empire romain qui recommence. [...] »

Les voies de sortie de crise sont d'ordre financier. Il faut d'abord ré-adopter partout le Glass Steagall Act, loi américaine de 1933 abrogée en 1999 qui interdisait aux banques de faire des investissements avec l'argent de leurs dépôts. »

Michel Rocard, 9 juillet 2010, *Le Figaro*
<http://bit.ly/9vToFF>

« Il y a de nombreuses mesures possibles et souhaitables, parmi lesquelles une des plus évidentes consiste à réintroduire en urgence la séparation entre les banques de dépôt, qui doivent se voir interdire toute activité à risque, et les banques faisant tous les métiers de financement du risque, y compris l'investissement, qui doivent financer leurs opérations sur fonds propres ou sur capitaux dédiés. On amputerait alors d'une grosse partie les liquidités disponibles pour les mouvements spéculatifs, et on protégerait les économies physiques. [...] »

Le monde bancaire européen refuse cette idée. C'est compréhensible. La mobilisation de fonds venant des dépôts pour des opérations courantes à risque est fort rémunératrice. Et il est vrai que nous avons en ce moment, plus que jamais, besoin de banques solides. Mais le risque est trop gros. C'est d'un paratonnerre que je parle ici, et nous sommes en temps d'orage.

Naturellement, cela veut dire que la masse énorme des créances douteuses, dans cette séparation, va se retrouver du seul côté des banques traitant le risque. Il sera nécessaire d'en annuler une notable proportion. C'est le prix du risque, puisqu'on ne peut pas payer toute la dette, qu'il faut sacrifier, et sûrement pas la croissance. Et si quelqu'un doit payer, ce qui paraît fatal, il est plus équitable que ce soient les preneurs de risque plutôt que les contribuables ou surtout les chômeurs.



N'oublions pas l'histoire : cette idée vient de Franklin D. Roosevelt, qui l'a mise en place en 1933 en obtenant du Congrès le Glass-Steagall Act, contre l'avis des banques à l'époque, bien sûr. C'était un ordre de séparation des institutions bancaires, selon qu'elles sont confrontées au risque ou non, - gérer des dépôts exigeant de ne pas l'être.

Elle a été introduite en Europe après la fin de la guerre. Elle nous a évité toute crise financière grave pendant près de soixante ans. Elle a été abolie en Europe sous la pression allemande dans la décennie 1980, et aux États-Unis à la fin des années 1990. Depuis que les fusions sont permises et les établissements bancaires devenus multifonctions, nous enchaînons des crises financières graves tous les quatre ou cinq ans. »

Michel Rocard, 3 octobre 2011, *Le Monde*
<http://bit.ly/ram6n6>

« Il nous faut ainsi revenir vers plus de prudence. Par exemple, je suis complètement pour la séparation des activités bancaires. D'abord parce que l'histoire parle : durant les soixante années où elle a été opérationnelle, il n'y a eu aucune grande crise bancaire, c'est quand même fabuleux. »

Et aussi parce que cela me paraît être un moyen de préserver l'économie réelle, en cas d'explosion, de crash dans l'économie financière. Dans cette hypothèse, si les capitaux des dépôts des entreprises et des ménages sont embarqués dans le crash financier, l'économie réelle est immédiatement en drame. Les protéger, c'est laisser une espèce de sphère arbitraire où s'expliquera la crise financière, où les actionnaires perdront leur chemise, mais sans trop impacter l'économie réelle.

Et là, il peut rester un petit aspect local : je suis donc partisan de l'unilatéralisme pour commencer. »

Michel Rocard, mai 2012



CHRISTINE LAGARDE

**Directrice générale
du FMI**

« Compte tenu des travaux du Fonds qui ont mis en avant le rôle des banques comme catalyseur et accélérateur de crise, et à la lumière de ce qu'on a vécu depuis trois ans, je pense

qu'il est légitime de vouloir couper les banques en deux.

Il y a probablement à améliorer le modèle dit « universel » qui présentait tant de vertus, pour segmenter la partie où les avoirs des déposants sont garantis de la partie activité pour compte propre, qui doit relever du risque de la banque. »

Christine Lagarde,
2 novembre 2011, *Challenges*
<http://bit.ly/vKE68g>

ELIO DI RUPO

Premier ministre belge

« L'un des grands problèmes, c'est la taille des banques. Au Royaume-Uni, les banques représentent 600 % du produit intérieur brut ; au Danemark, 500 % du PIB ; aux Pays-Bas, en France, en Belgique, elles représentent entre 360 % et 400 %. Dès que les banques ont un problème, l'impact sur les États est gigantesque. Il faut sortir de la logique propre du système financier qui consiste à privatiser les profits et à socialiser les pertes. Les moyens financiers tournent dans le monde de la finance et ne sont plus consacrés, de manière suffisante, à l'économie réelle. Cela n'est pas normal. Il y a une demande, en Belgique comme dans d'autres pays – aux États-Unis par exemple –, de scinder les banques : d'un côté les banques de dépôt, de l'autre les banques d'affaires. Des réflexions ont lieu chez nous, à la Banque nationale et au niveau européen. [...] »

Quand les banques, Dexia, Fortis, ont eu des difficultés, elles ont frappé à la porte de l'État. Pour les aider, l'État n'a eu d'autre choix que d'emprunter et d'augmenter son stock de dettes. Puis ces mêmes banques nous font des leçons et estiment que l'État est trop endetté... ! Il faut cesser de se moquer du monde.

Ma conviction est que l'on doit parvenir à scinder les banques, à réduire leur taille et à protéger les avoirs des citoyens de manière à éviter que les États interviennent. Il faudra prendre des dispositions de manière à ce que tous les comportements à risque soient assumés par ceux qui les adoptent. Il faudra des clauses qui imposent des pénalités directes à la fois chez les gestionnaires et chez les actionnaires en cas d'erreurs manifestes.

Car aujourd'hui les gens ont peur. Jusqu'en 2008, les gens croyaient que les banques étaient les lieux les plus sûrs pour préserver leurs avoirs. On se rend compte qu'elles jouent en fait avec l'argent des déposants. »

Elio di Rupo, 1^{er} septembre 2012,
"Non, à l'impunité",
La Libre Belgique

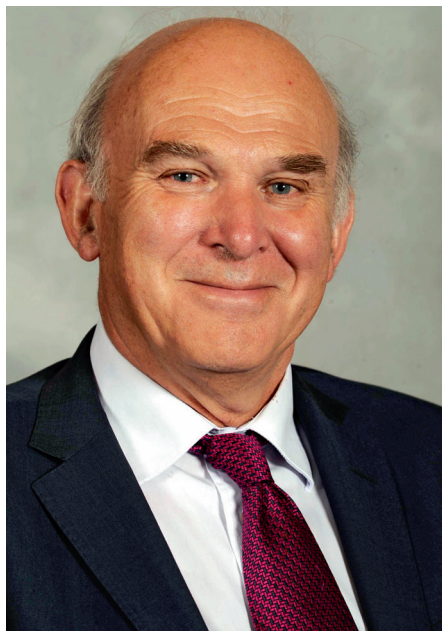


VINCE CABLE

Ministre britannique du commerce depuis 2010

« Les scandales bancaires de la semaine dernière ont démolé un mythe bien commode: que le krach bancaire était de la faute de quelques fripouilles hautes en couleurs. [...] Ils ont rappelé, au contraire, que la pourriture était beaucoup plus répandue. L'incompétence, la corruption et la cupidité sont endémiques du secteur bancaire britannique. [...]

Le public ne peut pas comprendre comment des amendes - qui seront réparties sur les clients et les actionnaires - pourraient être le début d'une résolution du problème.



Ensuite, il y a la cupidité : la vente abusive de produits dérivés financiers complexes poussée par des bonus [...] Face

à ce borborygme moral aux proportions quasi bibliques, qu'est-ce qui devrait être fait ? [...]

La deuxième étape consiste à mettre en œuvre les réformes Vickers annoncées par le gouvernement, qui font cesser la contamination entre la banque d'investissement au style de casino et la banque de détail commerciale traditionnelle. Charger les banquiers d'investissement de la gestion de la banque commerciale, revient à charger la souris de la gestion du fromage. La sagesse d'une claire séparation de la banque d'investissement et de la banque traditionnelle, à travers le cantonnement, a été renforcée par les événements de cette semaine et il revient désormais au Parlement d'accélérer la réforme. »

Vince Cable, 30 juin 2012,
The Guardian
<http://bit.ly/QIIBpW>

LORD (NIGEL) LAWSON

Ministre des Finances de Margaret Thatcher entre 1983 et 1989

*Il a, à cette époque, supervisé
le "big-bang" (période de dérégulation
accélérée au Royaume-Uni
dans les années 1980)*

« Il est absolument scandaleux que les banques d'investissement puissent prendre des risques en profitant de la garantie de l'État sur la banque de dépôts. [...]

Le rapport Vickers ne va pas assez loin. Pour ma part, j'aurais souhaité que l'on sépare complètement la banque de détail et d'investissement.

Le problème avec les clôtures, c'est qu'elles ne sont pas, si je peux mé-



langer les métaphores, toujours étanches, de sorte qu'elles peuvent ne pas fonctionner dans la pratique. [...] Alors que si vous avez séparation structurelle complète, avec deux sociétés bien distinctes, vous n'avez pas ce problème. [...]

S'il n'y a qu'une société, les organes de direction, y compris le directeur général, sont responsables des deux secteurs [...] devant un seul ensemble d'actionnaires, alors que si vous avez deux sociétés distinctes, vous avez alors deux ensembles distincts d'actionnaires. [...]

Quand j'ai proposé publiquement la séparation complète des activités il y a plus de deux ans, l'une des choses qu'on me répondait à l'époque était que tout cela était très bien, semblait bon, mais qu'en pratique, on ne pouvait pas réaliser cette séparation. Mais bien sûr, cet argument est désormais obsolète, puisqu'une clôture vise précisément à séparer. Donc, si vous pouvez cantonner, vous pouvez également avoir une séparation structurelle complète. »

Lord (Nigel) Lawson,
11 avril 2011, *BBC*
<http://bbc.in/gNpGpm>

« Cela fait désormais plus de trois ans que j'ai appelé de mes vœux une nouvelle loi Glass-Steagall – à savoir une séparation complète entre la banque commerciale classique et la banque d'investissement.

Je suis heureux que la commission Vickers soit parvenue à une conclusion similaire au sujet des dangers de la prétendue "banque universelle", et qu'il recommande au minimum un degré considérable de séparation, avec l'imposition d'une prétendue "clôture" entre les deux. [...]

Le capitalisme fonctionne - et fonctionne beaucoup mieux que tout autre système - parce que la discipline du marché limite la cupidité, la folie et l'incompétence. Lorsqu'elle fait défaut, lorsque les entreprises sont considérées comme étant trop grosses, trop importantes ou trop interconnectées pour faire faillite, cette discipline essentielle disparaît, et le dé-

sastre est presque inévitable. La séparation est indispensable pour éviter cela.

J'aurais préféré qu'on aboutisse à une séparation structurelle complète. Je m'inquiète pour deux raisons. La première est que les banquiers habiles trouveront des moyens de contourner le cantonnement, lorsqu'il y aura de claires incitations pour eux à le faire. La seconde est qu'il est nécessaire de restaurer, dans la banque commerciale, la vieille culture de prudence bancaire – qui diffère du tout au tout de la culture aventureuse de la banque d'investissement. Je suis inquiet de la capacité à avoir deux cultures complètement séparées et opposées dans une structure unique avec un seul ensemble d'actionnaires. »

Lord (Nigel) Lawson, 5 février 2012,
The Financial Times
<http://on.ft.com/UnuxW9>

HELMUT SCHMIDT

Ancien chancelier
allemand

« Aux États-Unis il y avait une division entre la banque commerciale et d'investissement jusqu'à la fin des années 1990. Aujourd'hui, les banques sont également des banques d'investissement, c'est-à-dire des spéculateurs. Les dirigeants financiers d'aujourd'hui sont tout aussi puissants que ce qu'ils étaient avant la crise de Lehman Brothers. En 2008, il y a eu une conférence des pays les plus avancés, où la régulation du système bancaire a été discutée. Rien ne s'est passé.

Aujourd'hui les États-Unis et la Grande-Bretagne ne veulent pas de réglementation. La Grande-Bretagne est aussi membre de l'UE. La question est donc la suivante : les autres gouvernements seront-ils assez forts pour imposer cette régulation ?

C'est la même chose avec les bonus des dirigeants financiers. Ils sont immoraux, tout le monde le sait. Mais la question est : les gouvernements veulent-ils changer les choses et ont-ils le pouvoir de



l'imposer ? La situation actuelle est aussi le reflet de la moralité de la population en général. »

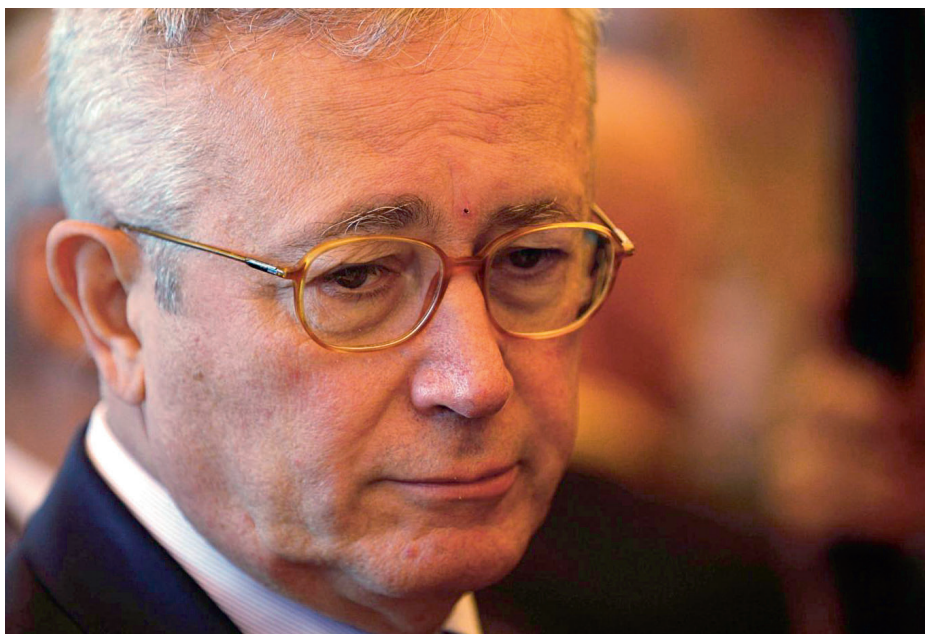
Helmut Schmidt,
30 août 2012, conférence
publique à Munich

LE PARLEMENT BELGE

« La commission recommande la réintroduction d'un modèle d'activité bancaire classique, transparent pour les clients, dans le cadre d'un établissement financier spécial (cf. les anciennes banques et caisses d'épargne). Elle souhaite opérer une séparation claire entre la banque de dépôts et la banque commerciale.

La commission demande au législateur et aux autorités de contrôle des banques d'adapter leur réglementation sur certains points (par exemple, règles en matière de solvabilité et de fonds propres) pour encourager l'activité bancaire classique. »

Commission parlementaire
spéciale belge de suivi chargée
d'examiner la crise financière,
18 juillet 2012, *lachambre.be*
<http://bit.ly/V86dtJ>



**GIULIO
TREMONTI**
Ministre des Finances
italien 2008-2011

« La sortie de secours ne dépend pas d'un seul gouvernement ou d'un seul pays [...] la sortie de secours est tout simplement ce qui a été fait après la Grande Crise, en 1933, par Roosevelt avec le glorieux Glass-Steagall Act, et par d'autres dans d'autres pays de la même

manière : diviser les banques. C'est une chose de créer de l'activité productive, d'émettre des crédits aux entreprises, aux familles et c'est une autre chose de spéculer. En ce moment, les banques déversent le coût de leurs pertes au casino et de leurs paris sur chacun d'entre nous. [...]

Pendant de nombreuses années dans les sommets internationaux, dans les universités étrangères mais aussi en Italie, j'ai essayé de dire que nous devons séparer les banques, interdire les produits dérivés. [...] Il faut réduire la puissance des banques, interdire la spéculation et suivre la voie du bien commun. [...]

Ce que fait actuellement la BCE est comme donner plus d'alcool à un alcoolique. Le problème, c'est que, quand ce sera fini, la situation sera pire que maintenant. Notre mode de vie est menacé. »

Giulio Tremonti,
17 mars 2012,
Rai Tre



**PHILIPPE
MAYSTADT****Ancien ministre
des Finances de la
Belgique (1988-1995)***Également ancien président
de la Banque Européenne
d'Investissement 2000-2011*

« Aux conséquences du laxisme du passé, s'ajoutent aujourd'hui les conséquences d'une spéculation effrénée, notamment de la part de certaines banques. [...] C'est quand même un peu scandaleux, parce que beaucoup de banques n'ont pu survivre que grâce à une aide massive des États, et aujourd'hui les mêmes banques spéculent contre les États ! Je pense qu'il faut défaire cette spéculation, je veux vraiment qu'elle soit battue ! »

Philippe Maystadt, 25 février 2010, RTBF <http://bit.ly/YiRgFX>

« Aucun acteur financier ne doit pouvoir échapper à la régulation. La séparation des fonctions en-



tre banques traditionnelles (épargne, crédit, intermédiation) et banques aux fonctions spéculatives, est nécessaire.

Cette séparation est importante pour minimiser les risques et pour contrer

l'idée que les banques seront sauvées en dernier recours par l'État. »

Philippe Maystadt, 8 décembre 2011, Colloque CCFD <http://bit.ly/ToW7T3>

**LORD (PAUL)
MYNERS****Ancien ministre britannique
des services financiers
(2008-2010)***Il fut également l'ancien directeur
général du fonds d'investissement
Gartmore Group et de Marks & Spencer*

« Je suis d'accord avec le fait que nous ne pouvons pas faire confiance aux banquiers pour respecter un cordon sanitaire entre les activités de détail et de casino ; si vous avez une clôture, vous pouvez monter dessus, creuser dessous, ou passer à travers elle. »



pour le modèle Glass-Steagall, c'est-à-dire pour une séparation complète. »

Lord (Paul) Myners, 4 juillet 2012, Channel 4 News <http://bit.ly/PQqYVL>

Je pense que la preuve en a été donnée ces dernières semaines, et Bob Diamond reconnaît lui-même que bon nombre des problèmes qui sont apparus chez Barclays se situaient à l'intérieur de la clôture envisagée par la réglementation Vickers. Désormais, le gouvernement a déjà étendu la clôture qui était proposée par Vickers, mais la clôture ne va pas toujours assez loin. Il nous faut opter

JAMES BAKER**Ancien ministre des
Finances de Ronald Reagan
(1983-1988)**

« Réintroduire le Glass-Steagall signifierait séparer les banques commerciales des banques d'investissement. [...] Ainsi, quand vous êtes dans la banque d'investissement, vous ne pouvez pas faire d'opérations de banque commerciale, et vice versa. Rétablir la loi Glass-Steagall serait une grande idée. Quand j'étais ministre des Finances, nous avons tra-

vaillé sous l'empire du Glass-Steagall. Le *Too big to fail* est toujours là aujourd'hui, et les contribuables peuvent à nouveau être appelés à payer la facture.

Je voudrais bien voir un rétablissement du Glass-Steagall, comme le souhaite également Paul Volcker. »



James Baker,
24 octobre 2012,
Woodrow Wilson Center

**BILL CLINTON****Ancien président
américain
(1992-2000)**

« J'ai fait quelques erreurs, bien qu'elles ne soient celles pour lesquelles on m'a le plus largement critiqué : avoir fortement renforcé le

Community Reinvestment Act [NdR : Loi qui a incité les banques à créer les prêts subprime] et avoir signé la loi abrogeant la loi Glass-Steagall Act, la loi des années 1930 imposant que les activités des banques commerciales et des banques d'investissement soient réalisées dans des institutions distinctes. »

Bill Clinton, 2011
Back to Work

**NEWT GINGRICH****Ancien leader de l'opposition
à Bill Clinton en 1999**

« L'abrogation du Glass-Steagall était probablement une erreur.

Nous devrions probablement rétablir une division des grandes banques entre une fonction bancaire et une fonction d'investissement et les séparer à nouveau. »

Newt Gingrich, 9 septembre 2011, ABC
<http://bit.ly/syzlgQ>



JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

**Ancien ministre
de l'Industrie,
de la Défense
et de l'Intérieur**

« J'ai quitté le gouvernement en mars 1983, car je n'ai pas voulu endosser, comme ministre de l'industrie, le tournant de la rigueur, car je sa-

vais que le franc fort allait lourdement peser sur notre industrie. [...]

En 1984, on instaure le modèle de la banque universelle, c'est-à-dire qu'on ne sépare plus les activités de la banque de dépôts, de la banque d'affaires, de la banque d'investissement et à la limite, du trading pour compte propre - qui va prospérer par la suite.

J'ai trouvé bizarre que la gauche instaure le modèle de la Banque universelle, alors qu'au moins depuis la Libération, on avait séparé la banque de dépôts et la banque d'affaires... »



Jean-Pierre Chevènement,
novembre 2012



HENRI WEBER

Député européen

« La gauche européenne devrait mobiliser l'opinion pour obtenir la spécialisation des banques en banques de dépôt et banques d'investissement, dans l'esprit du Glass-Steagall Act, aboli en 1999.

[... Il faut] séparer de nouveau les activités des banques de dépôt et celles des banques d'affaires. Les premières doivent gérer l'épargne et accorder des prêts aux entreprises, les secondes peuvent faire des paris sur l'avenir - autrement dit, spéculer -, mais avec les fonds qu'elles auront recueillis à cet effet.

Henri Weber,
La nouvelle frontière, 2011

PASCAL CANFIN

**Ministre français
du développement**

« Je sais, pour les avoir rencontrés, qu'il y a des gens dans les salles de marché des banques françaises qui continuent à faire du trading pour compte propre. Ce devrait être interdit ou séparé de l'ensemble des autres activités. [...]

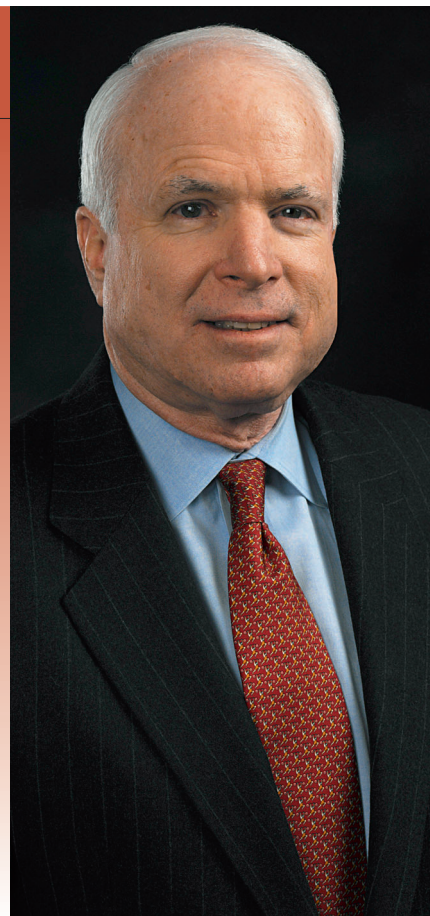
Il y a un mélange des genres : la garantie publique, légitime pour protéger les dépôts, bénéficie à des activités de marché qui, elles, n'ont aucune raison d'avoir cette sorte de subvention publique. C'est malsain qu'il n'y ait pas de séparation entre ces deux activités.

Pascal Canfin,
20 octobre 2011,
*Le Nouvel
Observateur*
<http://bit.ly/oURNHK>



JOHN M^cCAIN**Sénateur américain***Il fut candidat républicain
à la présidentielle 2008**« Les sénateurs américains
John M^cCain (Républicain)
et Maria Cantwell (Démocrate)
ont déposé une proposition de loi
rétablissant la loi Glass-Steagall Act
qui a divisé la banque commerciale
et la banque d'investissement pour
freiner les firmes de Wall Street,
en réponse à la crise financière.**Selon notre proposition, les banques
Too big to fail seraient forcées de retourner
à des activités bancaires classiques,
laissant à d'autres la tâche de prendre
des risques ou de gérer des actifs. »*

16 décembre 2009, Bloomberg
<http://bloom.bg/4FE5TN>

**ROBERT
REICH****Ancien ministre
du Travail américain
(1992-1997)**

« Le Président doit proposer de limiter la taille des plus grandes banques du pays afin qu'aucune banque ne soit jamais *Too big to fail*. Et de ressusciter la loi Glass-Steagall, qui séparait autrefois la banque commerciale de la banque d'investissement.

Dans les années 1980, les dix plus grandes banques avaient moins de 30 % des dépôts bancaires. Maintenant, elles

en ont 54 %. [...] Comme les prêteurs et les investisseurs savent qu'elles sont trop grosses pour faire faillite, les quatre plus grandes banques ont un avantage concurrentiel par rapport à des concurrents plus petits qui présentent plus de risques financiers. Cela signifie donc qu'elles deviennent encore plus importantes.

Scinder les plus grandes banques et plafonner la taille des banques n'est plus une proposition radicale de nos jours. [...] Il n'est pas trop tard pour que le Président défende ces mesures. »

Robert Reich, 19 octobre 2012,
robertreich.org
<http://bit.ly/QA1g5A>



DAISUKE KOTEGAWA

Ancien représentant japonais au FMI

Il fut également conseiller du ministre japonais des Finances (1981-1985)

« L'abolition complète de la loi Glass-Steagall en février 1999 a été la principale cause structurelle de la bulle financière aux États-Unis et en Europe de 2002 à 2007. [...]

La faillite de Lehman le lundi 15 septembre 2008, sans dérouler son énorme volume de transactions transfrontalières a eu un effet extrêmement contagieux sur le système financier mondial. [...] La liquidation de Lehman seulement après que toutes les transactions à l'étranger aient été déroulées aurait pu éviter une crise mondiale. Mais naturellement, si Lehman Brothers n'avait été liquidée qu'après que toutes les transactions transfrontalières aient été soldées, le gouvernement des États-Unis aurait dû dépenser une énorme somme d'argent des contribuables pour renflouer Lehman Brothers, protéger le système financier américain, et mettre un terme à tout effet de contagion sur les autres institutions financières. Si cela était arrivé, le gouvernement aurait dû donner une justification détaillée pour expliquer aux contribuables pourquoi une somme aussi colossale d'argent public devait être dépensée. Il est fort probable que ceci aurait aussi nécessité une enquête sur la responsabilité de la direction et des autorités de surveillance.



Une telle enquête n'a jamais été menée aux États-Unis ni au Royaume-Uni durant les trois ans et demi qui ont suivi la faillite de Lehman Brothers. En revanche, il y a dix ans au Japon, la responsabilité des dirigeants impliqués dans la faillite d'institutions financières telles que Yamaichi, LTCB et PNE a été soigneusement étudiée, tandis que la plupart de ces cadres ont été arrêtés et poursuivis en justice. Nous avons souligné depuis longtemps la nécessité de telles enquêtes à nos homologues dans les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, mais notre voix n'a pas encore été entendue. »

Daisuke Kotegawa,
21 mars 2012



DAVID STOCKMAN

Ancien directeur du Bureau du Budget américain 1981-1985

« Notre plus grand problème de régulation, ce sont les banques géantes de Wall Street. Elles demeurent dangereuses en étant sous la quasi-tutelle de l'État et elles ont inexorablement tendance à en abuser pour spéculer avec les dépôts assurés par les contribuables

et avec l'argent bon marché de la Fed. Oubliez le *Too big to fail*. Ces banques sont trop grosses pour exister - trop grosses pour être gérées en interne et régulées de l'extérieur. Il faut les scinder par décret.

Au lieu de cela, le ticket Romney-Ryan s'attaque à la loi Dodd-Frank, inutile re-fonte réglementaire, alors que ce qu'il faut, c'est une restauration de la loi Glass-Steagall. »

David Stockman, 13 août 2012,
The New York Times
<http://nyti.ms/SWGWvp>



ELIOT SPITZER
Ancien procureur
général puis gouverneur
de l'État de New York

« Les banques étaient trop grosses pour faire faillite avant, et elles sont toujours trop grandes pour faire faillite aujourd'hui. Nous avons été obligés de renflouer les banques et nous avons injecté des milliards de dollars dans le système financier, véritable socialisation des pertes et privatisation des profits. La question est : "Avons-nous obtenu la réforme dont nous avons besoin ?" et, malheureusement, la réponse est non, nous ne l'avons pas obtenue. Nous reconstruisons le même édifice, les mêmes structures, le même gouvernement garantit impli-

citement ce que ces banques font parce que si elles devaient commencer à avoir des difficultés aujourd'hui, une fois de plus, il nous faudrait intervenir. Le gouvernement n'a pas de projet qui indique que nous allons restructurer en profondeur le secteur des services financiers afin que nous ne soyons plus confrontés au même problème à l'avenir.

Beaucoup de gens ont dit : le *Too big to fail* est inacceptable. Il nous faut enfin porter un regard critique sur le système de concentration financière qui est devenu la politique de ce gouvernement depuis 10 ou 15 ans, où les banques ont été autorisées à fusionner et sont devenues ces énormes structures. Il nous faut enfin dire que vous ne pouvez pas être aussi grosses. Vous ne devriez pas être interconnectées – c'est le mot utilisé de nos jours qui signifie la même chose. Il faut répartir ces mégabanques sur des bases régionales ; il faut les scinder suivant leurs activités. Il faut dire qu'elles ne seront pas garanties la prochaine fois. Ainsi, le cours naturel - la pression économique - les forcera à se scinder. Rien ne devrait être aussi gros.

Il y a des années, quand j'étais procureur général, j'ai dit que je ne ferais pas confiance à la SEC (NDR : l'Autorité des Marchés Financiers) pour bâtir une clôture pour ma maison. [...]. Le fait est que le système de réglementation a totalement échoué. Il a été capturé par l'industrie. [...] La Fed a échoué. La SEC a échoué. Qui devons-nous croire alors ? Très peu de personnes au sein du gouvernement fédéral. »

Eliot Spitzer, 10 septembre 2009,
The TakeAway
<http://bit.ly/10XRzEN>

« Il nous faut augmenter fortement la régulation financière – même si cela ralentit la marche des affaires. [...]

Il nous faut cesser de nommer "synergies" de simples conflits d'intérêts ! Les banques dont les dépôts sont assurés par le gouvernement fédéral ne devraient pas posséder des hedge-funds. Il nous faut revenir au Glass-Steagall Act. »

Eliot Spitzer, 1^{er} mai 2012,
The Real Deal
<http://bit.ly/1Exqh3>



PHILIPPE LAMBERTS

Député européen

*Il est également porte-parole
du Groupe des Verts/ALE
sur les matières financières*

« On ne régule pas une banque casino comme une banque de bon père de famille. Une étude du CEPS sur les banques européennes suggère aussi l'imposition d'un effet de levier maximum. [...] La mauvaise nouvelle, c'est que sur toutes ces propositions, nous rencontrons une opposition massive. »

Dans les discussions en cours au niveau européen, on joue sur les fonds propres avec des définitions de plus en plus laxistes, on joue sur les modèles de risque sans que les régulateurs puissent mettre leur nez dans les modèles, alors que des banques comme BNP Paribas, qui ne cessent de vanter leur contribution à l'économie réelle, ont un modèle de banque spéculative. Mais à quel prix pour la société ? »

Philippe Lamberts, 28 juin 2012, *L'Echo*
<http://bit.ly/SlhGTU>
L'étude du CEPS sur les banques européennes
<http://bit.ly/V24e4p>

« Le rapport Liikanen brise le mythe de la banque universelle comme seul et unique modèle dans l'industrie financière et dessine certains contours de la réforme du secteur bancaire, dont la nécessité n'est plus à rappeler. Néanmoins, nous déplorons le manque d'ambition du rapport sur certains aspects essentiels à une réforme digne de ce

nom, comme par exemple la structure des banques ou la question des rémunérations.

Le cloisonnement des activités de marché de la banque – dont il est question dans le rapport – peut certes contribuer à limiter les effets de contagion intra- et interbancaires. En d'autres termes, ce cloisonnement permet d'éviter que les particuliers et les entreprises (c'est-à-dire leurs dépôts) soient victimes des pertes accusées par les activités d'investissements de leurs banques, qui n'ont rien à voir avec eux.

Néanmoins, les propositions du rapport Liikanen ne règlent en rien les problèmes engendrés par l'existence de banques « trop grandes pour faire faillite ». D'autres mesures, telles que la limitation de la taille des actifs détenus par les banques, seraient pourtant indispensables pour réduire la nature systémique de l'industrie bancaire européenne. Nous nous inquiétons également des exceptions proposées par le rapport Liikanen pour certaines activités de marché, qui pourraient créer un vide juridique et neutraliser les propositions de cloisonnement. Enfin, nous regrettons que le groupe d'experts n'ait pas considéré l'option de séparation stricte entre activités de détail et activités d'investissements, pourtant plus sûre et plus facile à mettre en œuvre que l'option présentée aujourd'hui.

La proposition d'utiliser les obligations convertibles (« bail-in bonds » en anglais) pour le paiement de bonus est intéressante à première vue, mais ne s'attaque pas au véritable problème: les rémunérations excessives caractéristiques du secteur bancaire. Nous restons convaincus de la nécessité d'un plafonnement absolu des bonus, tel que nous tentons de l'introduire dans la directive fonds-propres (CRDIV) en cours de négociation entre le Parlement et le Conseil.

En conclusion, les dispositions du rapport Liikanen contribuent à la nécessaire réforme du secteur bancaire, mais nous souhaitons aller plus loin. Nous continuerons à travailler pour pallier les manques de ce premier rapport, dans le cadre d'éventuelles propositions législatives qui suivraient.

Philippe Lamberts, 2 octobre 2012, *CP*
<http://bit.ly/SlgEXW>



JOHN M^CFALL ET PHILIP AUGAR

Le premier est l'ancien président de la Commission des finances du parlement britannique, le second est un ancien banquier d'investissement

« Réformer le système nécessite de rompre le modèle actuel et nous irions au-delà des solutions conventionnelles de type Glass-Steagall. Des activités telles que la finance d'entreprise, la fourniture de conseils pour les investisseurs et les opérations pour compte propre devraient être séparées les unes des autres tout en étant détachées de la gestion des dépôts.

Cela créerait des institutions plus petites et moins rentables et résoudrait bon nombre de problèmes, dont beaucoup ont été causés par des institutions financières en suractivité. Le système que nous préconisons rétablirait l'équilibre du pouvoir économique envers des secteurs autres que la finance. Il



endigueraient le flux de capitaux qui se retrouvent dans les bonus des banquiers et débarrasserait le monde des institutions financières qui sont trop grosses pour faire faillite. »

Philip Augar et John McFall,
"Pour réparer le système,
nous devons scinder les banques",
10 septembre 2009, *The Financial Times*
<http://on.ft.com/Qlr2iL>



PAROLES DE RÉGULATEURS



TED KAUFMAN
Sénateur américain
du Delaware

*Il préside également l'Autorité
parlementaire américaine de contrôle
des marchés financiers*

« Le Glass Steagall Act a divisé les institutions financières en deux groupes - les banques commerciales, qui voyaient les dépôts assurés par la FDIC [NDR. Le fond de garantie public], et les banques d'investissement, qui pouvaient s'engager dans des investissements plus risqués, mais qui n'avaient pas l'assurance du FDIC. Les banques commerciales devaient être des institutions à faible risque et à faible rendement et les banques d'investissement devaient être des institutions à haut risque et à rendement élevé.

Cela a duré 50 ans, durant lesquels le pays a prospéré sans grande crise financière. Puis [...en 1999] le Glass Steagall Act a été entièrement annulé et les banques commerciales ont à nouveau été autorisées à s'engager dans la banque d'investissement. Il n'a fallu que dix ans pour le résultat inévitable : la crise financière de 2008. [...]

Comme la plupart des autres questions importantes tentant de réformer Wall Street, le Congrès a trans-

mis le **mistigri** aux organismes de régulation. Plus d'un an après le passage de la loi Dodd-Frank, les régulateurs ont ainsi dévoilé un projet réglementaire de 298 pages. Il comprend 350 questions sur lesquelles les régulateurs ont demandé la participation du public. La complexité du projet soulève de vraies questions sur la façon dont il pourra être appliqué. En outre, des experts chevronnés ont de nombreuses inquiétudes au sujet de beaucoup de définitions vagues et d'exemptions claires dans le projet. Il existe, par exemple, une exception pour les activités de "market making". Je vous promets que les avocats de Wall Street et les comptables auront vite fait de transformer ceci en une **échappatoire** instantanée.

De toute évidence, la tentative de Paul Volcker de faire face au problème réel de banques qui font des paris à haut risque avec les dépôts garantis par le gouvernement a évolué, en seulement un an, en une **excuse pour ne pas faire grand-chose**, si ce n'est rien du tout. [...]

Il n'y a pourtant rien de gauchiste à vouloir remettre en vigueur ce qui était durant de nombreuses années considéré comme une approche très prudente de la taille des banques et du risque. Je n'ai aucun doute que le Glass Steagall - ou quelque chose de très semblable - finira par redevenir la règle. La seule question est de savoir quelle quantité de souffrance tous les Américains auront à endurer avant que ceci n'arrive. »

Ted Kaufman, 17/10/2011,
The Huffington Post <http://huff.to/qh79N1>

« Il m'apparaît clairement que la loi Dodd-Frank [NDR : donc la règle Volcker], quelles que soient ses bonnes intentions, ne nous protège pas contre un autre effondrement. [...] **Des solutions telles que le rétablissement de Glass-Steagall** [ou une limitation de la taille des banques] sont clairement disponibles et nous en avons désespérément besoin. »

Ted Kaufman, 25/07/2012,
Conférence au Congrès

« La campagne de lobbying des derniers mois pour influencer les régulateurs en charge de la mise en œuvre de la règle Volcker méritait d'être vue. Une étude de Kimberly Krawiec [...] montre qu'entre le 26 juillet 2010 et le 11 octobre 2011, **93 % de ceux qui ont visité les membres ou le personnel de l'Autorité des Marchés Financiers**

▶ à propos de l'amendement Volcker étaient des institutions financières, cabinets d'avocats, cabinets comptables, associations de traders, lobbyistes ou conseillers politiques qui représentaient les institutions financières. Le reste, 7 % représentaient l'intérêt public ou des syndicats.

Compte tenu de la vision hémiplegique qu'ont reçue les régulateurs, il est difficile d'imaginer une mise en œuvre mordante de la règle Volcker. Ma première réaction, à savoir que c'était une simple feuille de vigne, est sur le point de se révéler juste. En tout juste un an, une règle qui devait faire face au problème très réel de banques qui font des paris à haut risque avec les dépôts garantis par le gouvernement aura évolué en une version édulcorée qui ne contribue guère à résoudre notre lancinant problème du *Too big to fail*. [...]

Albert Einstein définit la folie comme le fait de faire la même chose encore et encore et d'espérer des résultats différents. Vous n'avez pas besoin d'être Einstein pour reconnaître cette folie du *Too big to fail* pour ce qu'elle est. »

Ted Kaufman, 5 mars 2012,
www.tedkaufman.com
<http://bit.ly/Txw8li>
L'étude de Kimberly Krawiec
<http://bit.ly/yqQ68G>

« Nous n'avons pas tiré les leçons de la faillite de LTCM [NDR : 5 Md\$ de pertes en 1998 sur 1 200 Md\$ de positions] et nous ne semblons avoir rien appris de la crise qui a suivi.

Lors du débat sur la loi Dodd-Frank, j'ai constamment avancé l'argument que nous devons faire des choix difficiles tout de suite, alors que la douleur de la crise financière était encore là. Un de ceux qui ont soutenu le contraire, à savoir que les décisions devaient être laissées aux organismes de régulation, a été le ministre des finances Timothy Geithner.

Ironiquement, il était donc intéressant de lire ses observations dans un récent article du *Wall Street Journal*. "Nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier les leçons de la crise et les dégâts qu'elle a causés à des millions d'Américains. L'amnésie est ce qui provoque les crises financières."

J'aurais voulu qu'il ait été inquiet à propos de l'amnésie financière il y a deux ans. Je crains que, à ce stade, la bataille pour corriger les causes de la crise soit à peu près terminée.

Et nous avons perdu.

Ted Kaufman, 17 mars 2012,
www.tedkaufman.com
<http://bit.ly/S9ZYBt>

SHEILA BAIR

Présidente de la FDIC

La Federal Deposit Insurance Corporation garantit les dépôts bancaires américains. Sheila Bair est classée 2^e femme la plus puissante du monde en 2008 selon Forbes

« J'ai été sidérée des propos de Sandy Weill [appelant désormais à un nouveau Glass Steagall] ; c'est assez ironique venant de quelqu'un qui a

poussé avec son entreprise à l'abrogation du Glass Steagall Act – Citigroup étant la tête d'affiche pour l'effet *Too big to fail* durant la crise de 2008.

Mais évidemment, je suis d'accord avec lui. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, je pense que ces banques sont trop grosses pour être gérées de manière centralisée, trop grosses pour être régulées efficacement et ne produisent pas de bonne valeur pour l'actionnaire.

Il y aurait beaucoup d'avantages à scinder ces banques.

Sheila Bair, 25 juillet 2012,
CNBC
<http://bit.ly/NEHIAG>



NEIL BAROFSKY

Ancien inspecteur
général du TARP
2009-2011

*Le TARP fut un plan
de soutien bancaire
américain de 700 Md€*

« Il est à la fois possible et nécessaire de scinder les grandes banques et de rétablir le Glass-Steagall.

Les incitations financières sont trop grandes pour que les banquiers ne réalisent pas des investissements risqués avec l'argent des déposants. En fin de compte, nous obtiendrons des banques d'une taille gérable, et si elles font de mauvais choix et sautent, le contribuable n'aura pas à les sortir du pétrin.

Nous pouvons arriver à ce résultat par le simple bon sens, et non pas à travers les règles complexes qui sont mises en place et que les banques détournent en se glissant dans les interstices, continuant à accumuler les risques. Cela revient à



monétiser la garantie implicite, véritable subvention des contribuables à travers le *Too big to fail*. Nous avons besoin de les éclater. Sinon, nous allons subir une répétition de la même crise. [...]

Nous avons eu des décennies de stabilité du système bancaire en vertu du Glass-Steagall, et ce qu'il nous faut,

c'est une version modernisée de la loi Glass-Steagall. »

Neil Barofsky, août 2012, CNBC
<http://bit.ly/RfnQGJ>

ELIZABETH WARREN

Ancienne présidente
du conseil de surveillance
du TARP

*Créatrice de l'agence gouvernementale
de protection des consommateurs,
surnommée « sheriff de Wall
Street » par Time Magazine :*

« Les récentes pertes de JP Morgan montrent que des risques graves menacent toujours notre système bancaire, et si nous n'agissons pas, alors le prochain gros trading qui va échouer pourrait menacer toute notre économie.

Nous ne devrions pas faire confiance aux banques de Wall Street pour s'auto-réguler. Parce que nous avons appris, au cours de la crise financière de 2008, qu'elles ne prennent

pas seulement des risques avec leur propre argent, mais qu'elles prennent des risques avec l'ensemble de l'économie.

C'est pourquoi aujourd'hui, j'appelle le Congrès à mettre à l'ordre du jour une nouvelle réforme de Wall Street et à commencer par passer une nouvelle loi Glass-Steagall.

Une nouvelle loi Glass-Steagall séparerait les banques d'investissement à haut risque des banques plus traditionnelles. Elle permettrait à Wall Street de prendre des risques, mais pas en puisant dans les économies et l'épargne-retraite des gens ordinaires.

Les paris risqués de Wall Street ont presque mis l'économie à genoux en 2008, mais au lieu d'en prendre la responsabilité, Wall Street a fait pression pour édulcorer la réforme financière Dodd-Frank de 2010 et s'est battu pour affaiblir la réforme que le Congrès a votée. Il est devenu clair au fil du temps - et encore plus clairement la semaine dernière - que des réformes supplémentaires de Wall Street sont nécessaires.



▶ En rendant les banques plus petites, une nouvelle loi Glass-Steagall pourrait aussi aider à **mettre un terme aux banques qui sont *Too big to fail*** et donc à éviter au contribuable des renflouements coûteux. »

Elizabeth Warren, 14 mai 2012,
elizabethwarren.com
<http://bit.ly/URRkIf>

« On entend parfois qu'il ne serait pas possible de déterminer des réglementations bancaires simples, qu'il est difficile de déterminer ce qui est spéculatif, que le monde est complexe, que les réglementations votées sont difficiles à mettre en œuvre.

Eh bien, c'est l'argument le plus fort pour un Glass-Steagall moderne. La loi Glass-Steagall imposait en effet de séparer les hedge-funds de la banque commerciale. Si une grande institution veut aller jouer sur le marché, c'est très bien. Mais elle n'obtient alors pas la sauvegarde du gouvernement fédéral. S'il est trop compliqué de mettre en œuvre la règle Volcker,



devons-nous abandonner et laisser les plus grandes institutions financières faire ce qu'elles veulent?

Ou ne serait-ce pas plutôt la preuve que nous avons besoin d'un nouveau Glass-Steagall – que j'appelle de mes vœux ? Je pense que le débat devrait être sur la table. »

Elizabeth Warren, 14 mai 2012,
The Washington Post <http://wapo.st/JBYMm0>



ARTHUR LEVITT

**Ancien président
de la SEC (1993-2001)**

*La SEC est l'Autorité
des marchés financiers
américaine*

« Je pense qu'il est possible de faire fonctionner simplement un monde complexe. Et il est certainement possible de faire fonctionner un monde complexe en le rendant encore plus complexe. Et je pense que la loi Dodd-Frank et probablement la règle Volcker sont l'essence même de la complexité. Elles ne remplaceront jamais ce que la loi Glass-Steagall nous a donné. [...] »

On peut toujours augmenter les fonds propres et donc réduire les leviers, c'est positif. Mais vous ne pouvez pas simple-

ment dire que les banques ont besoin de plus de capital, sans dire qu'une meilleure réponse pourrait être de diminuer la taille de ces institutions, de les scinder, d'en vendre certaines divisions, d'en changer le niveau de complexité. Sans cela, il n'y aura tout simplement pas assez de capital pour fournir une protection contre le genre d'événements que nous avons subi ces dernières semaines. »

Arthur Levitt, 2 juin 2012,
Bloomberg TV
<http://bit.ly/113rmos>

« Clairement, je regrette mon soutien à l'abrogation du Glass-Steagall. [...] La règle Volcker n'aurait pas empêché l'effondrement du marché en 2008 et la loi Dodd-Frank est une énorme erreur. »

Arthur Levitt, 19 juin 2012,
Bloomberg TV
<http://bloom.bg/MqezVc>



JEAN-PIERRE JOUYET**Ancien président de l'Autorité
des Marchés Financiers (2008-2012)**

*« À peu près tout le monde est d'accord
avec le Glass-Steagall, sauf toutes
les grandes banques françaises,
qui ont bâti leur compétitivité internationale
sur l'absence de cette distinction. »*

Jean-Pierre Jouyet,
21 septembre 2009



PAROLES D'ÉCONOMISTES

MAURICE ALLAIS

Économiste. Prix Nobel d'économie 1988

« Ayant en particulier pour ma part expliqué, démontré et annoncé depuis plus d'une décennie dans mes ouvrages la catastrophe financière mondiale survenue au cours de l'été 2008, je ne puis que m'associer pleinement à toute initiative [NDR : le rétablissement du Glass Steagall] visant à instaurer un large débat public en vue de refonder radicalement le système de crédit et le système monétaire international. »

Maurice Allais, 27 novembre 2009

« Il faut une modification profonde des structures bancaires et financières reposant sur la dissociation totale des activités bancaires telles qu'elles se constatent aujourd'hui et leur attribution à trois catégories d'établissements distincts et indépendants :

1. des banques de dépôt assurant seulement, à l'exclusion de toute opération de prêt, les encaissements

et les paiements, et la garde des dépôts de leurs clients, les frais correspondants étant facturés à ces derniers, et les comptes des clients ne pouvant comporter aucun découvert ;

2. des banques de prêt empruntant à des termes donnés et prêtant les fonds empruntés à des termes plus courts, le montant global des prêts ne pouvant excéder le montant global des fonds empruntés ;

3. des banques d'affaires empruntant directement au public ou aux banques de prêt et investissant les fonds empruntés dans les entreprises. »



Maurice Allais, 1998,
La Crise mondiale d'aujourd'hui

« Nicolas Sarkozy et Barack Obama ne vont pas assez loin : il faut interdire aux banques de spéculer, il faut rétablir le Glass-Steagall Act. Le problème fondamental, c'est qu'une coalition de bandits de la finance spéculé au détriment du public. »

Maurice Allais, 6 février 2010,
La Tribune
<http://bit.ly/aeGdZW>



JOSEPH STIGLITZ

Économiste. Prix Nobel d'économie 2001

« Bill Clinton n'a pas abrogé le Glass-Steagall Act quand j'étais son conseiller, il l'a fait après. Mais nous en avons beaucoup discuté. J'y étais très opposé, je me suis battu contre Robert Rubin à l'époque. Le secrétaire au Trésor venait de Goldman Sachs.

Citibank voulait devenir une banque universelle. Et son directeur, Sandy Weil, pensait qu'il pouvait faire beaucoup d'argent en rassemblant les

► différentes activités des banques. Il a fait pression. Jusqu'à obtenir ce qui a parfois été appelé le Citybank Act.

Le secrétaire au Trésor, Robert Rubin, a rejoint ensuite Citibank... Ce qui est intéressant, c'est que Sandy Weil a récemment déclaré qu'il faudrait réintroduire la séparation des activités bancaires. J'ai trouvé ce revirement très choquant. »

Joseph Stiglitz,
13 septembre 2012, *Rue89*
<http://bit.ly/Sr8rA0>

« Pensez-vous qu'il faille scinder les grandes banques françaises, comme BNP Paribas, Société Générale ou Crédit Agricole ? Je pense que les très grandes banques doivent être scindées. Il peut y avoir des différences entre les pays. Aux États-Unis, on s'est rendu compte qu'on ne pouvait pas réguler les grandes banques. Nous savons que le poids politique des plus grandes banques est tellement important que nous n'arriverons jamais à une bonne régulation. Il y a peut-être des pays qui arriveront à réguler les très grandes banques - les banques systémiques - mais je ne suis pas très confiant.

Ce qui est clair, en revanche, c'est que si on ne peut pas les réguler efficacement, une mesure sage c'est de les couper en deux. Il n'y a pas de preuve que des banques aussi énormes soient utiles à la société. Et on commence à comprendre que non seulement ces banques sont trop énormes pour qu'on les laisse faire faillite, mais qu'elles sont trop énormes pour être dirigées efficacement, et tellement énormes qu'elles sont devenues irresponsables... »

Joseph Stiglitz, 8 octobre 2012,
Le monde d'après, France 3

« Les banques qui ont semé la pagaille dans l'économie mondiale n'ont toujours pas fait ce qu'il faut faire. Pire encore, elles ont reçu le soutien de la Fed, dont on aurait pu attendre un peu plus de prudence compte tenu de l'ampleur de ses erreurs passées et de sa complicité évidente à servir les intérêts des banques qu'elle était censée réguler.

Cela est important et pas uniquement du point de vue de l'histoire ou des responsabilités : trop de choses sont laissées aux soins des régulateurs. Et une question reste en suspens : peut-on leur faire confiance ?



À mon sens, la réponse est un non sans ambiguïté, et c'est pourquoi il nous faut « bétonner » plus encore le cadre réglementaire. L'approche habituelle – confier aux régulateurs la responsabilité de régler les détails – ne sera pas suffisante.

Cela entraîne une autre question : à qui peut-on faire confiance ? Pour ce qui est des sujets économiques complexes, cette confiance a été remise entre les mains des banques (si elles font autant d'argent après tout, c'est qu'elles doivent bien savoir ce qu'elles font!) et des régulateurs, qui souvent (mais pas toujours) viennent des marchés. Mais les événements de ces dernières années ont montré que les banques peuvent gagner des milliards tout en mettant en danger l'économie et en infligeant des pertes considérables à leurs propres entreprises. [...]

Comme toujours, le « diable se cache dans les détails », et les lobbies du secteur financier ont œuvré avec force afin de s'assurer que les détails des nouvelles régulations fonctionnent dans le sens des intérêts de leurs employeurs. »

Joseph Stiglitz, 4 juin 2010,
Les Échos
<http://bit.ly/RgrEHH>



KENNETH ROGOFF
Ancien chef-économiste
du FMI

« À la question de savoir si les régulateurs et les législateurs sont parvenus à corriger les défauts du système financier qui ont conduit le monde au bord d'une récession majeure, la réponse est non. [...] Peu de choses ont véritablement changé. La législation et la régulation mises en place à la suite de la crise ont principalement servi de pansements pour préserver le statu quo. Les hommes politiques et les régulateurs n'ont ni le courage politique, ni la conviction intellectuelle nécessaires pour revenir à un système beaucoup plus clair et plus direct. [...] »

La « règle Volcker, » dont le but était de créer une meilleure séparation entre les banques commerciales ordinaires et les opérations bancaires pour compte propre plus risquées, a elle aussi été considéra-

ment allégée au fur et à mesure de son cheminement dans le processus législatif. L'idée simple de l'ancien directeur de la Réserve Fédérale a été diluée sur des centaines de pages de jargon juridique.

Le problème est pour le moins simple : au gré de la complexification de la finance, les régulateurs ont tenté de tenir le rythme en adoptant des règles encore plus compliquées. C'est une course à l'armement que les agences gouvernementales sous-financées n'ont aucune chance de gagner.

Déjà dans les années 90, les régulateurs se plaignaient en privé des difficultés de garder les équipes capables de comprendre rapidement les évolutions rapides des marchés de dérivés. Les assistants de recherche avec une année d'expérience travaillant sur les dérivés étaient aspirés par le secteur privé, à des salaires cinq fois supérieurs à ceux que le gouvernement était en mesure de proposer.

A peu près à la même période, au milieu des années 90, les universitaires ont commencé à publier des articles suggérant que la seule manière efficace de réguler les banques modernes était une forme d'autorégulation : laisser les banques concevoir leurs propres systèmes de gestion des risques, les auditer le moins possible, et les punir sévèrement en cas de pertes en dehors des paramètres autorisés.

De nombreux économistes ont argué que ces modèles intelligents étaient défectueux, parce que la menace de punition n'était pas crédible, particulièrement en cas d'effondrement systémique affectant une grande part du système financier. Mais les articles furent malgré tout publiés, et les idées appliquées. Inutile d'en rappeler ici les conséquences. [...]

Les universitaires sont certainement à blâmer pour cette inertie, car nombre d'entre eux continuent de défendre d'élégants modèles de marchés parfaits, mais pleins de défauts, qui créent une illusion de sécurité pour un système qui est en fait très exposé aux risques. [...]

Un système bien plus simple et transparent conduirait à terme à plus de crédit et à une plus grande stabilité, et non le contraire. Il est grand temps de remettre un peu de bon sens dans la régulation des marchés financiers. »

Kenneth Rogoff, 6 septembre 2012,
Project Syndicate
<http://bit.ly/RgtrMV>



NOURIEL ROUBINI

Économiste

Il a été qualifié par le New York Times de « sage qui a vu venir la crise »

« Le modèle de supermarché financier n'a à l'évidence pas fonctionné. Une institution où vous avez, tout à la fois, une banque commerciale, une banque d'investissement, des *hedge-funds*, des assureurs et bien d'autres services financiers, devient trop complexe à gérer. Aucun PDG ne peut surveiller efficacement cela. Donc, tout ceci doit être brisé en morceaux. Si vous avez beaucoup d'institutions différentes qui offrent différents types de services financiers, aucune d'entre elles ne sera d'importance systémique. [...]

Je propose de remettre en vigueur les types de restrictions entre la banque commerciale et la banque d'investissement du *Glass-Steagall Act*, règles qui ont déjà existé jusqu'à il y a une dizaine d'années. Elles ont bien fonctionné. Le modèle de supermarché financier a échoué, et il doit être scindé en différents morceaux. »

Nouriel Roubini, 10 mai 2010, *Der Spiegel* <http://bit.ly/ToD5t2>

« Personne n'est allé en prison depuis la crise financière. Lorsque les banques font quelque chose d'illégal, au mieux elles récoltent une amende. Peut-être que cela serait une bonne leçon pour les autres, si certains des banquiers devaient aller en prison. Ou si l'un d'entre eux était pendu dans la rue...

Les banques ont toujours intérêt à tricher et à faire des choses qui sont ou bien illégales, ou bien immorales. La seule chose à faire pour l'éviter serait de briser ces supermarchés financiers. Quand vous avez des activités de banque d'investissement, de gestion d'actifs, de courtage, d'assurance, de mandat, de dérivés, au sein de la même banque commerciale, il n'y a aucune Muraille de Chine et les conflits d'intérêts sont énormes.

Les banquiers sont cupides. Ils ont été cupides au cours des dernières centaines d'années. Ce n'est pas le problème de savoir s'ils ont plus de moralité aujourd'hui qu'il y a un millier d'années. Vous devez vous assurer que les banques se comportent d'une manière qui minimise ces risques. Une manière de le faire est de séparer

ces activités pour minimiser les conflits d'intérêts. Sinon ces choses vont encore se reproduire »

Nouriel Roubini, 8 juillet 2012, *Bloomberg* <http://read.bi/PvEFec>

« La situation des banques est pire qu'avant, parce qu'il y a eu une consolidation massive du système bancaire aux États-Unis : JPMorgan a repris Bear Stearns, Bank of America a repris Countrywide et Merrill Lynch. Il y avait avant la crise des banques qui étaient trop grosses pour faire faillite, et maintenant elles sont encore plus grandes pour faire faillite que par le passé. On a assisté à une consolidation massive.

Le problème n'a pas disparu. La seule solution est de scinder les banques *Too big to fail*. Il n'y a pas d'autre alternative. Nous devons revenir au *Glass-Steagall Act*.

J'aurais pensé qu'après la pire crise financière mondiale depuis une génération, la décision aurait été prise. Peut-être que nous avons besoin d'une autre grande crise financière. »

Nouriel Roubini, 3 octobre 2012, *Bloomberg* <http://bloom.bg/QOH0Bd>





JOHN KAY

**Conseiller économique
de plusieurs gouvernements
dans le monde**

*"Un des plus grands économistes
britanniques"*

« La décision de l'administration Obama de limiter à 500 000 \$ la rémunération des employés des institutions financières soutenues par le contribuable a la simplicité du génie. Une limitation des rémunérations est un moyen efficace de rétablir la séparation du Glass-Steagall Act de la banque commerciale et de la banque d'investissement.

La proposition fixe le plafond à peu près au bon niveau. La banque de détail est dirigée par des personnes qui gagnent moins, et très souvent beaucoup moins, que cela. Mais aucun professionnel ne rejoindra une banque d'investissement s'il ne s'attend à gagner beaucoup plus. Ainsi, la controverse actuelle sur les salaires et les bonus représente plus qu'un symbole face à la colère populaire sur le coût des renflouements par les contribuables. Des questions fondamentales sur la future structure de l'industrie des services financiers sont sous-tendues par cette controverse.

Beaucoup estiment que les conflits d'intérêts dans les conglomérats financiers ont été au cœur des deux

folies financières de la dernière décennie : la bulle de la nouvelle économie en 1998-2000 et l'expansion du crédit de 2003-2007. Pour ces personnes, il est essentiel de réexaminer les problèmes soulevés par les sénateurs Glass et Steagall durant la Grande Dépression. [...]

Mais les bons sénateurs de 1933 ont eu raison. Les conglomérats financiers diversifiés sont une mauvaise idée. Ils sont mauvais pour leurs actionnaires, victimes des tensions organisationnelles créées. Le couronnement des ambitions de Sandy Weill pour Citibank a créé un monstre que ni lui, ni personne d'autre, n'était capable de gérer. Ils sont une mauvaise idée pour ceux qui y travaillent. La tension entre la culture de flibustier du trading et de la banque d'investissement, et la prudence et la méticulosité nécessaires à la banque de détail, est perpétuelle.

Les conglomérats financiers diversifiés sont une mauvaise idée pour les clients, car ils sont victimes des conflits d'intérêts. Surtout, ils sont une mauvaise idée pour les contribuables. Les banques ont utilisé les dépôts des clients, avec leur garantie publique, à titre de collatéral pour du trading spéculatif. Ils ont créé des hedge-funds internes, avec des effets de levier fabuleux par rapport à leurs fonds propres.

L'échec de ces entreprises s'est révélé coûteux pour les actionnaires et pour les travailleurs innocents qui ont découvert que les institutions apparemment solides comme le roc qu'ils avaient rejointes devaient éliminer leurs emplois pour survivre. La faillite bancaire s'est révélée coûteuse pour les consommateurs entraînés dans la chute, et surtout

► pour les finances publiques. La croissance des conglomérats financiers a seulement servi les ambitions des hommes cupides qui les dirigeaient et les intérêts financiers des traders, qui ont été autorisés à jouer avec des masses d'argent qui n'auraient jamais dû arriver dans leurs mains. »

John Kay, "Séparer les flibustiers des méticuleux", 10 février 2009, *The Financial Times* <http://bit.ly/SbceSh>

« Les arguments en faveur du "narrow banking" ["La banque restreinte"] reposent sur la conjonction de trois arguments. Tout d'abord, la structure actuelle de la régulation (surveillance) des services financiers a échoué. [...] Il est temps de tirer les leçons de la régulation plus efficace des autres industries. Ces leçons soulignent clairement la nécessité de réguler au moyen de règles relativement simples, axées sur les structures. [...]

Deuxièmement, [...] la croissance des conglomérats financiers, conséquence de mesures antérieures de libéralisation, ne s'est pas faite dans l'intérêt du public ni, à long terme, des institutions elles-mêmes.

Troisièmement, un grave problème résulte de la capacité des conglomérats financiers à utiliser les dépôts des particuliers, qui sont implicitement ou explicitement garantis par le gouvernement, à titre de garantie pour leurs autres activités et en particulier pour les opérations pour compte propre.

Une telle utilisation des dépôts encourage la prise de risque irresponsable, crée d'importantes distorsions de concurrence, et impose un fardeau inacceptable pour les contribuables. De tels agissements ne peuvent être bloqués que par l'établissement d'un pare-feu entre les dépôts des particuliers et les autres passifs des banques.

Les enjeux sont très élevés. Le secteur des services financiers est maintenant la force politique la plus puissante en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Pour ceux qui en doutaient, ces deux dernières années l'ont démontré. Cette industrie a obtenu des subventions et des garanties d'une ampleur extraordinaire de la part des contribuables, sans aucune condition de fond ni de réforme significative.

Mais les problèmes cruciaux qui ont causé la crise n'ont pas été abordés, et encore moins résolus. Il est donc inévitable que la crise se reproduira. Non pas, évidemment, sous la forme vue dans le boom puis l'explosion de la Nouvelle économie ni dans la bulle du crédit puis la récession, mais dans d'autres do-



maines, non encore identifiés, du secteur des services financiers. »

John Kay, 15 septembre 2009, "Narrow Banking, La réforme de la régulation bancaire"

« Nous devrions passer moins de temps à essayer de faire en sorte que nos organismes de régulation puissent réglementer des mastodontes financiers disposant de chiffres d'affaires plus importants que le PIB de nombreux pays et plus de temps à essayer de remodeler le secteur financier afin que la régulation se concentre sur les intérêts du public. [...]

Certains poussent à la limitation de la taille des banques, mais il est plus important de limiter le champ de leurs activités que de limiter leur envergure. Les conglomérats financiers sont déchirés par des incompatibilités de culture et des conflits d'intérêts ; la contagion entre les institutions a signifié que des échecs dans des parties relativement limitées de leurs opérations ont mis en péril la survie de toute l'entreprise. [...]

Le *Narrow Banking* est dans son esprit un nouveau Glass-Steagall Act. [...] Nous pouvons non seulement parfaitement l'appliquer unilatéralement, mais nous devons impérativement le faire. »

John Kay, janvier 2010, "FAQ Narrow Banking"

« Le *Too big to fail* expose les contribuables à un passif d'un montant illimité, non contrôlé. Le problème de l'aléa moral n'est pas simplement que la prise de risque au sein de ces institutions est encouragée, mais que le suivi interne des risques dans ces institutions est découragé. [...]

Le fait que leurs activités soient couvertes par la garantie implicite ou explicite de l'État devient de plus en plus la norme pour les banques-conglomérats. Les politiciens qu'ils s'attachent apparaissent de plus en plus comme leurs porte-parole, épousant la vision révisionniste qui est que la crise a été causée par une mauvaise régulation. Ce qui est faux : la crise a été causée par des dirigeants bancaires cupides et incompetents qui ont échoué à contrôler des activités qu'ils ne comprenaient pas. Si les régulateurs peuvent être accusés de ne pas avoir agi assez vigoureusement, l'affirmation selon laquelle ils auraient causé la crise est aussi ridicule que l'affirmation selon laquelle le crime serait causé par l'indolence de la police.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre est l'un des rares officiels publics ayant compris que l'objectif premier de la réglementation est de protéger le public, à la fois en tant que contribuables et clients des services financiers, et non pas de promouvoir les intérêts de l'industrie des services financiers. Lorsque la prochaine crise frappera, et elle le fera, ce public grugé est susceptible de se retourner, non pas seulement contre les hommes politiques qui ont été négligemment prodigues avec des fonds publics, ou contre les banquiers, mais contre l'économie de marché. Ce qui est désormais en jeu pourrait ne pas être seulement l'avenir de la finance, mais l'avenir du capitalisme. »

John Kay, "Le *Too big to fail* est une idée trop bête pour survivre", 27 octobre 2009, *The Financial Times*
<http://on.ft.com/QJtmBs>

« Avec les propositions Volcker, Vickers et Liikanen, nous avançons dans la bonne direction, à savoir reconnaître que les problèmes ont à voir avec la structure de l'industrie, plutôt que de tenter de créer des règles sur le comportement des gens. Mais ces propositions sont toutes assez mo-

destes, pour un début. Quelle sera l'efficacité réelle de chacune est désormais une question ouverte. [...]

Le problème fondamental de la réforme Vickers est qu'il y a une réelle difficulté pour définir assez précisément ce qu'il faut cantonner ainsi que pour limiter les risques de contournement. [...]

Je pense que l'efficacité du cantonnement serait démontrée par le fait que Barclays veuille se scinder. Si le cantonnement était vraiment efficace, les banques universelles auraient peu de raisons de vouloir maintenir leur structure. »

Cependant, quoi que nous fassions en termes de cantonnement, cela ne répondra pas au problème de la différence de culture entre les activités, qui fait partie de ce qui a créé toutes nos difficultés. [...]

Je serais très heureux qu'on en vienne, comme je l'ai proposé dans mon article *Narrow banking*, à séparer de façon structurelle les crédits et les prêts des dépôts. Je serais également heureux que nous aboutissions à une organisation bancaire étroite qui ne prête que dans une gamme très strictement définie de catégories. [...]

Mon point de vue de base est que le *Too big to fail* est une doctrine qui est inacceptable tant pour des raisons de dynamisme économique que parce que les démocraties ne peuvent pas avoir des organisations du secteur privé qui soient trop grosses pour faire faillite. Cela signifie que les gouvernements peuvent alors être soumis à un chantage, exactement de la façon dont ils l'ont été. [...]

Pour différents services publics – gaz, électricité, télécommunications, etc. – [...] nous avons essayé de créer des cantonnements de toute sorte. En fin de compte, dans la plupart des cas, à la fois les institutions elles-mêmes et les régulateurs ont fini par emprunter la route de la scission. »

John Kay, 29 octobre 2012, Audition au Parlement
<http://bit.ly/VburU6>



ROGER BOOTLE

Économiste

Il est également éditorialiste au Daily Telegraph, c'est "l'un des économistes leaders de la City"

« Ce qui a mal tourné est en grande partie en lien avec la culture d'entreprise. Je me souviens quand je suis arrivé à la City, jeune et inexpérimenté, en tant qu'ancien professeur à Oxford, avoir été dérouté par le concept. Pourquoi diable voulez-vous que les entreprises aient une "culture" - et pourquoi cela devrait-il être important? Eh bien nous pouvons tous, désormais, voir la réponse.

Mais obtenir la bonne culture est grandement facilité par le fait d'avoir la bonne structure de l'industrie. C'est pourquoi il est si mauvais d'avoir des mastodontes bancaires exerçant des tas d'activités. Les activités de banque commerciale et de trading sont tout à fait différentes. Elles ont donc besoin de différentes cultures.

Le cantonnement des banques commerciales et des banques d'investissement proposé par la Commission Vickers va dans le bon sens - mais pas assez loin.

Je pense que Vickers se révélera n'être qu'une étape. Ce qu'il nous faut, c'est la séparation complète des institutions, consacrant ainsi les différentes cultures ou, en d'autres termes, la résurrection de la séparation qui a été appliquée en Amérique par le Glass Steagall Act.

En fait, je pense que nous devons aller plus loin. Il y avait beaucoup de défauts dans l'ancienne City, avant les réformes soi-disant « Big Bang » de 1986. Mais il y avait aussi de bons éléments. J'ai toujours été intrigué par la façon dont nous nous sommes aussi facilement débarrassés de ce qu'on appelle la « capacité unique », qui est l'exigence que lorsqu'une société de placement traite avec des clients alors il ne faut pas qu'elle prenne des positions. Ces entreprises ont été appelées courtiers. De même, les entreprises qui tiennent les marchés et réalisent des opérations sur des valeurs mobilières, (appelées

grossistes) ne pouvaient pas traiter directement avec des clients. Cette séparation réduisait au minimum les possibilités de conflits d'intérêts et elle a favorisé la mise en place d'une culture au service du client.

On entend parfois l'idée que les défaillances du système actuel seraient la faute de tous les régulateurs. Enlevez toutes les restrictions réglementaires et le capitalisme fonctionnera à sa manière habituelle afin de promouvoir les meilleurs intérêts de la société. **Quel non-sens ! [...]**

Jusqu'à récemment, les gens ordinaires considéraient que ces banquiers devaient finalement faire quelque chose d'utile pour justifier leurs énormes récompenses. Mais plus maintenant. **C'est la vénalité, l'incompétence et la médiocrité, tout autant que la taille des rémunérations, qui rendent les gens furieux.**

Nous avons récemment entendu certains soutenir que la rémunération des dirigeants n'est l'affaire de personne d'autre que des actionnaires. **Cela trahit une vision étrange de la société. En réalité, c'est la vision que la société n'existe pas.**

Soi-disant, nous sommes tous des agents atomistiques égoïstes. Donc, il n'y a aucune place pour le devoir, l'honneur, ou l'identité collective. [...]

L'apologie de telles choses corrode la confiance du public et érode le sentiment que nous appartenons à une même société. Tout ça pour des récompenses excessives qui sont effectivement volées au reste d'entre nous - en tant qu'employés, clients ou retraités. Si on laisse ce sentiment aller trop loin, nous allons en effet cesser d'appartenir à une même société - avec des conséquences désastreuses pour nous tous.

Dans un monde idéal, bien sûr, les actionnaires feraient preuve de la retenue appropriée concernant le comportement des banques et d'autres entreprises. Mais nous ne vivons pas dans un tel monde. Le modèle de propriété lointaine et largement passive ne fonctionne pas.

De toute évidence, nous avons besoin de réparer cette partie du système capitaliste. »

Roger Bootle,
8 juillet 2012,
The Telegraph
<http://bit.ly/LJnS2v>





LUIGI ZINGALES
Professeur à la Booth School
of Business de l'université
de Chicago

« Je dois admettre que je n'étais pas un grand fan de la séparation forcée entre banque d'investissement et banque commerciale, à l'instar de la loi Glass-Steagall aux États-Unis. Je n'aime pas les restrictions à la liberté contractuelle, sauf si j'y vois un argument convaincant selon lequel le libre marché se trompe. [...] »

Au cours des deux dernières années, j'ai révisé mon jugement et je suis désormais convaincu qu'il faut imposer la séparation.

Il y a certainement de meilleurs moyens de gérer les prises de risque excessives par les banques, mais nous ne devons pas laisser la perfection devenir l'ennemi du bien. En l'absence de ces mécanismes plus efficaces, il est parfaitement logique de limiter les investissements des banques commerciales dans les activités très risquées, parce que leurs dépôts sont assurés. Faute de supprimer cette assurance - et je

doute que les banques commerciales soient prêtes à cela -, restreindre l'étendue de leurs activités est le moyen le plus simple de limiter la charge que les banques peuvent imposer aux contribuables.

La règle Volcker, qui interdit aux banques de s'engager dans des opérations pour compte propre, mais leur permet de mettre leur capital à risque, n'est pas un bon substitut. [...]

La deuxième raison pour laquelle le Glass-Steagall m'a conquis est sa **simplicité**. La loi Glass-Steagall faisait seulement 37 pages. La règle dite Volcker a été transformée en 298 pages de charabia, ce qui nécessitera des armées d'avocats pour les interpréter. **Plus une règle est simple et moins elle a de dispositions, moins il en coûte de les faire respecter.** Plus elle est simple, plus il est facile pour les électeurs de comprendre et d'exprimer leurs opinions en conséquence. [...]

La séparation des activités contribue également à rendre le système financier plus résistant. Après le krach boursier de 1987, l'économie n'a pas été affectée parce que les banques commerciales n'ont pas été touchées par la chute des cours des actions. [...]

Last but not least, le Glass-Steagall a permis de restreindre le pouvoir politique des banques. Sous l'ancien système, les banques commerciales, les banques d'investissement et les compagnies d'assurance avaient des agendas différents, de sorte que leurs efforts de lobbying ont eu tendance à se compenser. Mais, après la fin des restrictions, les intérêts de tous les acteurs majeurs ont été alignés. Cela a donné un pouvoir démesuré à cette industrie dans l'élaboration de l'agenda politique. Cette puissance excessive a non seulement nuit à l'économie réelle, mais au secteur financier lui-même. Une façon de lutter contre cette puissance excessive, au moins partiellement, est de ressusciter le Glass-Steagall. »

Luigi Zingales,
"Pourquoi j'ai été convaincu
par le Glass-Steagall", 10 juin 2012,
The Financial Times
<http://on.ft.com/Sbjdul>





NICOLAS BAVEREZ

Économiste

« Cinq ans après le début de la crise des subprimes, le 9 août 2007, quatre ans après la faillite de Lehman Brothers, le 15 septembre 2008, l'industrie financière ne dispose toujours pas d'institutions et de règles efficaces pour limiter et contrôler les risques qu'elle génère. [...]

L'incapacité à réguler la finance entretient une instabilité structurelle qui interdit toute sortie de crise durable : les banques jouent en effet un rôle-clé dans la création monétaire, dans le financement des ménages, des entreprises et du commerce international. [...] Cette incapacité nourrit également les populismes qui déstabilisent les démocraties. Le problème est critique en Europe, qui cumule un effondrement du crédit pour des raisons réglementaires et une instabilité financière aiguë liée à la crise de l'euro. [...]

Les raisons de l'échec sont connues. [...] Sur le plan juridique, la divergence

des choix réglementaires, notamment entre les États-Unis avec les règles Volcker et le Dodd-Frank Act, le Royaume-Uni avec les propositions du rapport Vickers, l'Europe où la faiblesse de l'EBA va de pair avec la multiplication de propositions incohérentes, le monde émergent qui refuse d'engager des réformes pour une crise financière qu'il considère comme occidentale. [...]

Sur le plan microéconomique, les priorités doivent aller au renforcement progressif des fonds propres des banques et à l'encadrement strict de l'effet de levier à travers les normes comptables et prudentielles, à la **limitation de la taille des établissements et à une concurrence effective, à la séparation des activités de crédit et de marché**, au durcissement de la responsabilité civile et pénale des dirigeants et des administrateurs. Parallèlement, la régulation ne doit pas se cantonner aux banques mais inclure



toutes les entités qui participent à l'intermédiation financière et au crédit, sauf à créer un système bancaire clandestin comparable au mécanisme des subprimes, gros de risques systémiques cachés et de nouvelles bulles.

Il est donc essentiel d'établir et de faire respecter le principe selon lequel tout marché, institution ou produit financiers, doit être soumis à régulation. [...]

Il ne faut jamais laisser perdre la chance d'une grande crise. La finance, qui fut au cœur de l'économie de bulle des années 2000, doit devenir le laboratoire de la régulation du capitalisme. [...]

Nicolas Baverz,
"De l'urgence de réguler la finance",
20 août 2012, *Le Monde*
<http://bit.ly/QhDry6>

JACQUES ATTALI

Économiste

*Il fut président
de la Banque européenne
pour la reconstruction
et le développement (BERD)*

« Alors qu'après 1929, des réglementations très strictes ont été imposées aux banques américaines, aujourd'hui, rien n'est imposé à personne. Le G20 n'aura été qu'une jolie comédie. De plus, Wall Street continue à disposer de considérables moyens d'influence. Des lobbies bancaires, fort bien dotés, arrosent le Congrès. Et les banquiers, devenus ministres ou superviseurs, réussissent à écarter



toutes les législations qui pourraient gêner leurs ex- et futurs employeurs.

En particulier, une seule banque tient tout : Goldman Sachs. Elle est l'objet aujourd'hui d'innombrables analyses critiques, dont la plus acérée est venue récemment du magazine *Rolling Stone*. Après avoir éliminé ses principaux concurrents, (dont Lehman), après avoir profité de ces faillites et reçu de l'État d'énormes prêts sans intérêt, cette institution plus que centenaire fait aujourd'hui fortune grâce à des décisions prises par Geithner, Summers et les autres, dont chacun sait qu'ils rejoindront un jour la firme, après avoir quitté leurs fonctions, comme le firent avant eux les ministres des précédents présidents, Rubin, Paulson, et autres... [...]

Au total, les entreprises industrielles, qui créent les vraies richesses, financent les erreurs et les bonus des banquiers, avec la bénédic-



► tion des hommes politiques. Et en bout de chaîne, les salariés en sont les ultimes victimes : les banques américaines enfonce dans la dépression ceux qu'elles ont déjà largement ruinés.

Ces lobbies sont si puissants qu'on n'en sortira que par une révolution politique. Elle devrait conduire, au moins, à interdire aux responsables publics du sec-

teur financier de travailler ensuite dans les établissements qu'ils contrôlent. Et au plus, à nationaliser ce secteur. Une révolution, vous dis-je. »

Jacques Attali, "Banques, le triomphe des coupables", 3 août 2009, *Slate.fr*
<http://bit.ly/13krpU>



DANIEL COHEN

Économiste

« Les banques ont une mission de service public : elles produisent la monnaie [...] grâce aux déposants, grâce à l'activité de crédit. [...] Je reviens sur le Glass-Steagall Act : il faut évidemment, d'une manière ou d'une autre, peu important les modalités, que cette mission de service public, qui crée un risque sys-

témique si elle venait à imploser, ne soit jamais plus contaminée par des activités d'une tout autre nature, des activités de spéculation, de trading, etc.

Après le Glass-Steagall Act, après la réglementation de 1933, on n'a plus eu aucune crise bancaire, il n'y en a eu aucune dans les années 1950, 1960, 1970, 1980... »

Daniel Cohen,
8 octobre 2012,
Le monde d'après, France 3

JEAN-PAUL POLLIN

Économiste

« Concernant le Glass-Steagall Act, la crise étant venue d'une pollution de la banque traditionnelle par les activités de marché et étant un nostalgique déclaré de cette règle, je serais en faveur de son retour, d'autant plus qu'elle constitue une solution à la fois facile et radicale : une crise n'est grave finalement que lorsque les problèmes de marchés financiers viennent affecter la banque traditionnelle, celle qui gère des dépôts et fait des crédits, c'est-à-dire celle qui a une véritable utilité sociale. De ce point de vue, je crois que c'est une très bonne façon de résoudre les problèmes.

Je voudrais en outre rappeler que Mervyn King et Andrew Haldane – respectivement gouverneur et directeur de la stabilité financière de la banque d'Angleterre – sont tous deux partisans de cette solution. J'ajoute que je ne crois pas à la possibilité de séparer le trading pour comptes propres et le trading en contrepartie d'opérations clientèles proposée par la *Volcker Rule*. »

Jean-Paul Pollin, octobre 2011,
Colloque au Sénat
<http://bit.ly/Y3D8l5>



« Récolter des dépôts pour distribuer des crédits, l'activité bancaire de base, est bien une forme de service public. [...] Il faut garder à l'esprit que les banques ont enregistré des pertes sur leurs activités de marché, pas dans le domaine de la banque de détail, plus stable. [...] »

On permet aux banques de rétablir leurs marges et de se recapitaliser, pour reconstituer leurs capitaux propres et effacer leurs pertes, mais c'est au prix d'une ponction sur ce que les épargnants auraient pu percevoir et qu'ils ne recevront pas. Il est donc totalement faux de dire que les banques françaises ne nous ont rien coûté.

On oublie généralement un deuxième niveau de coût pour la collectivité : la crise de la dette souveraine actuelle est liée à la crise financière précédente, celle de 2008, avec ses effets sur le PIB. [...] En se fondant sur le coût moyen des crises bancaires observées à travers l'histoire, on peut estimer



► que l'addition devrait représenter au final entre 20 et 60 % de PIB, **peut-être 800 milliards d'euros dans le cas de la France**. Lorsque l'on se pose ensuite la question de savoir quel est le bon niveau de capitaux propres qu'il faudrait imposer aux banques, c'est le genre d'élément qu'il faudrait garder en tête. [...]

Le mécanisme pervers induit par la configuration actuelle du système bancaire est double et imbriqué : d'une part, des activités peu risquées, la banque de détail, qui ont besoin d'être sanctuarisées, sont "polluées" par des activités de marché à risque plus élevé. Il n'y a aucune raison que le contribuable soit le payeur en la matière. Car, d'autre part, **les activités de marché bénéficiant d'une couverture implicite** de leur appartenance à un ensemble sanctuarisé peuvent prendre plus de risques que de raison. La taille importante de certains établissements est liée à l'ensemble de cette problématique. [...]

Il est bon de rappeler que les activités de marché sont, à l'évidence, plus volatiles et plus risquées que celles de la banque de détail, très plates. Le fait de placer les deux dans un même ensemble aboutit à faire porter des risques qui ne sont pas les siens à la

banque de détail. On peut en effet parler de vases communicants entre les différentes activités bancaires. Si une banque est en difficulté sur les marchés, elle met en jeu les fonds propres qui couvrent l'ensemble de ses activités, et qui seront utilisés pour couvrir ses pertes. [...]

Lorsque M. Kerviel fait perdre 5 milliards d'euros à la Société Générale, **les fonds propres de l'ensemble de la banque sont affectés**. Le phénomène est identique en ce qui concerne la liquidité. Imaginons qu'une banque, suite à des pertes, voie les autres banques devenir réticentes à lui accorder des prêts. Elle ira chercher la liquidité là où elle se trouve. Celle-ci est gérée de manière centrale, pour l'ensemble de la banque. [...]

La séparation des activités semble de bon sens. [...] Il n'y a aucune conséquence sur la compétitivité à craindre de la séparation de telles activités. »

Jean-Paul Pollin, 14 juin 2012,
Le Nouvel économiste
<http://bit.ly/OJhcmG>

ANDRÉ ORLÉAN

Économiste

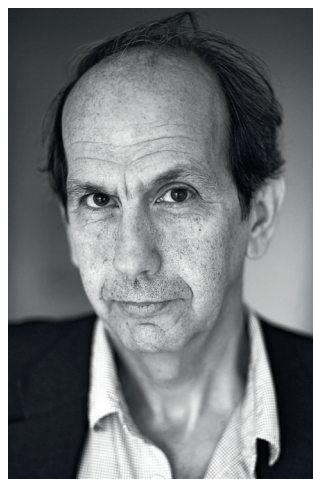
C'est également un ancien membre du conseil scientifique de la Commission des opérations de bourse, président de l'association française d'économie politique (AFEP)

« Aujourd'hui, *a contrario*, tous les acteurs peuvent intervenir sur tous les marchés. Comme ils poursuivent tous le même objectif, à savoir le rendement maximal, cela débouche nécessairement sur une homogénéisation extrême des stratégies, chacun copiant les autres. La concurrence financière produit du mimétisme. On a ainsi pu observer toutes les grandes institutions financières de la planète investir

simultanément dans les mêmes produits structurés et développer un même modèle de banque d'investissement. Cette corrélation des comportements est hautement dangereuse car, dans ces conditions, un même choc peut détruire toute la population d'un seul coup comme ce fut le cas pour les banques d'investissement de Wall Street.

Pour écarter durablement cette logique de crise, on ne peut pas s'en remettre au seul principe concurrentiel. **Il est impératif d'introduire une certaine dose de segmentation et de cloisonnement dans la finance internationale**. Telle est la condition pour qu'on assiste à une transformation réelle des pratiques financières. »

André Orléan,
18 septembre 2009, *Le Monde*
<http://bit.ly/Vd7WOs>



« Je considère que la finance constitue aujourd'hui le problème central. Pour sortir de la crise, il faut se débarrasser d'une vision du développement dans laquelle c'est le point de vue des marchés financiers qui domine – et c'est en filigrane dans le traité.

Hollande avait dit, avec force, son opposition à la finance, il proposait même de séparer les banques d'affaires et celles de dépôt,

mais cela, on ne l'entend plus. Pourtant, la définanciarisation reste une absolue nécessité. »

André Orléan,
12 octobre 2012,
L'Humanité
<http://bit.ly/TtgQ7t>



LAURENCE SCIALOM

Économiste

« Le débat sur la séparation des activités bancaires a jusqu'ici été occulté en France, contrairement à ce que l'on observe dans d'autres pays européens et outre-Atlantique. [...] »

Loin d'être un retour à l'âge de pierre, la séparation est probablement la seule option qui préservera la collectivité des dérives de la finance tout en assurant les financements bancaires indispensables à l'activité de nos entreprises. Elle ne signifie aucunement la fin de la banque de marché mais simplement la fin de la subvention implicite que la collectivité lui octroie du fait de son association à la banque commerciale. C'est bien pour cela que la portée du sujet n'est pas uniquement technique mais bien démocratique.

Les arguments favorables à la séparation sont nombreux. La crise financière a dramatiquement montré que les banques prenaient des risques excessifs en engageant les États, contraints de soutenir les banques « *Too big to fail* ». Celles-ci sont souvent des banques universelles, qui mêlent des activités de collecte de dépôts et d'octroi de crédit, activités directement



utiles à l'économie réelle, et des activités de marché qui sont souvent spéculatives. Contrairement à la petite musique inlassablement répétée, la banque universelle n'est pas plus solide qu'un modèle bancaire plus spécialisé. Sauf à considérer que le fait de ne pas avoir été liquidé du fait des garanties publiques soit une preuve de solidité...

Les grandes banques universelles françaises doivent non seulement financer le déséquilibre entre les dépôts qu'elles collectent et les crédits qu'elles octroient, mais également leurs activités de trading. Celles-ci renforcent donc leur dépendance à des financements sur des marchés de gros très instables. Scinder les activités limiterait cette sensibilité accrue au risque de liquidité pour les banques commerciales sans pour autant réduire leurs capacités de prêt, car elles pourraient toujours se financer sur le marché interbancaire et sur les marchés de dette monétaire et obligataire. [...]

Monsieur le Président Hollande, l'occasion est historique de transformer en acte les paroles fortes du discours du Bourget et, ainsi, d'associer votre nom à une réforme majeure, socialement utile, courageuse et protectrice pour le contribuable. »

Laurence Scialom,
24 août 2012, *Les Échos*
<http://bit.ly/Svthih>

PIERRE-NOËL GIRAUD

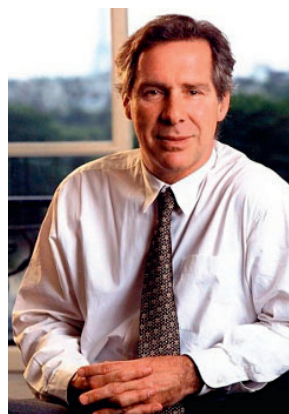
Économiste

« Au total, il y a donc deux modèles possibles : la très grosse banque qui continue de prendre des risques sur les marchés et respecte des amortisseurs proportionnés ou la séparation, parce qu'on ne croit pas qu'en cas de sérieux décrochages sur les marchés financiers, les banques, même très grosses, pourront s'en sortir en faisant seulement payer leurs actionnaires.

Si on opte pour la séparation, il ne s'agit pas de se contenter d'une filialisation de la finance de marché. Si la filiale fait faillite, et si la « banque mère » apporte de

l'argent à sa filiale, on n'aura rien résolu. La séparation doit consister dans la création de deux établissements différents avec des actionnaires différents prenant des risques différents. Les banques d'affaires prennent éventuellement de très gros risques qui peuvent produire des profits élevés mais aussi des pertes qui ne doivent être subies que par leurs actionnaires.

Comme le disait Maurice Allais, le seul prix Nobel français d'économie, il faut empêcher les banques de spéculer avec l'argent qu'elles créent comme il faut empêcher les filiales des banques ou les fonds d'investissement de spéculer avec



de l'argent prêté par les banques. On n'empêchera jamais la spéculation mais il faut que les spéculateurs spéculent avec leur argent, pas avec celui des autres.

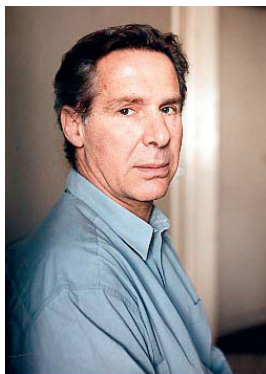
Contre l'idée de séparation, on fait parfois remarquer que la banque dont la faillite a déclenché la phase effective de la crise en 2008 était une banque d'affaires qui n'avait aucun dépôt, qui ne faisait pas de

crédit et qui était formellement séparée des autres établissements bancaires. La séparation ne serait donc pas protectrice.

En fait, la faillite de Lehman Brothers a entraîné une contagion à l'ensemble du système parce qu'il y



▶ avait une interdépendance très étroite entre Lehman Brothers et les autres banques. Non parce que les banques détenaient du capital de la banque d'affaires mais parce qu'elles lui avaient accordé des prêts importants et qu'elles lui avaient acheté des instruments dérivés que la banque d'affaires avait fabriqués. Lorsque Lehman Brothers a fait faillite, chaque banque savait ce que Lehman lui devait mais ne savait pas ce qu'elle devait aux autres banques.



Les banques se sont donc méfiées les unes des autres. Cela a provoqué une crise générale de liquidité bancaire et le blocage des activités de crédit. Il a fallu l'intervention des banques centrales qui ont très bien réagi en alimentant les banques en liquidités pratiquement sans conditions.

Quand on parle de séparation, la séparation du capital des banques de dépôts et des banques d'affaires n'est pas seule en cause. Les banques de dépôts ne doi-

vent pas avoir le droit de prêter aux banques d'affaires. Celles-ci ne doivent pas pouvoir spéculer avec de la monnaie créée par les banques de dépôts. Dans le système de séparation que l'on peut imaginer, la faillite éventuelle d'une banque d'affaires ne doit léser que ses actionnaires et ceux qui lui ont confié leur épargne. Il y a des pertes mais elles ne concernent que ceux qui ont pris des risques en toute connaissance de cause. »

Pierre-Noël Giraud,
16 février 2012, *LEPT*
<http://bit.ly/UY1abv>

HENRI STERDYNIAK

Économiste

*Directeur du Département
économie de la mondialisation
de l'OFCE*

« Les marchés financiers ont contaminé les banques, qui avaient jadis des occupations saines comme faire crédit aux ménages et aux entreprises, et qui, s'étant souvent spécialisées, connaissaient bien les différents secteurs d'activité.

Eh bien, elles se sont aperçues que ces petits métiers étaient finalement peu rentables et qu'on pouvait gagner beaucoup plus d'argent en allant sur les marchés financiers. Elles se sont de plus en plus investies sur les marchés financiers, pour gagner une grande part de leurs profits là-dessus, en utilisant l'argent des déposants pour spéculer sur les marchés financiers ou pour prêter aux spéculateurs.

On parlera tout à l'heure de l'exemple le plus comique qui est Dexia, mais c'est pareil pour la Société Générale. Le Crédit Agricole en a eu marre de prêter aux paysans, il est allé acheter des sociétés financières aux États Unis en pensant qu'il allait gagner des sommes fabuleuses et a eu les pires ennuis au moment de la crise.



Puis, le métier le plus rémunérateur est devenu trader. Quelqu'un qui spéculé sur les marchés financiers, un jeune qui sort des grandes écoles, gagne cent fois plus que son collègue qui fait de la recherche scientifique, développe des moteurs à énergie électrique, des choses utiles. Non, c'est mille fois moins valorisé que le métier de trader dont l'utilité en tant que métier est totalement douteuse. [...]

Puis il faut retrouver le caractère des banques de service public, au service des déposants, des entreprises et des ménages. Il faut un secteur garanti des banques de dépôts, qui a le droit de se refinancer mais qui en contrepartie n'a pas le droit d'aller sur les marchés financiers, n'a pas le droit de prêter aux spéculateurs.

Il faut avoir une liste extrêmement précise de ce que les banques de dépôt ont le droit de faire. Par ailleurs, il peut y avoir des banques d'investissement, il peut y avoir des spéculateurs, mais ils prennent le risque. Ce qu'on a vu en Islande, en Irlande, en France, est complètement aberrant, lorsqu'une banque a des problèmes car elle a spéculé, ce n'est pas aux contribuables de rembourser. [...] C'est important d'avoir cette rupture. »

Henri Sterdyniak,
22 novembre 2011, *CC92*
<http://bit.ly/WYWbeP>



FRÉDÉRIC LORDON

Économiste

Directeur de recherche au CNRS

« La crise de 1929 avait, mine de rien, fini par produire quelques effets d'apprentissage, et notamment celui ayant conduit à la stricte séparation bancaire des activités de marché et des activités de prêt commercial (Glass Steagall Act), pour éviter que les déboires des premières ne contaminent les secondes et diffusent leurs effets dans toute l'économie via le canal du crédit.

Or, non seulement le Glass Steagall Act a été jugé ringardissime par la hourrah-déréglementation, et joyeusement abrogé par l'équipe Clinton, mais, loin que la crise financière ait conduit à y revenir aussi vite que possible, tout le mouvement présent de restructuration bancaire approfondit un peu plus une tendance dont les nuisances sont avérées de longue date ; ceci pour ne rien dire de la constitution de véritables mastodontes bancaires – qu'on pense au nouveau J. P. Morgan Chase Bear Stearns Washington Mutual, le dernier fermera la porte –, véritables foyers de risque systémique ambulants, que leur taille gigantesque abonne dès maintenant au *Too big to fail* et au sauvetage public garanti à la prochaine occasion. »

Frédéric Lordon,
"Surtout ne changez rien !",
10 février 2009, *Le Monde diplomatique*
<http://bit.ly/TsA91N>

« Il me semble que derrière toutes les argumentations techniques du monde, il y a une question préjudicielle qui est une question de principe. [...]

De par leur position très particulière dans la structure sociale du capitalisme, les banques sont les dépositaires de fait de deux biens publics vitaux [...] le premier, ce sont les encaisses monétaires de la population, les dépôts, les épargnes [...] Et le second est la gestion des moyens de paiements.

Là, il y a une situation de fait, que les économistes appellent dans leur langage "l'aléa moral" mais dont le vrai nom est "prise d'otages", et celle-là elle est colossale. Chaque fois qu'il y a un mouvement social dans les transports ou dans le ramassage des ordures,



on vous bassine avec la prise d'otages des syndicats, mais ça c'est une prise d'otage mais cosmique, énorme, et personne n'en parle jamais.

Donc la question de principe est la suivante. Derrière la question du sauvetage des banques, derrière la question des banques tout court, le corps social doit se poser la question de savoir s'il continue de tolérer que ses biens publics vitaux soient ainsi remis à des intérêts privés. Et précisément à des biens privés aussi mal éclairés que ceux de la finance quand elle est liée jusqu'aux sourcils dans des marchés de capitaux. Je trouve que poser la question c'est y répondre. Et si on ne répond pas non, cette obligation de revenir à la rescousse des banques se reposera éternellement. [...]

Il faudrait rentrer dans le détail de tous ces projets de régulation bancaire et financière, il n'y en a pas un qui ne soit pas davantage qu'un filet d'eau tiède. Bâle-3 est dépassé, mort-né, avant même d'avoir vu le jour comme les deux précédents. La séparation des banques entre commerce et investissement, est déjà laissée à la discrétion des banques privées et même le rapport Vickers a tout aban-



▶ donné en rase campagne. Quant au projet de loi Dodd-Frank, loi de régulation financière aux États-Unis, elle est quasiment éviscérée avant même d'avoir vu le jour et son programme nous promet une mise en œuvre d'ici 2019. On a le temps de mourir quatre fois si vous voulez. »

Frédéric Lordon, 11 octobre 2011,
Ce soir ou jamais, *France 3*
<http://bit.ly/VddJn2>

« Tous les arguments s'accumulent maintenant pour exiger, sinon une nationalisation, du moins une **déprivatisation intégrale du secteur bancaire**. Par la position qu'elles occupent dans la structure sociale du capitalisme, les banques se rendent nécessairement coupables de plusieurs captures de biens communs – qu'on appellerait aussi bien des prises d'otages –, puisqu'elles sont conservatrices de fait du bien public, en quoi consistent la sûreté des encaisses monétaires de la population et l'intégrité du système de paiements ; il est donc impensable que les États se désintéressent de leur sort et puis-

sent s'abstenir de venir les sauver. Cette garantie exorbitante ne saurait demeurer sans une contrepartie de même format, qui ne peut être que la soumission à un contrôle public intégral. [...]

Si défaire les banques du statut privé actionnarial qui leur autorise ce genre d'impudence passe nécessairement, dans un premier temps, par la nationalisation, il n'est pas certain que le "pôle public unifié du crédit" doive être le dernier mot de la transformation bancaire. Il y a même des raisons de **s'inquiéter de ce que l'État ait en dernier ressort directement la main sur tous les robinets du crédit**. Aussi cette mutation devrait-elle ultérieurement cheminer vers une forme sensiblement différente qui rendrait les banques à un principe d'autonomie et de localité. À mi-distance entre le statut de société par actions et celui d'établissement public (et sans doute plus près du second que du premier !), il s'agirait donc de penser quelque chose comme un « **système socialisé du crédit** ».

Composé de banques organisées sur des bases coopératives étendues, jouissant d'une autonomie de décision, mais dont le champ d'action serait très strictement délimité, relevant toutes du même statut, donc soustraites aux tentations induites par la concurrence avec un secteur privé [...], un système socialisé du crédit serait économe en fonds propres du fait du strict encadrement de ses risques économiques (et surtout de l'absence de risques spéculatifs), rendant possible de troquer les (illusoire) protections des ratios Tier-1 contre une garantie d'État inconditionnelle.

Mais, dans cette affaire, il s'agit surtout de rendre cette chose économiquement et socialement si importante qu'est le crédit à des partages de décision aussi étendus que possible, impliquant aux côtés de professionnels de la banque, mais hors de toute logique de rentabilité actionnariale, l'ensemble des parties prenantes, salariés, chefs d'entreprise, associations de consommateurs, associations environnementalistes, évidemment représentants locaux de l'État et de la Banque centrale, c'est-à-dire **tous ceux que la finance concerne vraiment**.

Proposition n° 1. **Séparation radicale entre les banques de dépôt et les banques d'investissement.**

Frédéric Lordon,
10 janvier 2012, *L'Humanité*
<http://bit.ly/11p7xYT>





GAËL GIRAUD
Économiste

« Je soutiens une loi de séparation stricte, au sein d'institutions financières ayant des personnalités juridiques distinctes, des métiers de banque d'investissement et des métiers de crédit (et donc de dépôt) afin de sécuriser ces derniers et d'autoriser un gouvernement à ne pas recapitaliser une banque d'investissement en faillite.

L'argument opposé par les banques françaises (il conviendrait de sécuriser les métiers de banque d'investissement en les adossant aux dépôts au sein de structures universelles) trahit la vérité : les banques universelles sont un moyen pour les métiers d'investissement, par mauvais temps, d'éponger les pertes induites par leurs paris d'argent (cf. Natixis), et, par beau temps, d'utiliser le matelas des épargnants afin de jouer dans la "cour des grandes" (Goldman Sachs et al.).

Qui plus est, elles prennent les gouvernements en otage en les contraignant à les recapitaliser en cas de difficulté, afin de sauver les dépôts. Dans la mesure où, au sein d'une même banque, il n'existe aucune "muraille de Chine", le projet actuellement concocté par le Trésor n'induit pas de réelle séparation bancaire. »

Gaël Giraud,
novembre 2012

ALAIN GRANDJEAN

Économiste

« Les banques ont le fabuleux pouvoir de créer la monnaie qu'elles prêtent ; ce peut être pour financer l'économie réelle (les entreprises et les ménages de la "vraie" vie) mais ce peut être également pour prêter à des opérations sur des "produits dérivés ou assimilés", en un mot pour des opérations financières à fort effet de levier (pour simplifier nous dirons de trading).

Il est d'ailleurs notoire qu'aux USA et dans la zone Euro ce sont les dettes des sociétés financières qui ont le plus cru dans les 20 dernières années.

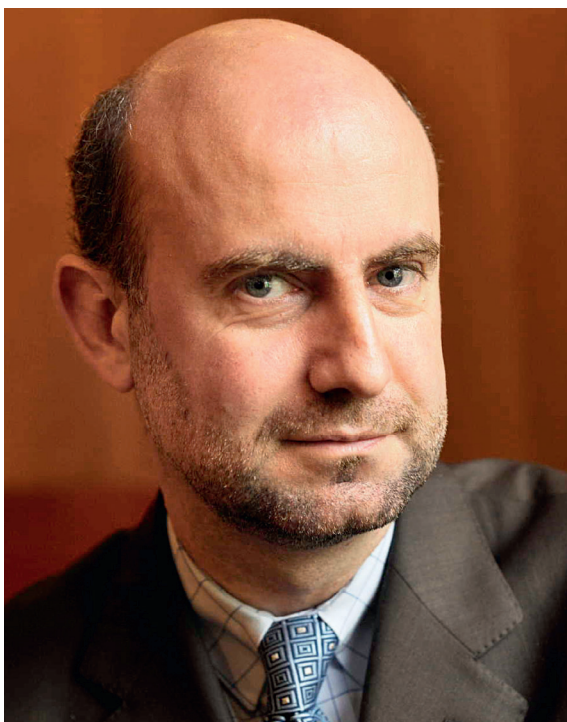
Dans le cas où ces opérations se termineraient mal, les banques pourraient se trouver en cessation de paiement et être incapables de faire face aux demandes de retraits de l'argent déposé par les ménages sous forme d'épargne plus ou moins liquide ou sur leur compte-courant.

Si la banque est grosse, ce qui est le cas des principales banques françaises, l'État se trouve alors dans la nécessité de la "sauver" pour éviter une crise sociale et politique majeure. C'est donc le contribuable qui paie pour les risques pris dans l'activité de "trading" sachant qu'évidemment, si elle est bénéficiaire, les bénéfices engrangés vont aux actionnaires.

Cette situation est donc un véritable poussa-au-crime pour les banques qui ne sont plus responsabilisées sur les risques qu'elles prennent. Séparer les activités de trading et de prêts traditionnels permettrait d'éviter ce biais inacceptable. »

Alain Grandjean, novembre 2012





ERIC VERHAEGHE
Économiste

*Il fut également président
de l'Association Pour l'Emploi
des Cadres et directeur des affaires
sociales de la Fédération Française
des Sociétés d'Assurance :*

« Le vrai sujet consiste aujourd'hui à repenser le métier bancaire, en réinstallant les pare-feu que la loi de 1984 avait supprimé en France, comme d'autres lois l'ont fait dans l'en-

semble des pays industrialisés. Autrement dit, il faut revenir à l'esprit de la loi Glass-Steagall, qui interdisait à une banque de dépôt de mener des opérations sur les marchés financiers.

Il faut cantonner l'argent des contribuables dans des zones étanches et interdire aux banques qui spéculent en bourse de recevoir les dépôts des particuliers.

Cette mesure présente deux puissants pare-feu contre les crises financières (de fait, nous n'en avons pas eu tant que le Glass-Steagall fonctionnait, et nous en avons eu à répétition, d'une gravité grandissante, dès que le Glass-Steagall a été supprimé).

D'abord, elle évite la mise en danger des liquidités des particuliers en cas de faillite d'une banque, ce qui limite singulièrement l'impact de cette faillite, et le cantonne à la seule sphère financière.

Ensuite, elle limite fortement la taille des bilans des banques et présente donc l'intérêt de limiter les pouvoirs des banquiers. Rappelons que les principales banques françaises (BNP, Société Générale, Crédit Agricole, BPCE) ont inscrit à l'actif de leurs bilans l'équivalent de 4 fois la production nationale française annuelle (8 000 milliards de \$). Ces sommes extravagantes font du patron de l'une de ces banques un homme plus puissant qu'un chef d'État. Ce seul point explique que les banquiers fassent une poussée de prurité à la seule évocation du Glass-Steagall. »

Eric Verhaeghe,
13 septembre 2011,
eric-verhaeghe.fr
<http://bit.ly/nUxLoG>

CHARLES GAVE

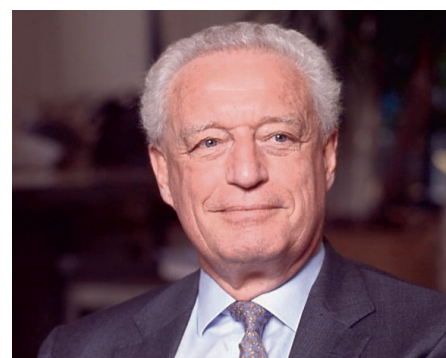
**Économiste libéral
et financier**

*Il préside également
l'Institut des Libertés*

« Le secteur financier a capturé le système politique, ce que l'on a fort bien vu dans la dernière grave crise économique et tout cela a été légalement au-

torisé par des hommes politiques qui avaient été achetés. Les banquiers et financiers n'ont pas gagné d'argent en mettant leur capital en risque (la base du libéralisme) mais en achetant la complicité des gens au pouvoir, ce qui n'a rien à voir avec le Libéralisme et tout avec le social clientélisme, cette horrible maladie de la Démocratie.

Par exemple, permettre la fusion des banques d'affaires et des banques de dépôts comme l'a fait l'administration Clinton aux USA a été un véritable crime dont nous payons encore le coût. »



Charles Gave, 29 novembre 2012,
[IdL http://bit.ly/TuNsyH](http://IdLhttp://bit.ly/TuNsyH)

ARNOUD BOOT**Professeur de finance
de marché***Conseiller auprès du gouvernement
néerlandais et de la Banque centrale
néerlandaise*

« Le volume et la vitesse avec lesquels les banques prennent des risques sont littéralement une bombe à retardement pour l'économie.

La classe politique ne voit pas l'urgence d'intervenir alors que demain, tout peut de nouveau dérailler. »

Arnoud Boot, 28 septembre 2011,
Les Échos <http://bit.ly/TsPNdp>

« Du point de vue politique économique, il est difficile de défendre la nécessité de telles institutions à la fois grandes et complexes. De même, les institutions bancaires commerciales plus limitées, peu exposées aux marchés financiers et



principalement financées par les dépôts (par opposition aux financements de gros, moins stables), pourraient être plus efficaces dans la protection des activités centrales de banque commerciale.

Nous pensons qu'une intervention musclée au niveau de la structure du secteur bancaire – en se basant sur la loi Volcker – pourrait finalement être un élément inéluctable de la restructuration du secteur. »

Arnoud Boot, juin 2012,
Revue d'économie financière
<http://bit.ly/TsPYp8>

**LEV
RATNOVSKI**
Économiste au FMI

« Nous soutenons que le développement des marchés financiers au cours des 10 à 15 dernières années, a fondamentalement déstabilisé les banques par l'introduction du trading. Plus précisément, les banques sont incitées à utiliser leurs ressources pour réaliser du trading sur une grande échelle. Cela donne lieu à deux principaux effets négatifs:

a) Les banques commerciales font trop de trading. D'où une mauvaise allocation du capital, en partie au détriment des prêts. Cela est préjudiciable à l'activité économique réelle.

b) les opérations de trading de la Banque sont trop risquées. Ceci est intrinsèquement lié au point (a): de grandes positions de trading encourage

gent la prise de risques. Cela conduit à des faillites et à l'instabilité financière.

Ces effets négatifs n'étaient pas présents historiquement lorsque les marchés financiers n'étaient pas aussi grands, mais perdureront dans un avenir proche. Sans une action politique, les crises associées au trading bancaire sont conduites à se reproduire. Même une supervision plus forte ne sera pas en mesure de les empêcher. En conséquence, il apparaît nécessaire de restreindre le trading par les banques. [...]

L'absence d'une réponse politique globale est assez surprenante. On peut parfois l'attribuer au lobbying des banques. Mais il y a aussi un problème conceptuel plus profond: les économistes et les décideurs n'ont pas une bonne compréhension des forces économiques à

l'œuvre. Il est donc très difficile de définir une politique claire et efficace sans ambiguïté, et encore moins optimale. [...]



Comprendre les défaillances du marché - la mauvaise allocation des ressources au trading et la potentielle mauvaise gestion des risques - contribue à façonner la prise de décision politique. Plus précisément, nous suggérons ce qui suit :

Quelles sont les activités à restreindre ? Notre étude au FMI (Boot and Ratnovski

2012) suggère que les risques sont causés par des activités bancaires basées sur des transactions financières. Cela entraîne deux implications :

(A) Il ne suffit pas de restreindre uniquement le trading pour compte propre (c'est-à-dire qu'il faut être

► plus large que la partie centrale de la règle Volcker). D'autres activités transactionnelles, telles que l'achat et la détention de dette titrisée, constituent des menaces similaires (cf. Washington Mutual) et ont sans doute besoin d'être limitées.

(B) Il y a peu de justifications pour restreindre les activités de banque d'investissement axées sur la clientèle, comme la couverture [...] En fait, l'observation empirique montre amplement une synergie entre les opérations de prêt et de couverture.

Séparer ou interdire ? Le cantonnement (comme proposé par Vickers) peut décourager les transactions trop risquées, et c'est une première étape nécessaire. Mais l'étude suggère que, même alors, les banques pourront être encore en mesure d'allouer trop de capital à leurs filiales commerciales, entraînant une limitation des prêts. Il est donc important de protéger la capacité de charge du capital et du risque des opérations de prêts bancaires. **Pour cela, le trading au sein des groupes bancaires pourrait être limité ou complètement interdit** (comme suggéré par Volcker). [...] ►►

Lev Ratnovski & Arnoud Boot,
"Le risque avec des banques qui font du trading",
8 octobre 2012, Vox
<http://bit.ly/QYikmn>

L'étude de Boot et Ratnovski au FMI en 2012
<http://bit.ly/Oj8LI7>

PAUL DE GRAUWE

Économiste belge

Professeur à la London School of Economics

◀ Quatre ans après l'éclatement de la crise bancaire, le gouvernement belge fait une proposition de réforme fondamentale du système bancaire. Il propose de scinder les banques en deux. D'une part il y aurait les banques de dépôts, d'autre part les banques d'affaires. Enfin, dira-t-on. Depuis des années, pas mal d'économistes insistent sur le fait qu'une telle opération est essentielle pour la stabilité du système financier. Pourquoi ?

La crise bancaire trouve son origine dans le fait que depuis les années quatre-vingt, les autorités se sont mises à tolérer et parfois même à encourager les banques à se lancer dans la spéculation financière. Tandis qu'avant cette période, il existait en Belgique et dans beaucoup d'autres pays une stricte séparation entre les banques de dépôts et les banques d'affaires, limitant les activités spéculatives à ces dernières, cette séparation fut graduellement éliminée, rendant possible que la banque de dépôt du coin de la rue se lance dans des activités financières à haut rendement. Celles-ci vont toujours de pair avec un risque élevé.



Deux problèmes se posent quand on autorise les banques de dépôts à se lancer dans la spéculation. Tout d'abord, il y a la **fragilité inhérente aux banques de dépôts**. Celles-ci attirent des dépôts à court terme et transforment ces dépôts en prêts à long terme aux entreprises et aux ménages. Ceci implique que si tous les déposants prennent l'idée de convertir leurs dépôts en argent liquide au même moment, les banques ne pourront pas satisfaire cette demande de conversion, étant donné que les dépôts sont immobilisés en prêts à long terme. **Il faut donc éviter que les banques de dépôts prennent trop de risques**. Un excès de risque entraîne régulièrement des pertes considérables. Quand cela se produit, les déposants perdent confiance et se ruent vers les banques afin de retirer leur argent. De ce fait, ils précipitent une crise bancaire.

Il y a un deuxième problème avec les banques de dépôts. C'est le fait que **l'État garantit une grande partie des dépôts**. Ceci a comme effet pervers d'inciter les banquiers à prendre des risques qui ont un effet asymétrique. Quand tout va bien, les profits sont pour les banquiers. Quand les risques entraînent des pertes, l'État qui garantit les dépôts doit prendre les pertes en compte. C'est bien confortable pour le banquier... Toutefois, cette asymétrie qui privatise les profits et socialise les pertes est le moyen le plus sûr de promouvoir la prise de risques excessifs par les banques et de fragiliser encore plus le système bancaire. ►

► Il faut donc casser cette asymétrie. Et il n'y a qu'un moyen : la scission de nos banques qui aujourd'hui sont en même temps banques de dépôts et banques d'affaires. Cette scission est essentielle pour le maintien de la stabilité financière et donc pour notre bien-être.

Ce ne sera pas facile pour le Premier ministre. Le lobby des banques est prêt à une campagne de désinformation. [...] La tâche du Premier ministre

sera ardue. Il fera face à un lobby banquier qui mobilisera des ressources considérables pour faire échouer sa proposition de scission de nos banques en banques de dépôts et banques d'affaires. Il lui faudra du courage. Je lui souhaite beaucoup de succès. ►►

Paul De Grauwe, 5 septembre 2012,
Le Soir <http://bit.ly/V2KzRM>

LIAM HALLIGAN

**Économiste en chef
de Prosperity Capital
Management**

*Il est également
éditorialiste économique
au Daily Telegraph*

◀ Au cours de la dernière semaine, les appels à imposer une indispensable scission entre les banques commerciales et d'investissements sont devenus plus forts, et sont venus de personnes plus autorisées. La pression pour l'introduction - ou la réintroduction - de cette scission cruciale pourrait bientôt devenir irrésistible, quelles que soient les agitations des politiques et les illusions des banquiers.

Jusqu'à présent, ce sont principalement des pauvres types comme moi qui ont préconisé une séparation totale façon Glass-Steagall. Compte tenu des intérêts personnels qui souffriraient de ce changement, on s'est moqué de nous en raison de nos vues « intégristes ».

Oui, notre message est délicat. La vie deviendrait plus difficile (et moins lucrative) pour beaucoup de gens puissants, plus forts que nous. Pourtant, nous les "Glass-Steagallers" nous avons raison. Nous avons l'Histoire, la logique et le bon sens de notre côté. Et maintenant - grâce à l'ex-PDG de Barclays Bob Diamond et au "Liborgate" - nous avons aussi un élan politique. [...]

Depuis que la crise des subprimes a commencé au printemps 2007, la plupart des dirigeants politiques britanniques et des régulateurs se sont opposés à toute réelle réforme bancaire.

Les mesures de Sir John Vickers, qui nécessiteront des années de gestation, ont révélé leur vraie nature : un élégant compromis politique, sans la moindre chance de réfréner la culture rapace londonienne de la banque d'investissement, de sorte que nous soyons tous assurés de subir une autre crise dans les prochaines années.

Alors même qu'elles étaient désespérément faibles, les propositions Vickers, imposant un "pare-feu" entre la banque d'investissement et la banque commerciale, plutôt qu'une scission complète des institutions, ont été édulcorées par le gouvernement. Les mesures d'application de la loi Vickers n'ont pas encore été adoptées et, de toute façon, elle ne sera pas pleinement effective avant 2019.

L'échec du gouvernement à exiger une véritable réforme bancaire, la dilution Vickers, le retard législatif et la période de mise en œuvre ridiculement longue une fois les propositions devenues loi, renvoient une très mauvaise image de David Cameron et George Osborne. [...]

La scission par le Glass-Steagall entre les banques commerciales (qui acceptent des dépôts) et les banques d'investissement (qui prennent de gros risques) a été progressivement supprimée au Royaume-Uni et aux États-Unis pendant les années 1980 et 90. Les mar-

chés financiers ont tangué de crise en crise depuis. Aucune autre action n'a eu plus de conséquences pour induire la création de "subprimes", et pour transformer une crise bancaire en une large crise financière et économique.

C'est parce que, dès que la loi Glass-Steagall datant de l'époque de la Grande Dépression a été abrogée en Amérique en 1999, les banquiers d'investissement de Wall Street ont été en mesure d'utiliser des dépôts garantis par les contribuables pour prendre des paris ultra-riqué, sachant qu'ils seraient secourus si leurs paris se retournaient contre eux. En faisant cela, ils suivaient et concurrençaient leurs camarades de la City, le Royaume-Uni ayant supprimé plus tôt son "Glass-Steagall" dans le cadre de la loi "Big Bang" de 1986.

Réimposer la séparation empêcherait les banques d'investissement de parier avec les dépôts, les exposant à la pleine puissance du marché. D'un seul coup, notre système bancaire serait beaucoup plus sûr et le *Too big to fail* en grande partie résolu.

Ce serait une abomination, bien sûr, pour les "titans bancaires" qui comptent sur l'argent du gouvernement pour leur survie et dont les politiciens, à leur tour, reçoivent des donations pour leur campagne et des emplois pépères une fois leurs carrières politiques terminées. Pourtant, aujourd'hui, après plusieurs années de torpeur économique causées par les banques, et ce scandale choquant du Libor, le statut profondément corrosif de nos banques est enfin sérieusement menacé. [...]



► Le public anglais désespère de voir des mesures qui domptent nos banques et rendront le système financier plus sûr. Nous avons atteint un moment décisif. [...]

Il faut séparer les activités bancaires comme l'avait fait le Glass-Steagall Act et il faudra bien que quelqu'un s'en occupe. Il n'y a tout simplement pas d'autre solution. ►►

Liam Halligan,
7 juillet 2012,
Daily Telegraph
<http://bit.ly/M4N81s>

LAURENCE KOTLIKOFF

Économiste

*Ancien membre
du Conseil économique
du président des États-Unis*

◀ La Commission Vickers a été créée pour rendre le système bancaire plus sûr, s'assurer que ce qui vient de se passer ne se reproduira pas, et changer à la fois la structure et la réglementation du secteur bancaire autant que de besoin. Malheureusement, la Commission était plus préoc-

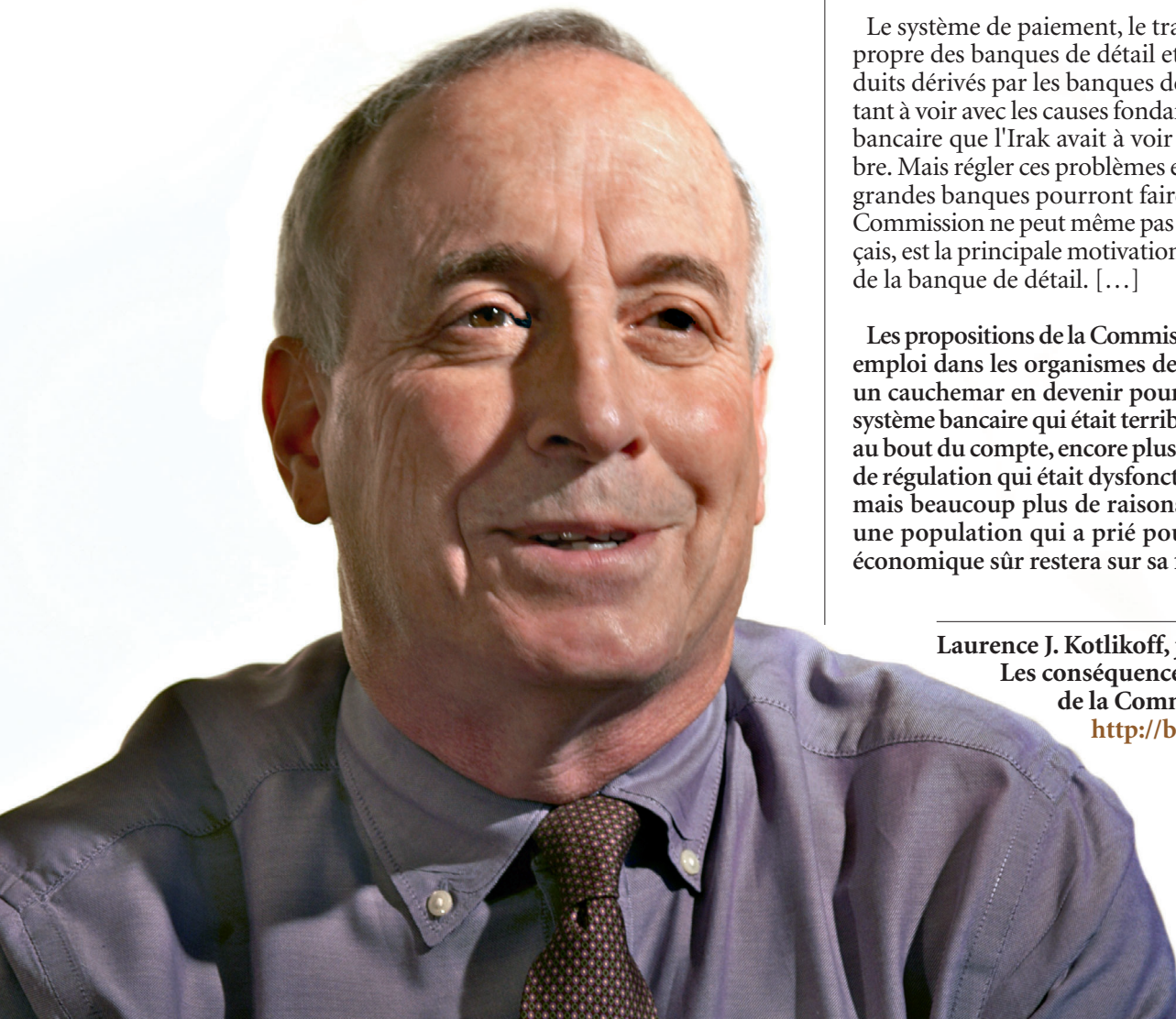
cupée par le bateau que de le garder loin des rochers. En conséquence, elle a fini par faire beaucoup trop peu à un coût beaucoup trop élevé.

Un chemin évident vers un système financier sûr et une économie sûre – la Banque à objet limité – s'ouvrait devant ce groupe distingué d'universitaires et de praticiens financiers. Mais ils ont choisi de miser sur High Street pour apaiser Lombard Street. Auraient-ils laissé le système dans son état actuel de désolation, leur échec aurait été important. Mais ils ont sans doute rendu le système financier bien pire encore. Plutôt que de se concentrer sur les deux principales causes de la crise financière du monde développé - l'opacité et l'effet de levier-, ils se sont mis à "réparer" des choses qui n'avaient pas été cassées et n'avaient rien à voir avec la crise passée ou la crise à venir.

Le système de paiement, le trading pour compte propre des banques de détail et le trading de produits dérivés par les banques de détail avaient autant à voir avec les causes fondamentales de la crise bancaire que l'Irak avait à voir avec le 11 septembre. Mais régler ces problèmes et prétendre que les grandes banques pourront faire faillite, comme la Commission ne peut même pas le dire en bon français, est la principale motivation du cantonnement de la banque de détail. [...]

Les propositions de la Commission visent au plein emploi dans les organismes de régulation et sont un cauchemar en devenir pour les banquiers. Un système bancaire qui était terriblement risqué sera, au bout du compte, encore plus risqué, un système de régulation qui était dysfonctionnel aura désormais beaucoup plus de raisons de se tromper, et une population qui a prié pour un avenir économique sûr restera sur sa faim. ►►

Laurence J. Kotlikoff, juin 2012,
Les conséquences économiques
de la Commission Vickers
<http://bit.ly/Ve0QJI>



JAMES S. HENRY**Ancien chef économiste
de M^cKinsey**

« Adieu Glass-Steagall. Bonjour Dodd-Frank - la plus complète réécriture des règles de gestion financière depuis 1933. Ce colosse de 2319 pages a pris un an et demi pour naître, coûtera 30 milliards de dollars et il faudra de nombreuses années pour le mettre en œuvre. Est-ce que tout ce temps et tout cet argent rendront Wall Street sans danger pour Main Street?

Non.

Dodd-Frank est une loi pour le plein emploi des régulateurs qui traite de tout sauf des causes profondes de l'effondrement financier : [...] la capacité de Wall Street à se cacher derrière des allégations de secret commercial pour faciliter la production et la vente de milliers de milliards de dollars de titres dont la véritable valeur est presque impossible à déterminer pour les personnes extérieures. [...]

Dodd-Frank n'est pas seulement une prescription pour scléroser la ré-

gulation. C'est une aubaine pour les lobbyistes de Wall Street et les avocats, qui aideront à déterminer ce que cette loi de 283 985 mots signifie réellement. [...]

Si nous étions vraiment sérieux au sujet de la sécurisation de notre système financier, il y aurait une solution de rechange très simple : la **Banque à Objet Limité**. [...] Elle permettrait au secteur financier de ne faire que ce dont Main Street a besoin - connecter des prêteurs aux emprunteurs et des épargnants aux investisseurs. [...] Le travail du secteur financier n'est pas de conduire les contribuables au casino et de collecter les gains. [...]

Hélas, la loi Dodd-Frank ne ressemble en rien à la Banque à Objet Limité. Mais les mauvaises lois ne durent pas toujours, et celle-ci pourrait éventuellement nous amener à cette Banque à Objet Limité en nous montrant précisément ce qu'il ne faut pas faire - si jamais nous obtenions une autre chance. »



James S. Henry,
"Repose en paix,
réforme financière",
15 juillet 2010, *Forbes*
<http://onforb.es/9R5VBI>

**JAMES K.
GALBRAITH**
Économiste

« Entre 1926 et 1929, le cours des actions avait grimpé de 120 %. Les autorités politiques et financières martelaient alors le même discours sur la confiance, la croissance, la prospérité durable. Le cycle actuel est similaire. Depuis 1995, les États-Unis connaissent une période de croissance à crédit, financée par les dettes privées des particuliers et des entreprises à la faveur d'abord de la bulle Internet, gonflée par des "business plans" reposant sur du vent, puis de cette bulle immobilière financée, elle, par les crédits hypothécaires reposant sur du vol. La même pantomime est à l'œuvre aujourd'hui.

La panique bancaire pousse à agir dans l'urgence, pas à réfléchir sur la façon dont il faudrait empêcher les crises systémiques. Ce sont les gros spéculateurs qui ont poussé la banque centrale américaine à injecter beaucoup d'argent et donc à se renier. Le drame, c'est que les banques centrales, en jouant ce rôle de "prêteur en dernier ressort", ont encouragé les banques commerciales à multiplier les opérations aventureuses. Les réussites éventuelles se feront à leur profit et les échecs seront assumés par la collectivité. Donc, on absout les banques de tous les péchés. [...]

C'est la vraie nature du système capitaliste que révèle cette crise. C'est-à-dire la privatisation des profits et la mutualisation des pertes. Pour éviter de passer notre temps à soigner les symptômes (et pas les causes), de passer de l'euphorie à la gueule de bois, il faut une réforme approfondie. »



James K. Galbraith,
24 septembre 2007, *Libération*
<http://bit.ly/Tu29RF>

« Quelles sont les racines de la Crise ? [...]

Tout d'abord, une idée. L'idée que le capitalisme, en raison de toutes ses considérables vertus, est intrinsèquement auto-stabilisant, que le gouvernement et le secteur privé sont des adversaires plutôt que des partenaires ; l'idée que la liberté sans responsabilité est un principe viable pour les affaires ; l'idée qu'on peut se passer de la régulation, en particulier dans le domaine financier. Nous avons essayé, et nous voyons le résultat.

En second lieu, une personne. Il ne serait pas juste de blâmer une personne seule pour ces événements, mais si je devais en choisir une, ce serait un Texan,

notre distingué ancien sénateur Phil Gramm. Je cite en particulier l'abrogation de la loi Glass-Steagall (par la loi Gramm-Leach-Bliley) en 1999, après laquelle il a fallu moins d'une décennie pour reproduire toutes les pathologies contre lesquelles le Glass-Steagall avait été adopté en 1933.

Troisièmement, une politique. Ce fut l'abandon de la responsabilité de l'État pour la régulation financière : la réglementation des prêts hypothécaires, de leur souscription et de leur titrisation. Cet abandon n'est pas subtil : le responsable de l'Office of Thrift Supervision de l'administration de George W. Bush est une fois arrivé à une conférence de presse avec une pile de copies du



Federal Register et une tronçonneuse. Une tronçonneuse. Le message était clair... »

James K. Galbraith,
1^{er} mai 2009, *The Texas observer*
<http://bit.ly/TIAiQX>

EDMUND PHELPS

Prix Nobel d'économie 2006

« C'est la structure des grands conglomérats financiers et la mauvaise gestion de sa médiocre gouvernance qui a produit les excès spéculatifs. [...] Comme les coûts de ces conglomérats financiers sont très élevés par rapport au bénéfice qu'ils retirent de la récolte d'information [...] il pourrait être opportun d'en revenir au principe de "banque étroite" (narrow banking) [...] qui serait un moyen de protéger le système de paiements et d'assurer une réactivation du crédit. Dans ce schéma, les banques commerciales utilisent leurs dépôts pour consentir des prêts aux consommateurs et aux petites et moyennes entreprises plutôt que d'investir uniquement dans des titres à faible risque. [...] Les banques d'investissement ne pourraient plus être autorisées à accepter des dépôts des ménages et, éventuellement, des entreprises non bancaires.



Le retour à une banque étroite, même si ce n'est pas le but principal, favoriserait également un retour aux relations interpersonnelles entre les banquiers et leurs clients, ce qui facilitera la gestion du risque. Nous sommes en effet passés de relations personnelles à des relations techniques, le tout associé aux esprits créatifs des experts en comptabilité et en mathématiques, qui ont créé des instru-

ments dérivés complexes qui ont rendu la gestion des risques si difficile.

Les mesures visant à rétablir la banque étroite impliqueront nécessairement la cession ou la fermeture des activités de banque d'investissement des banques de détail. Ces restrictions seront l'occasion de réintroduire des mesures de séparation structurelle entre des activités financières fondamentalement incompatibles. [...]

En mettant l'accent sur la réglementation des banques de dépôts, toutes les autres institutions financières pourraient supporter le risque et payer le coût de mauvaises décisions, sans beaucoup de réglementation et sans coût potentiel pour les contribuables. Il faudrait, cependant, une supervision afin d'éviter le risque systémique. Les banques étroites pourraient retrouver une intermédiation efficace et veiller à ce que les consommateurs et les petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois soient convenable-

ment financés et puissent contribuer à la relance de l'économie. »

Edmund Phelps, 17 mars 2009,
Lettre au Premier Ministre
<http://bit.ly/Wyv4T3>

PAROLES D'ANALYSTES



PIERRE-HENRI LEROY

Président de Proxinvest

« Il faut scinder les métiers de banque de crédit et de banque d'affaires.

Enron, dans la ligne des krachs Continental Bank, Crédit lyonnais et LTCM, symbolise d'une part le soutien grégaire prolongé de la communauté financière au service des grands émetteurs, et d'autre part l'accumulation de crédits bancaires mis généreusement par les mêmes banques au service d'un empilement de produits dérivés optionnels ou de titrisation. Ceci résulte de la confusion croissante entre deux types de métiers autrefois incompatibles : les métiers d'allocation et d'échange de fonds propres, le courtage en actions et la banque d'affaires, métiers dangereux mais profitables, et les métiers de collecte de dépôts et d'allocation de crédit, en principe moins profitables, légitimement protégés et contrôlés par les banques centrales.

Partout, le concept de banque universelle qui réunit les deux métiers a progressivement triomphé, du fait des intérêts des banquiers de crédit attirés par les marges de la banque d'affaires. On a ainsi offert sans le dire la garantie des contribuables aux spéculations pour compte propre des banques. [...]

La gouvernance est une bonne chose mais elle ne suf-

fira pas à prévenir d'autre Enron : il faut revenir au Glass Steagall Act, cette législation américaine de 1930 qui interdisait aux banques d'avoir à la fois une activité de prêteur et une activité qui implique de détenir des titres d'une entreprise que l'on conseille. »

Pierre-Henri Leroy, 2002, *Le Monde*
<http://bit.ly/Yxhsge>

« Le modèle de banque universelle, activement soutenu en France, est non seulement le principal moteur de la crise financière, mais aussi, et ce bien plus gravement, un facteur d'inégalité destructeur de la vie civile, un monopole pervers menant, du fait de la dégradation de la capacité de remboursement des États, à une nouvelle crise financière à l'issue beaucoup plus incertaine. [...]



Forte d'une protection exorbitante, la banque universelle, vassalisant son activité de crédit, utilise son levier sur la prise de risque primaire bien rémunérée au départ, mais mal rémunérée sur la durée, laquelle est finalement cédée aux déposants. [...]

Le privilège bancaire, dans sa version universelle, constitue une violation du principe d'égalité. Sur la durée, ce moteur de crise produit des effets sociaux destructeurs »

Pierre-Henri Leroy, mai 2010,
Réalités Industrielles <http://bit.ly/V8oste>

CHRISTOPHE NIJDAM

**Analyste bancaire
chez AlphaValue**

*Ancien DG d'une banque
française aux États-Unis*

« C'est à partir de la fin du Glass Steagall Act aux États-Unis que la finance a commencé à déraiper [...] Les actionnaires ayant encaissé une perte de valeur de 81% depuis 2007 sur les quatre banques françaises cotées (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole



SA et Natixis), ils ont leur mot à dire sur une solution qui pourrait leur faire récupérer de la valeur et être aussi bénéfiques aux autres parties prenantes [...]

Séparer les banques d'investissement ne veut pas dire les arrêter. [...] Mais les dirigeants et les traders], ces 2 % de la population des salariés de banques, prennent en otage les 98 % restants !

Il s'agit d'une opportunité historique permettant de réconcilier l'intérêt privé des actionnaires avec l'intérêt général. »

Christophe Nijdam,
2012, *AlphaValue*
<http://bit.ly/SKHSWL>

MIKE MAYO

**Célèbre analyste du secteur
bancaire chez CLSA
(groupe Crédit Agricole)
à New-York**

« Pour l'essentiel, ces banques universelles, grosses et peu maniables, sont moins bien valorisées que leurs homologues régionales dont l'activité est plus spécialisée. »

Les actifs de Morgan Stanley pourraient ainsi être valorisés jusqu'à 32 dollars par action – contre 13 dollars aujourd'hui – si la société était divisée en plusieurs parties. »

Mike Mayo, 26 juillet 2012, *Bloomberg*
<http://bloom.bg/NvgSel>

**HARLAN ULLMAN**

Auteur politique

*Il est notamment l'auteur
de la doctrine Choc et effroi
et a été conseiller
du gouvernement américain*

« Si ce pays était sérieux au sujet d'une réforme efficace de son système financier, trois actions lui permettraient d'atteindre cet objectif. »

Le premier serait de rétablir et de moderniser la loi Glass-Steagall de 1933 qui a séparé la banque commerciale et la banque d'investissement. La deuxième consiste à réglemen-

ter en limitant (ou interdisant) les CDS et les CDO. Et la troisième est de veiller à ce que toutes les entreprises financières cotées en bourse aient un président indépendant qui ne soit pas un dirigeant de la société. »

Harlan Ullman, 20 juillet 2012, *UPI.com*
<http://bit.ly/PuXWKb>

**SY HARDING**

**Président de Asset
Management Research Corp.**

« Comme au début des années 1930, des enquêtes du Congrès ont été entreprises au cours des dernières années. De nouveau, nous avons vu que les banques étaient devenues beaucoup trop grosses, que leur cupidité et leurs conflits d'intérêts étaient trop dangereux pour l'économie. »

Des réformes radicales ont été promises. Wall Street a crié à l'assassin et a combattu féroce-ment chaque proposition.

Le rétablissement du Glass Steagall Act a été débattu. Bien qu'il ait été prouvé qu'il avait parfaitement fonctionné pendant de nombreuses décennies, il a été écarté.

Une loi édulcorée Dodd-Frank a finalement été adoptée. Mais sous la pression de Wall



▶ Street, les régulateurs ont décidé de **retarder** la mise en œuvre de la plupart de ces nouvelles mesures pourtant déjà **édulcorées**. [...]

Wall Street était bien conscient de la mémoire courte des investisseurs. Il savait qu'une fois que le prochain marché haussier surviendrait, les investisseurs seraient concentrés sur lui et oublieraient le passé. [...]

Wall Street a râlé pendant trois ans sur les "réglementations excessives" qui ont été proposées. La vérité est que même la plus dure de ces propositions était bien en deçà des règles qui étaient en vigueur,

et fonctionnaient très bien, jusqu'à l'abrogation du Glass Steagall en 1999.

Vous devez accorder une pause au pays. Il ne peut pas supporter une autre crise financière. En 1929, puis en 2000, et encore une fois en 2008, nous avons vu comment les effondrements sont inévitables si l'industrie financière est laissée à elle-même. »

Sy Harding, "Ressusciter le Glass-Steagall rétablira la confiance brisée en Wall Street", 21 mai 2012, *Forbes.com*
<http://onforb.es/KLI5ng>

DAVID TREECE

Analyste et courtier en valeurs mobilières

« La loi Glass-Steagall a été promulguée en 1933 pour prévenir les conflits d'intérêts entre la banque de détail et la banque d'investissement. Dans les presque 70 ans d'existence de cette loi, qui a été adoptée pour limiter le genre de spéculation qui a conduit à l'effondrement du marché en 1929, le système bancaire dans ce pays n'a pas connu une seule crise majeure due à la spéculation. [...]

Curieusement, en 1987, en réponse aux cris de l'industrie bancaire en vue d'abroger la loi Glass-Steagall, le Congressional Research Service [...] a énuméré les raisons suivantes pour "préserver" la loi Glass-Steagall :

1. Les conflits d'intérêts caractérisés par l'octroi de crédit (prêter) et l'utilisation du crédit (investir) par la même entité, ce qui a conduit à des abus à l'origine de la Loi ;

2. Les Institutions de dépôts possèdent une énorme puissance financière, en rai-

son de leur contrôle de l'argent des autres ; son étendue doit être limitée afin de garantir la solidité et la concurrence dans le marché des fonds, qu'il s'agisse de prêts ou d'investissements ;

3. Les activités en valeurs mobilières peuvent être risquées, entraînant des pertes énormes. Ces pertes pourraient menacer l'intégrité des dépôts. De son côté, le gouvernement assure les dépôts et pourrait être tenu de payer des sommes importantes si les institutions de dépôt venaient à s'effondrer à la suite de pertes sur les valeurs mobilières ;

4. Les institutions de dépôt sont censées être gérées en limitant les risques. Leurs dirigeants pourraient ne pas être qualifiés pour opérer prudemment dans des activités plus spéculatives. [...]

Pourtant, au lieu de pousser des lois de restriction bancaire qui ont du sens,



comme le Glass-Steagall, les députés insistent pour essayer de créer de nouveaux comités et agences gouvernementales pour s'assurer que les autres font bien leur travail. [...]

Il est temps de cesser les plaisanteries et de passer aux choses sérieuses avec les grandes banques. Durant 70 ans, ce pays a eu un système qui fonctionnait, et nous l'avons abandonné en raison de quelques relations politiques puissantes et bien placées et de contributions financières. Il est grand temps que nous remettions les banques à leur place, et que nous coupons les liens qu'ils détiennent à Washington. [...]

Plus de sauvetages, plus d'escrocs. »

David Treece,
 28 avril 2010,
greenfaucet.com
<http://bit.ly/Yu2yat>

PAROLES DE JOURNALISTES

PATRICK JENKINS

Rédacteur en chef
de la rubrique Secteur
bancaire du *Financial Times*

« La vérité est que la plupart des banques du monde sont trop grosses et devraient être démantelées. Poussé par la débâcle de Barclays, un nouveau débat a vu le jour dans les milieux politiques et parmi certains analystes bancaires sur le besoin d'aller plus loin que l'axe américano-britannique Vickers et Volcker et d'imposer la scission des banques universelles. Le danger et le coût potentiel qu'induit une banque d'investissement sur une banque de détail sont tout simplement trop grands, soutiennent les réformateurs.

La dernière contribution à cette vision provient d'analystes de Berenberg Bank [NDR : la plus ancienne banque privée mondiale ; note signée par James Chappell, ancien analyste de Goldman Sachs], qui se prononcent pour une scission totale des activités et un retour forcé de la banque d'investissement au statut de société en nom collectif. [NDR : dans les-



quelles les salariés subissent les pertes avant les investisseurs]

Mais le véritable cœur de la thèse de Berenberg est que le monde devrait revenir à l'ancien ordre des choses aux États-Unis, lorsque le Glass-Steagall Act obligeait à séparer la banque de détail de la banque d'investissement. [...]

Il y a un argument puissant pour briser les banques universelles - et non par une intervention législative, mais par la puissance des actionnaires. Comme le soutient la note de la banque Berenberg, détenir des actions dans une banque d'investissement aujourd'hui, en particulier si elle fait partie d'un groupe bancaire universel, n'a rien de réjouissant.

"Nous ne croyons pas que le modèle actuel de banque d'investissement soit compatible avec une détention actionnariale à long terme du capital, en raison des comportements et de la structure des bonus de cette industrie. [...] Idéalement, les banques devraient être scindées en opérations de banque de détail et de banque d'investissement" conclut la note. »

Patrick Jenkins, 23 juillet 2012,
The Financial Times <http://on.ft.com/TwcFb7>

GEORG MASCOLO

Rédacteur en chef
du *Spiegel*

« Durant des décennies, le Glass-Steagall Act américain garantissait une division claire entre banques commerciales et banques d'investissement. Mais son abrogation a participé à l'avènement de la crise financière mondiale. Aujourd'hui, les politiques devraient rétablir ce système bancaire à deux vitesses afin de garantir que les banques "Too big to fail" cessent d'exister à l'avenir. [...]

Si une division stricte des banques avait été mise en place, il est très peu probable que Lehman Brothers ait pu entraîner le monde financier dans son ensemble avec elle dans l'abîme. Et, oui, une telle divi-

sion créerait des problèmes à une institution comme la banque allemande Deutsche Bank, qui étant à la fois une banque d'investissement et une banque commerciale serait obligée de créer un nouveau modèle. Pourtant, les avantages dépassent de très loin les inconvénients.

Jusque-là, toutes les demi-mesures pour réformer le monde de la finance ont échoué à cause de l'opposition de Wall Street ou de la City de Londres [...]. Les politiques croient encore pouvoir honorer leur promesse de mettre un terme aux excès des banques qui ont mené à la crise ; mais pour l'instant il ne

s'est rien passé. [...] Cela peut et doit être fait rapidement.

D'ailleurs, la loi Glass-Steagall n'a pu être possible que grâce à une commission du Sénat ayant exposé les attitudes folles et criminelles des banques dans la période qui a mené à la Grande Dépression. La colère a ouvert la voie pour que cette loi soit votée.

Parfois l'Histoire se répète. La loi Glass-Steagall a bien servi le monde pendant des décennies et il aurait été préférable qu'elle n'ait pas été abrogée.

Il est grand temps de corriger cette erreur. »

Georg Mascolo,
1^{er} août 2012,
Der Spiegel
<http://bit.ly/OplZeX>



MARGARETA
PAGANO

**Une des principales
journalistes économiques
anglaises**

« Enfin, de plus en plus de décideurs mondiaux et de grands analystes financiers commencent à reconnaître l'évidence : **qu'une scission complète des banques comme Barclays entre leurs activités de banque de détail et de banque d'investissement est de loin la meilleure façon de rendre notre système bancaire sûr et plus juste pour les contribuables.** Il pourrait également être le moyen le plus rapide et le plus efficace d'obtenir une augmentation des prêts à l'économie réelle. [...]

Pour Martyn King, analyste chez Edison Investment Research, un des rares instituts de recherche indépendants, **le cantonnement** [NDR : règle Vickers] **est vicié** parce que les deux parties de la banque auront encore besoin de ratios de fonds propres élevés, ce qui nous **donnera le pire des deux mondes.** Mais quand vous ôtez de la banque commerciale les activités risquées, le besoin en capital chute, le multiplicateur augmente et donc les prêts également. [...]

Mon point de vue a toujours été que le cantonnement n'est pas suffisant et qu'une scission de type Glass-Steagall est le moyen le plus sûr et le plus simple pour obtenir que le système bancaire fonctionne à nouveau. Si les banques de détail étaient libérées de leurs dures obligations de ratios de fonds propres, elles n'auraient probablement pas besoin d'être cajolées pour qu'elles prêtent.



Vickers a toujours été un mauvais compromis, défini seulement parce que le riche lobby bancaire, dirigé par des hommes tels que Bob Diamond chez Barclays, a persuadé les politiques qu'une scission n'était pas dans l'intérêt public, malgré les points de vue des poids lourds tels que Sir Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Vince Cable, le ministre du commerce, John Kay, économiste très respecté et Lord Lawson pour n'en nommer que quelques-uns. Il est temps qu'ils fassent monter la pression et élargissent le débat pour que

la réforme soit revue, y compris avec des propositions comme celles de l'économiste américain Laurence Kotlikoff pour une banque à vocation restreinte.

Il est temps d'ignorer les banquiers d'investissement qui disent que le retour à la loi Glass-Steagall est un leurre, que Lehman était seulement une banque d'investissement mais qu'elle s'est effondrée ou que la plupart de nos problèmes étaient du côté de la banque de détail, comme Northern Rock. Ces deux exemples

sont vrais, mais c'est un argument malhonnête puisque Lehman n'est devenu un risque que parce que l'ensemble du système bancaire a été obstrué par des effets de levier et des créances douteuses, tandis que Northern Rock prétendait qu'elle était une banque d'investissement.

Si la coalition au pouvoir en Angleterre est sérieuse quant à sa volonté de changer la culture bancaire, elle doit avoir le courage politique de revoir les réformes Vickers. »

Margareta Pagano,
**"Pourquoi il est logique
de scinder les banques"**
22 juillet 2012, *The Independent*
<http://ind.pn/Uus9gm>

MICHAEL
HILTZIK

**Journaliste financier.
Prix Pulitzer 1999**

« Rétablir le Glass-Steagall est une bonne proposition pour plusieurs raisons. Mais ce que le krach de 2008 et les

mésaventures financières, telles celle des pertes de plusieurs milliards de dollars sur les produits dérivés par JPMorgan Chase, nous disent, c'est que la réintroduction de l'ancienne loi ne suffira pas. **Ce dont nous avons besoin, c'est d'une sorte de Glass-Steagall Act du XXI^e siècle avec une focalisation sur les activités qui menacent le système financier de l'ère moderne.**

La plus grande menace vient du fait que les entreprises financières ont aug-

menté leur dépendance à des emprunts à court terme non réglementés, incluant des produits dérivés tordus et des instruments du marché monétaire qui sont vulnérables à des paniques. Dans les temps anciens, lorsque le Glass-Steagall Act a été promulgué, la seule forme importante de prêts à court terme était les dépôts bancaires. C'est pourquoi ils ont été spécifiquement protégés par la Federal Deposit Insurance Corp, une autre mesure du New Deal, »

► ce qui a finalement éliminé les paniques bancaires après 1933.

Mais les années 1990 ont vu l'explosion de nouvelles formes de capitaux à court terme pour le secteur bancaire. Ces fonds ressemblaient à des dépôts, dans le sens où ils n'étaient pas chers à acquérir et étaient soumis à des demandes instantanées de rachat ; les banques d'investissement et les courtiers en valeurs mobilières en sont devenus accros parce que d'autres formes de financement, telles que du capital, étaient plus chères.

Le résultat, dit Morgan Ricks, a été le krach de 2008. Ricks, un ancien responsable du département du Trésor aujourd'hui à la Harvard Law School, propose de mettre à jour le Glass-Steagall, en redéfinissant les banques comme des institutions qui dépendent de capitaux à court terme et en renforçant significativement leur réglementation. Dans un passé récent, ces institutions comprenaient donc Bear Stearns et Lehman Brothers, des non-banques dont les échecs ont sans doute déclenché la crise financière. [...]

Ricks propose de diviser les sociétés financières en deux catégories. Celles qui,



comme les banques, voudraient vivre sur des dépôts, des "repos" [NDR. accords de rachat ou opérations de pension] et du financement sur le marché monétaire, auraient besoin d'une licence du gouvernement et feraient l'objet d'une régulation stricte de leur sécurité et de leur solidité. Elles auraient la garantie d'un renflouement par le gou-

vernement si les choses tournaient mal, mais elles auraient aussi à payer à l'avance une redevance élevée pour cette garantie.

Les entreprises sans licence ne seraient pas autorisées à se financer sur le marché à court terme - leur capital devrait provenir entièrement des marchés boursiers et obligataires. Elles ne seraient pas admissibles à une aide financière du gouvernement. "Nous vous laisserons simplement faire faillite si vous échouez", dit Ricks. [...]

Les entreprises financières sont devenues plus grosses et avec moins d'aversion au risque. L'abrogation du Glass-Steagall est un raccourci approprié pour ce phénomène, et le rétablissement de la loi serait un signal clair que la fête est finie. ►►

Michael Hiltzik,
"Nous avons besoin d'un Glass-Steagall Act plus sévère pour réglementer les entreprises financières",
30 mai 2012,
The Los Angeles Times
<http://lat.ms/Mxl4IB>



MARTIN WOLF
Journaliste économique

Il fut également un ancien membre de la Commission Vickers

◀ Le cloisonnement aura des effets très positifs. La banque de détail a une culture différente, proche de celle d'un service public. Elle ne sera plus gérée pour le bénéfice de la banque d'investissement. Cette dernière sera responsable de son propre financement sur le marché sans subventions. Ce sera une structure bien plus propre. Et cela conduira

à une concurrence accrue dans ces métiers. Il doit y avoir des limites strictes aux prêts que la banque cloisonnée peut faire à des groupes financiers, et en particulier à sa banque d'investissement sœur. [...]

Les banques universelles sont les plus dangereuses. Si les banques d'investissement sont rattachées à des banques de détail, elles ne pourront jamais faire faillite. Cela revient à les subventionner et autoriser les banquiers d'investissement à s'enrichir sur le dos des contribuables. [...]

Pour moi, les avantages des banques d'investissement ne suffisent pas à justifier les risques. Cette activité est dangereuse et presque impossible à réguler. Je pense que, dans une large mesure, nous pourrions très bien nous passer de ce qu'elles font. Elles ont des fonctions importantes. Mais une grande partie consiste à spéculer les unes contre les autres. Il est très difficile d'argumenter en faveur de cela. ►►

Martin Wolf, 20 décembre 2011,
Les Échos <http://bit.ly/QsVasr>



ROBERT KUTTNER
Co-fondateur et co-auteur
du magazine
The American Prospect

« La soi-disant règle Volcker - un slogan créé par la Maison Blanche - s'est avéré être un Glass-Steagall très allégé. Contrairement à la loi de 1933, la règle Volcker ne sépare pas les banques commerciales des banques d'investissement - une belle ligne brillante qu'il était facile de contrôler et difficile de contourner.

Au contraire, la règle Volcker a limité la quantité de "trading pour compte propre" que les grandes banques peuvent faire. Le trading, cependant, n'est que l'un des nombreux types des méfaits bancaires possibles quand on mélange les banques d'investissement avec les banques commerciales. La version de la règle qui a été incluse dans la loi Dodd-Frank a laissé les détails aux régulateurs.

Et maintenant, les régulateurs ont produit un ensemble de 298 pages de règles proposées, et personne n'est content. Les organismes de réglementation ont sollicité des commentaires sur pas moins de 350 questions. Les banquiers disent que tout cela est trop bureaucratique et va couper dans leurs lignes les plus rentables. Les associations de consommateurs avertissent que la chose a trop de lacunes. Les arrogants de Wall Street disent que c'est un jeu d'enfant de camoufler un trading pour le compte propre de la banque en un trading client.

Tout ceci, bien sûr, est correct. Une politique bien plus avisée aurait été de revenir à la simple ligne lumineuse de la loi Glass-Steagall.

Si vous voulez être une banque commerciale, avec l'assurance fédérale des dépôts, un accès aux liquidités de la Réserve fédérale, et une étiquette "Gestion de bon père de famille" par les régulateurs, tant mieux. Vous devrez alors suivre de près les règles. Sinon, si vous voulez faire du trading et spéculer avec votre propre argent, allez-y. Mais ne devenez pas si grand que vous pourriez abattre l'ensemble du système, restez en dehors de l'activité de crédit, et ne comptez pas sur le gouvernement pour renflouer vos paris perdus.

Ce système fonctionnait très bien. Il était presque impossible de le contourner, et il n'avait pas besoin de 298 pages de règlements, avec des légions de régulateurs pour contrôler les fraudes créatives et les zones grises.

Le système bancaire est devenu beaucoup trop complexe - trop complexe pour une efficacité économique et trop complexe à contrôler. [...] La plupart des instruments financiers complexes, inventés dans les deux dernières décennies n'ajoutent rien à l'efficacité économique. Ils ne font qu'ajouter aux risques et aux bénéfices démesurés d'initiés. Les investisseurs et les emprunteurs ont très bien vécu avant que les swaps sur défaillance de crédit (CDS) aient été inventés dans les années 1990. Les CDS ont principalement augmenté les effets de leviers, les opportunités imprudentes de jeux, et les risques d'effondrement.

Ne nous leurrons pas : il n'y aura jamais assez de règles et de régulateurs pour contrôler toutes les zones d'ombre d'un système aussi compliqué. Le meilleur remède est une simplification drastique. Nous avons besoin d'un système bancaire plus simple, et de lois plus claires et plus simples, comme le Glass-Steagall Act. L'administration Obama a proposé une "règle Volcker" ambiguë plutôt qu'un retour clair au Glass-Steagall parce que la "règle Volcker" sera facile à contourner et ne gênera en aucune manière fondamentale le business model actuel de Wall Street.

Henry David Thoreau a dit : « Notre vie se perd dans les détails... Simplifiez, simplifiez ! » Il aurait pu parler de l'effondrement financier et des pauvres remèdes mal dégrossis. Ainsi, oubliez la règle Volcker. Quand il s'agit des banques, nous avons besoin d'une règle Thoreau. »

Robert Kuttner, 16 octobre 2011,
The Huffington Post

PAUL GREENBERG**Journaliste. Prix Pulitzer 1969**

« L'ancienne loi Glass-Steagall, elle-même le résultat des leçons tirées de la Grande Dépression, avait tenu un demi-siècle, mais l'appétit pour l'oseille et le pouvoir était trop fort pour la maintenir en place. Et, bientôt, la Grande Récession a démontré une fois de plus que les leçons sont vite oubliées. Les gens peuvent apprendre, les gouvernements ne semblent jamais pouvoir. »



Paul Greenberg, "Plus c'est simple, mieux c'est : dépoussiérez le Glass-Steagall", 18 juillet 2012, *TownHall Daily* <http://bit.ly/MmI0r5>

**BARRY RITHOLTZ****Journaliste
économique**

« L'abrogation du Glass-Steagall Act a permis à la bulle du crédit de gonfler beaucoup plus. Elle a rendu les banques plus complexes et difficiles à gérer. Quand tout est tombé, la crise était plus large, plus profonde et plus dangereuse qu'elle ne l'aurait été autrement.

L'abrogation du Glass-Steagall, après 25 ans et 300 millions de dollars de lobbying, a couronné des décennies de déréglementation. [...]

Ce que nous devrions discuter est l'influence corruptrice du capitalisme de copinage et de la déréglementation radicale. Au lieu de cela, nous nous trouvons obligés de défendre le capitalisme et le marché libre. Nous devons trouver des moyens de dé-financiariser l'économie américaine et de réduire l'influence des banquiers. [...]

Les 50 dernières années ont vu une financiarisation dramatique de l'économie américaine. Wall Street est passée d'une industrie de service au Titanic en laissant une économie endommagée dans son sillage. »

Barry Ritholtz, 5 août 2012,
The Washington Post
<http://wapo.st/Nthag7>



JOHN GAPPER

Journaliste

Il a été élu "meilleur éditorialiste" 2011 et 2012 par la Society of American Business Editors and Writers, et "une des 100 personnes les plus influentes en Angleterre en 2009"

« Je pense qu'une division logique serait une scission en trois entre les services publics, les casinos et les joueurs de casinos. À savoir les banques de détail, les banques d'investissement et les gestionnaires d'actifs, y compris le private equity et les hedge funds.

Scinder en deux ou trois parties peut paraître une distinction subtile. Pourtant, c'est important parce que ce mélange est ce que de nombreuses entreprises trop grandes pour faire faillite contiennent, avec tous les conflits d'intérêts et les problèmes systémiques que cela entraîne.

Un pays qui aurait le courage d'adopter une scission fine, se retrouverait ainsi avec trois types d'institutions (ou quatre si l'on compte les compagnies d'assurance). »

Tout d'abord, il y aurait des banques de détail, [...] strictement réglementées, fonctionnant de façon ennuyeuse et prévisible, et pouvant être renflouées si nécessaire.



Deuxièmement, il y aurait des banques d'affaires, qui offriraient du conseil, des levées de capitaux et des services de couverture aux grandes entreprises et aux investisseurs. [...] Ces banques devraient fonctionner avec un effet de levier beaucoup plus bas, plus de capital et une plus grande liquidité du bilan [...] À défaut, elles ne pourraient pas se financer.

La dernière étape serait de forcer les banques d'investissement à mettre un terme au trading pour compte propre et à se départir de leurs activités de gestion d'actifs. Tout ce qui va de la gestion de fonds communs de placement et de hedge-funds au private equity serait réalisé de façon indépendante. [...]

Il y aurait plusieurs avantages. Pour commencer, cela permettrait de réduire le profil de risque des banques d'investissement en supprimant le trading pour compte propre. [...] Cela mettrait aussi fin aux conflits d'intérêts dans la gestion des banques d'investissement qui gèrent un cocktail opaque entre leur argent et celui des autres alors qu'elles sont simultanément conseillers et financeurs dans des transactions de private equity. [...]

Certains politiciens et régulateurs ont fait valoir que la finance moderne était trop complexe pour être divisée et que ceux qui suggèrent ces cloisonnements sont simplistes. Mais une scission à trois

voies serait assez facile à mettre en œuvre avec un peu de volonté. »

John Gapper, "Une scission en trois est plus logique", 28 octobre 2009, The Financial Times

<http://on.ft.com/Uuy3yg>

CHRIS FARREL

Journaliste économique

« Les grandes institutions financières sont plus grosses que jamais - et tout aussi irresponsables et dangereuses qu'avant. Nous avons besoin de maîtriser ces monstres *Too big to fail* avant qu'ils ne coulent de nouveau l'économie.

La première étape consiste à abroger la loi Dodd-Frank —elle fait plus de 2 300 pages, et est compliquée, peu efficace et, criblée de failles.

La deuxième étape consiste à la remplacer immédiatement par la loi Glass-Steagall. Elle a été écrite en 1933 et fait seulement 37 pages. [...] Elle a empêché les traders de Wall Street de spéculer dans le casino du marché des capitaux avec l'argent assuré par le gouvernement. Le Glass-Steagall a fonctionné pendant près de 60 ans jusqu'à

son abrogation en 1999. Il est simple, favorable à la concurrence et pro-capitaliste. Plus encore, s'il était restauré, il réduirait les chances d'un autre renflouement financé par les contribuables. »

Chris Farrel, 10 août 2012, Marketplace
<http://bit.ly/QmldMI>

FINANCIAL TIMES

*Éditorial, après la révélation
du scandale de la manipulation
du LIBOR*

« La réputation de la banque au Royaume-Uni importe beaucoup. [...] Les mauvais comportements de quelques grandes banques ne devraient pas être autorisés à mettre en risque ce trésor.

La priorité doit être de rétablir la confiance dans la finance, non pas par un processus coûteux et fastidieux, mais grâce à l'application d'une politique que le gouvernement a déjà indiqué vouloir favoriser. Une grande partie de la réponse doit être de séparer les activités d'investissement et de détail des banques universelles. Cela permettrait non seulement de s'occuper des risques financiers et des conflits, mais aussi de s'attaquer au problème plus profond de la culture que M. Diamond a incarnée.

L'incompatibilité entre la banque de détail et la banque d'investissement a toujours été évidente. Ce qui est désormais clair, toutefois, c'est que la culture de la banque d'investissement – foncièrement agressive et cherchant des revenus très élevés – prédomine quand elles sont rassemblées. L'éthique de la banque de détail, plus **herbivore**, qui met l'accent sur la défense des intérêts des clients, est marginalisée. Cela semble conduire inéluctablement à la prolifération des activités de trading socialement contestables et des abus tels que le scandale du Libor.

Le gouvernement a accepté le principe de séparation l'année dernière lorsqu'il a endossé les conclusions de la commission bancaire présidée par Sir John Vickers. Celle-ci arguait pour une séparation interne plutôt qu'une séparation totale en se fondant sur le fait que la diversité d'actifs au sein d'une banque universelle pourrait être source de solidité en cas de stress financier.

S'il est vrai que le FT a soutenu ces conclusions, nous sommes maintenant prêts à aller plus loin. Malgré tous les bienfaits de la diversification, les tensions culturelles entre les activités bancaires d'investissement et celles de dépôts et crédits ne

peuvent être résolues qu'en séparant totalement les deux, sur le modèle formel de Glass-Steagall. »

Éditorial, « Restaurer la confiance après Diamond », *The Financial Times*, 3 juillet 2012, *Ft.com* <http://on.ft.com/11kDVvJ>

« Cette semaine, Sarah Bloom Raskin, un des gouverneurs de la Fed, a dit qu'elle avait été mise en minorité au conseil d'administration. «Le Trading propriétaire [est] une activité qui a peu ou pas de valeur économique réelle et qui ne doit pas faire partie d'un modèle bancaire qui dispose d'un filet de sécurité implicite de l'État», a-t-elle dit. La plupart de ses collègues de la Fed semblent en désaccord sur ce que cela signifie dans la pratique.

Et c'est là que réside le problème. Tout comme la commission Vickers au Royaume-Uni, qui veut cantonner les banques de détail loin de leurs armes "casino", la règle Volcker va toujours pouvoir être contournée. Comme nous l'avons vu avec les récentes pertes de JP Morgan Chase, les banques peuvent facilement faire passer un pari pour un titre de couverture. [...]

Les États-Unis ont émergé de la crise avec au moins 13 banques qui sont trop grosses pour faire faillite. Chacune, y compris CitiGroup, bénéficie d'une importante subvention fédérale implicite qui finance les activités de la banque d'investissement. N'importe laquelle d'entre elles pourrait abattre le système. [...] Selon les normes de la conversion, le changement de vision de Sandy Weill doit être considéré comme étant majeur, proche de la conversion de Saint Paul sur le chemin de Damas. [...] M. Weill est peut-être lent à comprendre, mais il a raison. Si une banque est *Too big to fail*, elle est trop grosse pour exister. »

Éditorial, 26 juillet 2012, *Ft.com* <http://on.ft.com/V6uJ8C>



The New York Times

THE NEW YORK TIMES

Éditorial, après les propos de Sandy Weill

« Quelquefois, dans un grand débat national, les voix les plus puissantes sont celles des convertis... Ajoutez maintenant à la liste le nom de Sandy Weill, le financier qui a mené la charge pour l'abrogation de la loi de 1933 qui avait séparé les banques commerciales des banques d'investissement. [...]

Pendant que nous y sommes, ajoutez la page éditoriale du *New York Times* à la liste des convertis.

Nous avons prôné avec ferveur l'abrogation de la Loi Glass-Steagall. "Peu d'historiens de l'économie trouvent maintenant que la logique derrière Glass-Steagall est convaincante", écrivions-nous dans un éditorial en 1988. Dans un autre, en 1990, nous disions que « la notion selon laquelle les banques et les actions forment un mélange dangereux n'est plus très sensée aujourd'hui ».

Ayant vu les résultats de cette vaste dérégulation, nous pensons maintenant que nous avions tort de l'avoir soutenue. »

Éditorial du 26 juillet 2012,
The New York Times
<http://nyti.ms/Qt3GI2>

Los Angeles Times

LOS ANGELES TIMES

*Éditorial intitulé
"Briser les mégabanes",
après les propos de Sandy Weill*

« Le Congrès devrait de nouveau examiner la meilleure façon de protéger les Américains d'une répétition de la dernière crise bancaire. [...]

[Séparer la banque d'investissement de la banque de dépôts] est plus facile à dire qu'à faire, certes. Cependant, la barrière structurelle qui existait dans le

Glass-Steagall a un net avantage sur la législation en vigueur. Comme la règle Volcker, son but est d'empêcher les banques de faire des paris à Wall Street à partir des dépôts garantis. Mais contrairement à la règle Volcker et à d'autres éléments clés de la loi Dodd-Frank, elle est plus simple et ne peut pas être trafiquée ou édulcorée dans les décrets d'application. Rien ne serait plus soumis aux caprices des autorités de régulations ou aux administrations qui les nomment.

En théorie, la combinaison de la loi Dodd-Frank et les forces du marché devrait entraîner les plus grandes banques à prendre moins de risques et à cesser d'être une menace pour l'ensemble de

l'économie. Mais depuis l'adoption de la loi, elles sont seulement devenues plus grandes encore, et, comme la récente débâcle de JPMorgan Chase l'a montré, elles continuent leurs jeux risqués à plusieurs milliards de dollars. Sandy Weill, qui connaît de première main les avantages et les inconvénients des mégabanes, dit qu'il est temps de les briser. C'est une bonne raison pour les législateurs d'examiner comment la loi Dodd-Frank et les règles qu'elle met en œuvre pourraient accomplir la tâche qui leur a été assignée. »

Éditorial du 27 juillet 2012,
The Los Angeles Times
<http://lat.ms/Oqrcm2>

LES AUTRES

ROWAN BOSWORTH-DAVIES

Expert en crimes financiers, ancien détective de Scotland Yard

« Il nous faut nous souvenir que l'ère de reconstruction conduite par le Président [Franklin] Roosevelt a cherché à mettre l'accent sur la nécessité de mettre le secteur financier sur un véritable pied d'égalité, et la séparation des activités bancaires était un élément essentiel de cette réorganisation.

Ici, au Royaume-Uni, nous avons désespérément besoin de cantonner nos activités de banque de détail afin que l'homme et la femme de la rue puissent être en sécurité en sachant que leurs économies et leurs services bancaires ne peuvent pas être mis en péril par les singeries des esbroufeurs de la communauté bancaire "casino".

La réintroduction du Glass-Steagall est une condition vitale et fondamentale pour commencer à re-



créer un secteur bancaire juste et honnête, et devrait être une question non négociable pour notre gouvernement et les régulateurs bancaires. »

Rowan Bosworth-Davies,
17 août 2012, *EIR*
<http://bit.ly/V8wqlX>

JOHN W. MOSCOW

Ancien chef du Bureau des Fraudes puis de la Division des enquêtes du Bureau du Procureur de New-York (1986-2004)

Il fut également ancien conseiller de la Fed de New-York (dont il a été licencié après son article de 1995 défendant le Glass-Steagall Act)

« Si le Congrès abrogeait le Glass-Steagall Act, les résultats pourraient être catastrophiques.

Nous n'avons pas d'agence capable de superviser les banques géantes qui seront nécessairement créées après l'abrogation du Glass-Steagall. Aucun régulateur ne sera capable de contrôler totalement des institutions financières universelles opérant dans plusieurs États.

Les enjeux sont donc élevés, et nous devrions prendre en compte l'intérêt général à propos de la façon dont l'argent est géré, plutôt que l'intérêt personnel des banquiers, des courtiers et des organismes de régulation qui veulent un plus grand territoire. »

John W. Moscow, "Plus grosses sont les banques, plus gros sont les problèmes", 28 juin 1995, *The New York Times*
<http://nyti.ms/Uw9uAV>

« Les banques commerciales gèrent l'argent des autres. Après la crise de 1929, le concept selon lequel il fallait être prudent avec l'argent des autres était une idée puissante, mais la cupidité l'a emporté sur l'intégrité. [...]

Au milieu des années 1990, à New York et à Londres, les opérateurs de services financiers ont développé une morale différente. Ils étaient préoccupés par la maximisation de leurs profits à court terme, qui déterminaient souvent leurs bonus, plutôt que par la gestion des risques à long terme ou que les intérêts de leurs clients. Les banquiers d'affaires se sont transformés en sociétés à responsabilité limitée, plutôt qu'en sociétés en nom collectif [NDR. = commandite, à responsabilité illimitée]. De cette façon, les actionnaires, plutôt que les partenaires individuels, auraient à supporter les pertes, les employés devant garder leurs bonus chaque année. »

► Ce fut un changement négatif majeur dans les contrôles internes. [...]

La classe riche nouvellement créée méprise la réglementation, et a créé un environnement légal dans lequel il est assez difficile de poursuivre les banquiers prédateurs. Dans un monde qui tolère ce comportement, et qui tolère le principe de banquiers d'investissement ayant le droit de spéculer avec l'argent des autres sur la base du "Pile, je gagne, face, tu perds", il est logique que ces "banksters" à la recherche d'argent le prennent là où ils le peuvent.

Si nous continuons à accepter l'idée que le profit de ces banksters est plus important que le fait que les indispensables banquiers soient attentifs et prudents dans la gestion de l'argent des autres, nous méritons ces banksters. Selon les termes du personnage de bande dessinée Pogo : "Nous avons rencontré l'ennemi et c'est nous". ►►

John Moscow,
11 avril 2012,
Journal of Financial Crime
<http://bit.ly/TOyIXG>



HENRI DE BODINAT

HEC, entrepreneur et manager

*Il a co-fondé Actuel et Radio Nova
et a dirigé Sony Music et le Club Med*

◀ Le système financier, trop malade pour être réformé à la marge, doit être reinventé. Les grandes crises économiques et leur cortège de misères naissent de la finance, que ce soit en 1882, avec le krach de l'Union générale de Lyon, en 1929, avec la spéculation effrénée sur la bourse américaine, ou en 2008 avec les subprimes immobiliers, les prêts irresponsables à la consommation et les crédits irréflechis à certains Etats.

Les banques de dépôt devraient être strictement limitées à leur fonction essentielle : gérer les dépôts et l'épargne des ménages et les transformer en prêts aux entreprises permettant à celles-ci d'investir de façon productive. Les banques d'investissement – l'huile du système capitaliste – se consacraient à leur mission de conseil en fusion, acquisition, transmission, levée de fonds, introduction en bourse, emprunt. Les fonds d'investissement ne pourraient plus rentabiliser la paupérisation d'entreprises assommées de dettes [NDR : LBO], mais financeraient en capitaux propres ou avec des leviers modérés le développement ou la rationalisation des entreprises. Les fonds spéculatifs, comme les hedge funds, seraient strictement séparés des banques de dépôt ou d'investissement, pour éviter toute contamination par des opérations risquées et hasardeuses. Les opérations d'achat et de vente à terme ne pourraient se faire que dans un but d'assurance, avec des sous-ja-

cents, et non à blanc pour de pures raisons spéculatives. Les instruments financiers opaques comme les credit default swap (CDS) et les véhicules « zombies » comme les SIV (structured investment vehicles), dopant à court terme la rentabilité mais créant des risques systémiques considérables, seraient purement et simplement interdits, dans l'intérêt de l'économie réelle. L'ensemble du système financier devrait être ainsi transformé de fond en comble, remanié en facteur de croissance et non plus en parasite porteur du virus de la crise ►►

Henri de Bodinat, 2012,
Les sept plaies du capitalisme,
p 275



MAIS AUSSI...

François Morin,
Professeur émérite – Toulouse I

Gabriel Colletis,
*Professeur de Sciences économiques
à l'Université de Toulouse I-Capitole,
auteur de L'Urgence industrielle*

Jean de Maillard,
*Vice-président du TGI de Paris,
spécialiste en criminalité financière*

Claude Champaud,
*Président honoraire de l'Université de Rennes,
Président du conseil scientifique
de la Fondation pour la recherche
sur la doctrine de l'entreprise*

André Vianès,
Économiste, ancien professeur à l'IEP de Lyon

Gérard Faure-Kapper,
*Écrivain et président de l'APLOMB
(Ass. Pour la Légalité des Opérations
et Mouvements Bancaires)*

Jean-Pierre Aubin,
Professeur Émérite à l'Université Paris-Dauphine

Denis Dubois,
*Professeur des universités,
directeur du département Économie Finance
Assurance Banque au Conservatoire
National des Arts et Métiers,*

Jean-Louis Perrault,
*Économiste - Maître de conférence
à l'Université de Rennes I*

Guillermo Saavedra,
Président de la Chambre de commerce chilienne

Fouad Nohra,
*Économiste - chargé de conférences
auprès de l'Université Lille II,*

Jean Claude Malaguti,
*Economiste - Président
de Delta International,
Chris Zanda, Professeur de Finance -
CEFAM Lyon*



ÉPILOGUE

PIERRE-HENRI LEROY

Président de Proxinvest

« L'excellente analyse du Groupe d'Experts présidé par Erkki Liikamen, ancien commissaire européen, ancien ministre des Finances et actuel gouverneur de la Banque de Finlande, que MM Moscovici et Noyer vont recevoir cette semaine à Paris, nous renseigne sur le constat des désastres causés par le modèle actuel : hélas, **ses conclusions se refusent à toute action de réforme authentique** autre qu'une simple filialisation des activités de trading des banques au-delà d'un certain seuil de 15-25% du total des actifs de la banque ou de 100 milliards d'euros.

Deux ans après la réforme ratée de la Loi de régulation bancaire et financière d'octobre 2010, toujours aussi imperméable au débat de la réforme Volcker comme aux idées ultérieures du rapport Vickers de septembre 2011, le Gouvernement français prévoit de produire une réforme bancaire, sans doute dans l'esprit du rapport Liikanen, et souhaite, avec lui, "maintenir la capacité des banques à fournir efficacement un large éventail de services à leurs clients".

Ce souhait est estimable. Mais au-delà des arguments développés sur les **conflits d'intérêts du modèle de banque universelle et son effet de concurrence déloyale** sur le secteur des services et déstabilisateur des marchés publics, il convient donc ici de tordre le cou à l'idée reçue selon laquelle la banque, quand elle fait tous les métiers, est plus efficace et ses services plus pratiques pour tous les clients, individus ou industriels. On proposera dans un second temps la recette d'une scission claire des métiers, seule réforme digne des principes de liberté et d'égalité des citoyens.

Banquiers et grands industriels défendent le modèle actuel de banque universelle au nom de l'avantage du "one stop service provider" ainsi étendu à presque tous les services de nature financière attendus par un individu comme par une grande entreprise : gestion de trésorerie, financements complexes, prêts, gestions d'actifs, assurances et nombreux services et courtages divers.

La centralisation du problème de crédit d'un individu ou d'une entreprise chez son ou ses banquiers semble, a priori, saine. Mais cette centralisation n'est vraiment utile du point de vue du client que pour l'activité de crédit véritable, voire peut-être pour sa



gestion de fortune : ni l'assureur, ni l'agence immobilière, ni le gestionnaire immobilier, ni le gérant de SICAV, ni le fournisseur d'alarmes, ni le loueur de voiture n'ont, eux, hors leur légitime curiosité commerciale, vraiment besoin, pour faire bien leur métier, de connaître le patrimoine complet de leur client. Or avec la banque universelle, le client n'a plus besoin de rechercher ailleurs de fournisseurs concurrents, mais ceci est-il si bon pour lui ? Autrement dit le confort de l'"offre coiffeur" est réel : on voit l'avantage pour le coiffeur d'offrir frictions, laques et bigoudis, mais est-il vraiment bon pour le consommateur de tout acheter confortablement assis chez son coiffeur, aussi compétent soit-il ?

Il est clair aussi, et nos banquiers l'ont montré, que plus on fait de métiers **différents plus la qualité requise des personnels est élevée**. En vrai, soit ils deviennent plus chers car doivent maîtriser tous les métiers et arbitrer des conflits d'intérêts complexes, soit ils ne maîtrisent ni les métiers ni les conflits associés, et leur conseil est finalement médiocre : nos plus excellents banquiers se sont laissés confondre par les projets les plus insensés et les clients les plus pervers. Rappelons ici que BNP Paribas, même elle, a laissé ses clients se faire abuser par les Sub-primes américains comme par Madoff...

Mais plus grave encore, la diversification du banquier universel contribue aujourd'hui à l'étouffement de l'économie : le banquier, disposant d'autres métiers accessoires rentables, ne fait tout simplement plus crédit qu'à l'État qui le refinance... Au nom de la sécurité du système financier déstabilisé par tous ses métiers annexes et spéculations pour compte propre, on a cru bon de majorer les ratios de solvabilité et de liquidité exigés des banques et des compagnies d'assurances. On sait aussi maintenant que cette augmentation des exigences de fonds propres pour réduire le risque systémique sera catastrophique pour le financement de l'économie privée par les banques cotées : les banques devant produire un résultat à hauteur de ces fonds propres élevés, refuseront le risque crédit, ▶

▶ notamment en renchérissant évidemment son prix, pour pouvoir faire plus de profit sur tous les métiers annexes aujourd'hui autorisés, et ne prêter qu'aux États. **Voilà pourquoi le modèle est à réformer d'urgence.**

Quelle formule de réforme faut-il alors retenir ?

La simple interdiction du trading pour compte propre, ultime bouc émissaire des lobbyistes de la banque universelle, aura été le minimum obtenu par Paul Volcker face au tout-puissant lobby des banquiers américains et étrangers. La commission britannique Vickers a suggéré, elle, pour dans très longtemps, en 2017, un cantonnement respectueux de la banque de marché, tandis que, suite au rapport Liikanen, nous avons compris du ministre des Finances français qu'une filialisation des activités de marché, pourtant déjà presque généralisée, serait pour ce Gouvernement une réforme profonde.

Nous pensons que loin de l'illusoire filialisation que concocte ce Gouvernement, **seule une scission véritable, permettra de garantir que la juste concurrence est restaurée** pour l'industrie et les services : il faut que la banque protégée et son groupe ne fassent désormais que du dépôt et du crédit, et ne détiennent pas d'autres actifs.

Aux termes de cette réforme logique, la banque protégée pourra évidemment prêter, mais jusqu'à un terme à définir : laissons les parlementaires décider si un crédit peut durer au-delà de trente, quarante ou cinquante ans... Elle gardera évidemment son trading pour compte propre des taux d'intérêts, des dérivés de crédit notamment des « credit default swaps » et le commerce des devises. Elle pourra posséder des immeubles d'exploitation, selon l'usage de beaux immeubles bien situés, des obligations de

toutes sortes, des billets de trésorerie et du monétaire frappé, mais, en revanche, pas d'actions, de métaux précieux, d'autres immeubles, ni de pétrole... Si la banque devient actionnaire à la suite d'impayés de ses emprunteurs, elle devra vendre ou mettre aux enchères ces actions avant un certain délai fixé par le Parlement.

Ainsi, le reste des actifs et activités non proprement bancaires défini de la sorte serait laissé à l'activité externe du « secteur financier concurrentiel » : n'ayant plus le motif malsain de la garantie des dépôts, ces activités se scinderaient alors d'elles-mêmes pour survivre dans l'efficacité au lieu de stagner dans la facilité de la rente du secteur garanti.

Au niveau de l'attribution des passifs, il convient de laisser au portefeuille de crédit son financement complet adossé et les fonds propres réglementaires sur la simple base des ratios réglementaires, le reste allant à l'activité financière concurrentielle.

Enfin, pour la séparation des équipes des banques universelles d'aujourd'hui, c'est à la hiérarchie de trancher avant la scission sur la base de préférences avouées : "Vivre dangereusement dans le secteur concurrentiel ou bancairement sous le couvert de la garantie des dépôts ?"

Les deux voies sont éminemment respectables, il faut rendre à la banque sa dignité. »



Pierre-Henri Leroy, "Banque universelle : contre l'offre du coiffeur, pour un vrai Glass-Steagall", 13 novembre 2012, Les Échos
<http://bit.ly/Tzxy3D>





JÉRÔME CAZES

Ancien DG de Coface

*Outre cette fonction
chez l'assureur-crédit, il est membre
du comité de direction générale
de Natixis, consultant en gestion
des grands risques financiers
et enseignant à HEC*

« Il y a 4 mois, j'avais suggéré de lancer un débat national sur les banques. Ce qui s'est passé depuis est intéressant par rapport à nos faiblesses collectives françaises, qui se situent beaucoup moins du côté du coût du travail que dans une forme d'autisme de nos équipes dirigeantes. [...] »

En France, on a lancé une consultation de place, visant à demander aux banques ce qu'elles pensent de

l'organisation des banques, coordonnées par le Conseil de Régulation Financière et des risques systémiques, qui est au cœur du cœur du système de la finance française, comprenant le gouverneur de la Banque de France, le président de l'ACP, de l'AMF et 3 personnalités qualifiées représentant la place (une inspectrice des finances, un ancien conseiller de BNP Paribas et un ancien haut dirigeant de BNP Paribas).

Ce conseil a consulté sans aucune transparence, et le ministre vient de laisser filtrer qu'il y avait un très grand consensus pour que rien ne change, qu'il n'y ait pas la séparation des activités.

Cette conclusion est fascinante quand on sait que 85 % des français et 2 financiers sur 3 sont favorables à la séparation. »

Jérôme Cazes,
« Scission des banques, le débat censuré »,
7 novembre 2012, Xerfi
<http://bit.ly/TwHo8H>



THIERRY PHILIPPONAT

**Ancien banquier
d'investissement**

*Il est actuellement le Secrétaire
Général de Finance Watch :*

« Pourquoi aller si vite ? Je crains que la volonté affichée par la France de légiférer sur la réforme bancaire très rapidement ne préempte assez largement le débat ouvert à l'échelle européenne.

La question de l'articulation entre le projet français et le processus européen est évidente alors que la Commission européenne mène de front les chantiers de l'union bancaire, de la résolution des crises bancaires et de la structure des banques qui aboutiront au mieux dans le courant de l'année prochaine.

Le risque est celui d'une réglementation a minima alors que la France n'entend pas remettre en cause le modèle de la banque universelle, qui allie banque commerciale et banque d'investissement.

Le commissaire européen au Marché intérieur Michel Barnier a fait part de son intention de légiférer sur la base du rapport Liikanen. Les propositions de la Commission ne seront pas connues avant trois ou quatre mois et une directive n'est probablement pas envisageable avant un an ou plus. Il y a donc un important décalage entre les calendriers européen et français.

Si l'on ne parvient pas à vraiment simplifier les structures bancaires et à les rendre plus lisibles, alors la réforme ne sera qu'une illusion. Les propositions du rapport Liikanen, qui recommande de séparer juridiquement certaines activités financières particulièrement risquées des banques de leur activité de banque de dépôt, sont un strict minimum.

Tant qu'on autorise le processus de création monétaire, inhérent à la banque commerciale au sein de la banque d'investissement, cela a pour conséquence de drainer des quantités importantes de monnaie nouvelle vers des activités spéculatives et de créer des bulles financières.

À cet égard, la question de la séparation entre activités "utiles" à l'économie et activités "spéculatives" relève du faux débat. Elle justifierait par exemple le maintien des activités de "market making" dans la banque de dépôt sous le prétexte qu'elles seraient "utiles" en assurant la liquidité sur les instruments financiers et en contribuant à la formation des meilleurs prix possibles.

La vraie séparation est dans la nature des activités, et la tenue de marché n'a rien à faire dans la banque de détail. D'un côté, il y a la banque de détail à l'origine de la création monétaire via le crédit et de l'autre les activités de marchés ; si les deux ne sont pas séparées, on finance la spéculation par la création monétaire.



Une approche stricte sur la nature des activités entraînera mécaniquement une diminution de la taille des bilans bancaires, alors que le total des actifs des grandes banques n'a que marginalement diminué depuis l'éclatement de la crise financière, ce qui laisse entière la question du "too big to fail", ces groupes financiers dont la taille à elle seule pose un risque systémique.

Faute d'une réforme stricte de la structure des banques, le projet d'union bancaire au sein de l'UE risque ainsi d'être incomplet. La législation américaine des années 1930 a permis plus de 60 ans de stabilité financière et de croissance aux États-Unis ; dans le projet européen actuel, l'union bancaire ne comprend que deux des trois éléments couverts par le Glass-Steagall Act : un mécanisme unique de résolution des crises bancaires et un superviseur bancaire unique.

En l'absence du troisième volet que représente une réforme stricte de la structure des banques, la question du "too big to fail" n'est pas résolue et risque même de s'aggraver.

Au regard des enjeux, je déplore ce que je considère comme un manque de transparence de la procédure de consultation sur la réforme bancaire en France. Le rapport Liikanen a donné lieu à une large consultation avec une publicité des personnalités auditionnées et des contributions soumises, il n'en va pas de même en France. »

Thierry Philipponat,
22 novembre 2012, Reuters
<http://bit.ly/SWabQa>

SCINDER
LES BANQUES
WWW.SCINDER-LES-BANQUES.FR

DiaCrisis
ASSOCIATION

